

Aujourd'hui:
partiellement ensoleillé et froid
Minimum -14° Maximum -7°
Demain: généralement ensoleillé et froid
DÉTAILS CAHIER SPORTS

Querin À LAVAL
1530, BOUL. CHOMEDEY
CHOMEDEY, LAVAL
mazda 688-4787

Aujourd'hui



B4 JAMAIS DEUX SANS TOI
Jamais deux sans toi est fini, vive Les Héritiers Duval. Le prochain téléroman de Guy Fournier, dans deux ans, portera sur les relations parents-adolescents.

A3 CONDOS

La Ville de Montreal prévoit, que 15 000 logements locatifs sur 375 000 seront convertis en copropriétés d'ici à 1997 en vertu du programme qu'elle a annoncé hier.

A18 VIE PRIVÉE

Le gouvernement fédéral rendra publique demain une toute nouvelle politique visant à protéger le caractère confidentiel des conversations par téléphone cellulaire.

C1 TOURISME

Même si l'occupation des hôtels montrealais est en baisse, l'industrie touristique peut se consoler par l'excellente critique qu'elle a obtenue des visiteurs cet été.



S 10 ARTHUR ASHE

L'ex-champion de tennis Arthur Ashe, qui sait depuis 1988 qu'il est sidéen, donnait hier soir à Montréal une conférence fort attendue intitulée «Vivre avec le sida».

Sommaire

Annonces classées	
Immobilier.....	C11-C12
marchandises.....	C12-C13
emplois.....	C13
automobiles.....	C14 à C16
propositions d'affaires.....	C7
Arts et spectacles	
Informations.....	B4 à B7
ciné-horaire.....	C18
Télé-horaire.....	B6
Television.....	B4
Bandes dessinées.....	C15
Bridge.....	C15
Décès.....	C16
Économie.....	C1 à C10
Éditorial.....	B2
Êtes-vous observateur?.....	C11
Feuilleton.....	C13
Horoscope.....	C12
Le monde.....	A16-A17
Loteries — résultats.....	A4
Mots croisés.....	C14
Mot mystère.....	C12

Côté: l'Hôtel-Dieu doit déménager

Le ministre dit que sa décision est finale et inattaquable

JEAN-PIERRE BONHOMME

Le gouvernement du Québec ne change pas d'idée. Il déménage l'Hôtel-Dieu en périphérie urbaine, dans le quartier Rivière-des-Prairies. Il estime, contrairement à ce qu'une coalition d'opposants montrealais fait valoir, que la nécessaire modernisation des locaux actuels de cette institution hospitalière universitaire (qu'il juge nécessaire de sauver) coûterait trop cher et serait trop complexe à réaliser.

Le maintien sur place d'un nouvel Hôtel-Dieu moderne créerait, selon le gouvernement, un «trou» budgétaire «de l'ordre de 63 millions annuellement», soit 720 millions en dix ans incluant l'indexation.

Une petite partie des grands immeubles patrimoniaux du pied de la montagne sera donc «probablement» affectée aux soins des vieillards et des sidéens. Un comité gouvernemental «examinera» par ailleurs ce qu'il faut faire avec le reste des bâtiments. Diverses «hypothèses» sont envisagées, dont «une maison pour les mourants».

Ce sont les principaux faits qui se dégagent d'une conférence de presse menée avec tambour et trompette hier, au cours de laquelle le fougueux ministre de la Santé, M. Marc-Yvan Côté, appuyé d'une batterie de fonctionnaires et de dirigeants de l'Hôtel-Dieu, a voulu répondre, volumineux documents en main, aux détracteurs du gouvernement.

«Le déménagement de l'Hôtel-Dieu est une décision inattaquable, elle a fait l'objet de longues consultations auprès des intéres-



Marc-Yvan Côté a promis d'être présent à la cérémonie d'inauguration des travaux du nouvel Hôtel-Dieu. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

VOIR HOTEL-DIEU EN A 2

ÉMEUTES SANGLANANTES EN INDE



De jeunes musulmans ont mis le feu hier à un placard annonçant la tenue d'un match de cricket entre le Bangladesh et l'Inde, à Dacca. Ils protestaient contre la destruction, dimanche, d'une mosquée du XVI^e siècle par des radicaux hindous dans l'État indien d'Uttar Pradesh. C'est en dehors de l'Inde, dans des pays musulmans, que les plus fortes réactions ont eu lieu.

► REPÈRES

... mais la crise renforce le gouvernement Rao

JOONEED KHAN

Les cris et quolibets des députés d'opposition du centre et de la gauche ont empêché le premier ministre Narasimha Rao de prendre la parole hier devant le Parlement fédéral sur la destruction de la mosquée Babri par des intégristes hindous la veille à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, le plus peuplé État de l'Inde.



rejetait les appels de l'opposition à la démission du gouvernement. «Le parti demeure fort au Parlement malgré son état minoritaire, et il n'envisage pas des élections anticipées», a-t-il dit.

S. Narendra, porte-parole de Rao, annonçait entre-temps que le gouvernement reconstruirait la mosquée de 460 ans, qu'il punirait les auteurs de la désacration en vertu de la loi et qu'il allait interdire tous les groupes et organisations intégristes du pays.

contenue à l'échelle de l'Inde, pays de 870 millions d'habitants à 80 p. cent hindou, et avec 100 millions de musulmans — ce qui en fait le deuxième pays musulman en importance au monde après l'Indonésie.

Ainsi, lors des affrontements de 1990 qui entraîneront la chute du gouvernement V.P. Singh sur cette même question, il y eut plus de 1000 tués. En 1984, quelque 3000 sikhs furent massacrés à Delhi seulement après l'assassinat du premier ministre Indira Gandhi. Les violences séparatistes cette année ont déjà fait 4000 tués au Punjab et 2000 au Cachemire.

VOIR ÉMEUTES EN A 2

■ Les jeunes jouent aux méchants musulmans et aux bons hindous. Page A 16

L'explosion sociale paraît en effet plutôt

La compagnie Sidbec-Dosco évite la fermeture

ÉRIC TROTTIER

Pour sauver leur entreprise, les 2400 employés de Sidbec-Dosco ont accepté un «plan de restructuration» qui prévoit une baisse salariale de 10 p. cent et 300 licenciements au cours de l'hiver.

expliqué à La Presse le président-directeur général de la société d'État, John Leboutillier.

«Si le plan n'avait pas été adopté, le gouvernement aurait certainement mis la clé dans la porte. En l'acceptant, les employés montrent qu'ils veulent s'impliquer. On espère maintenant que le gouvernement va mettre ses culottes», a pour sa part déclaré Arnold Dugas, responsable du dossier des aciéries au Syndicat des Métallurgistes.

de l'acier brut, connaît de graves problèmes financiers depuis deux ans. Après avoir réalisé des profits s'élevant globalement à 100 millions à la fin des années 1980, les déficits ont commencé à s'installer dans les états de comptes de la compagnie en 1991, lorsque la demande et les prix se sont effondrés. Le chiffre d'affaires de Sidbec était de 650 millions en 1988, il sera de 450 millions cette année. Le déficit a atteint 74 millions en 1991, et il devrait dépasser les 55 millions à la fin de l'année.

Résultat: Sidbec avait 3200 em-

ployés dans ses usines de Contrecoeur, Longueuil et Montréal en 1990. On est passé cette année à 2400 et il en restera un peu plus de 2000 le printemps prochain.

Le gouvernement du Québec, propriétaire de l'aciérie, a chargé en juillet 1991 M. Leboutillier de remettre l'entreprise sur la voie de la rentabilité, en adoptant notamment un plan de restructuration. Une firme d'experts financiers a d'abord été embauchée afin d'évaluer la situation et de recommander des réductions de personnel.

Finale, après des mois de négociations entre le syndicat et la direction de Sidbec, les deux parties en sont venues à une entente d'une durée de quatre ans, entente entérinée par les trois quarts des travailleurs syndiqués le week-end dernier.

Le plan adopté prévoit la réduction de deux dollars l'heure travaillée — les travailleurs de Sidbec gagnent en moyenne 20\$ l'heure. Sur un salaire annuel de 40000\$, chaque employé consentirait ainsi à perdre 4000\$. Cet

VOIR SIDBEC EN A 2

1^{er} Concours pour la présélection

ROYAL AUTOMNE/HIVER 1992/93

NE MANQUEZ PAS LE BATEAU PRÉSELECTIONNEZ-VOUS

FORFAIT UNIQUE POUR TOUS LES DÉPARTS ENTRE LE 01 DÉC. 92 ET LE 28 AVRIL 93

ACHETEZ UN (1) BILLET au prix régulier* et obtenez le deuxième au prix annoncé

Départs de DORVAL

\$219 CONSULTEZ NOS SPÉCIAUX AVEC HÔTELS

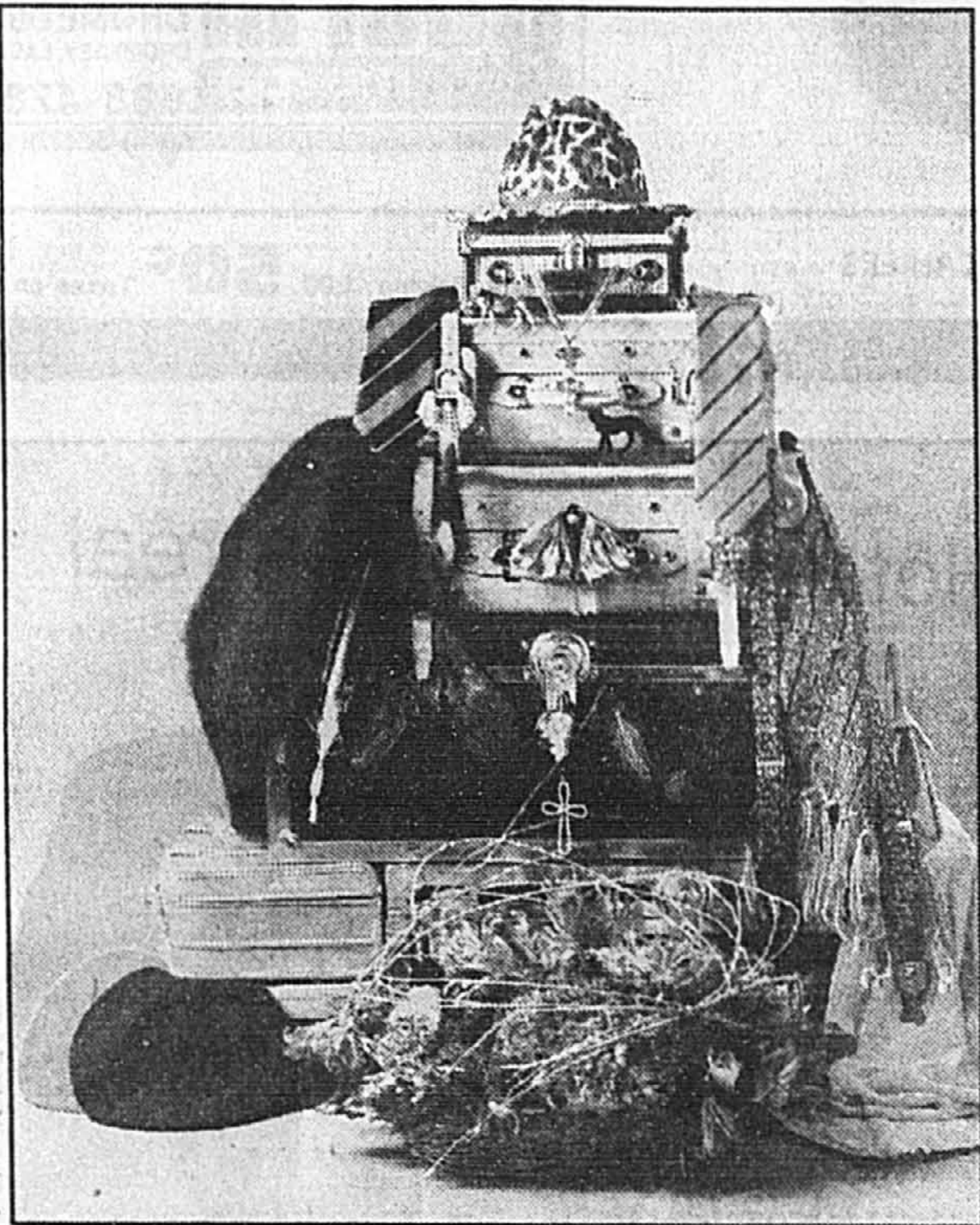
Taxes et services \$80.00 inclus

Lun., Mar, Jeudi, Dim.: FORT LAUDERDALE
Mer., Sam., Dim.: ORLANDO
Sam.: ST. PETERSBURG Ven.: FORT MYERS / WEST PALM BEACH

* Vous devez réserver et payer avant le 24 déc. 92
* NON APPLICABLES sur toutes les destinations pour les départs qui correspondent à des retours situés - entre le 26 fév. 93 et le 08 mars 93, et - entre le 08 avril 93 et le 19 avril 93.
* Min. de 2 personnes par dossier - 3^{ème} personne enlevée \$30 du prix régulier*
* En cas de simple dédit \$30 du prix régulier*
* La durée du séjour ne doit pas excéder 14 nuits / Les places sont limitées
* Non applicable sur certains départs de West Palm Beach, Fort Myers et St. Petersburg
* Base tarifaire voir Prix Révisés N° 2

JET-USA INC.
VACANCES HOLIDAYS
La Connexion Floride
Consultez votre agent de voyage

Demain dans La Presse



Un cadeau de Noël réussi!

Dans un style bien anglais, le cahier Vivre de La Presse présente demain des accessoires de mode qui prolongeront la féerie de Noël, même en plein mois de juillet. Mais pourquoi à s'avoir «British»? Peut-être parce que ces suggestions de présents correspondent à l'air du temps, à toute cette vague nostalgique qui envahit la mode actuelle et prône le retour des valeurs traditionnelles, le retour d'un Noël en famille au coin du feu, car l'allure rebelle a bel et bien cédé sa place au look propre. Après avoir connu de nombreux revirements de styles au cours des dernières années, la mode prend en effet une pause rafraîchissante, avancent les créateurs.

La neige



Insolite

Renversée par un taxi, elle se fait voler son sac à main

ans, a été fauchée ainsi qu'une jeune femme de 22 ans par un taxi. Elle souffre d'une jambe cassée et de traumatismes crâniens tandis que sa compagne d'infortune a eu les deux jambes cassées.

Dans la confusion, une personne en a profité pour lui dérober son sac à main. «Ça n'arrive qu'à New York», a commenté, désabusé, le policier Vinny Zapulla.

Collectes de sang

- Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:
- à Montréal: Centre des donneurs de sang, 2991, Sherbrooke est, Centre commercial Maisonnette (Métro Préfontaine), de 9 h à 20 h;
- à Greenfield Park: Collecte du Maire, Centre Commercial Les Galeries Taschereau, 745, boul. Taschereau, de 14 h 30 à 20 h 30;
- à Sainte-Anne-des-Plaines: Service correctionnel du Canada, Minimum Ste-Anne, nouvelle salle de programmes, 244, Montée Gagnon, Sainte-Anne-des-Plaines, de 9 h 30 à 17 h 30;
- à Saint-François: Service correctionnel du Canada, E.M.S.F., 1300, Montée Saint-François, Saint-Vincent-de-Paul, de 9 h 30 à 17 h 30.

SUITE DE LA UNE

HÔTEL-DIEU

Côté: l'Hôtel-Dieu doit déménager

sés», a dit le ministre qui a promis d'être présent «bientôt» à la cérémonie d'inauguration des travaux de construction.

Une coalition montréalaise, comprenant notamment les villes de Montréal et d'Outremont ainsi que la Corporation des urbanistes du Québec, a conclu cet automne, après une série d'audiences publiques, que le déménagement de l'Hôtel-Dieu est indéfendable sur les plans de la desserte des malades et de l'urbanisme.

Installé sur un podium et laissant tomber la veste, le ministre, député de Charlesbourg, était conscient de l'enjeu en cette affaire politique dont il reconnaît la «difficulté». Il a souligné que Montréal aura, avec une institution installée dans la grande couronne urbaine périphérique, «un hôpital du XXI^e siècle».

Avec le sous-ministre Raynald Gagnon à sa gauche et le président du conseil de l'Hôtel-Dieu, l'ancien ministre fédéral Marc

Lalonde à sa droite, notamment, il a répliqué, point par point, au rapport soumis en octobre par le président du Comité consultatif montréalais sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu, Me Michel Yergeau.

Il s'est fondé sur un nouveau document intitulé *Hôtel-Dieu de Montréal: le citoyen, la véritable raison d'être de la relocalisation*, un volumineux dossier préparé par ses fonctionnaires.

Le ministre a tourné en ridicule la proposition faite jeudi par la Coalition de Montréalais — le maire de Montréal, M. Jean Doré, et le président de la Chambre de commerce, M. Bernard Roy, en tête — selon laquelle il est souhaitable de maintenir l'institution en ville centrale. Il a indiqué, par dérision, que cette proposition a été faite nuitamment par le maire sur le coin d'une table. Il a demandé à l'architecte Paul-André Tétrault de montrer, lui, en dessin, la volumétrie de l'ajout qu'il faudrait faire, au nord des terrains actuels, pour produire un hôpital moderne sur les lieux. Ce dessin montre un bloc de 16 étages, situé rue Saint-Urbain, qui jette son ombre sur les demeures

environnantes pratiquement jusqu'à la rue Saint-Denis. Il a dit que son propre projet est par conséquent plus respectueux de l'environnement.

Le ministre n'a toutefois pas voulu montrer quelque dessin que ce soit décrivant le projet de nouvel hôpital.

Interrogé par La Presse au sujet de l'éparpillement urbain que provoque pareil déménagement, le ministre a dit que cette question ne relevait pas de sa compétence. La décision de déménager est pour lui «rationnelle» au point de vue des services de santé.

Voici quelques arguments du gouvernement contre le maintien sur place proposé par la coalition montréalaise dans le rapport du Comité consultatif.

- La réalisation des travaux sur le site «s'étalerait sur un minimum de dix ans et supposerait 44 phases de rénovation, de déménagement et de construction».
- Le nouvel hôpital pourra desservir les cas complexes même s'il est éloigné du centre-ville; la proportion de la clientèle suprarégionale de l'Hôtel-Dieu (38 p.

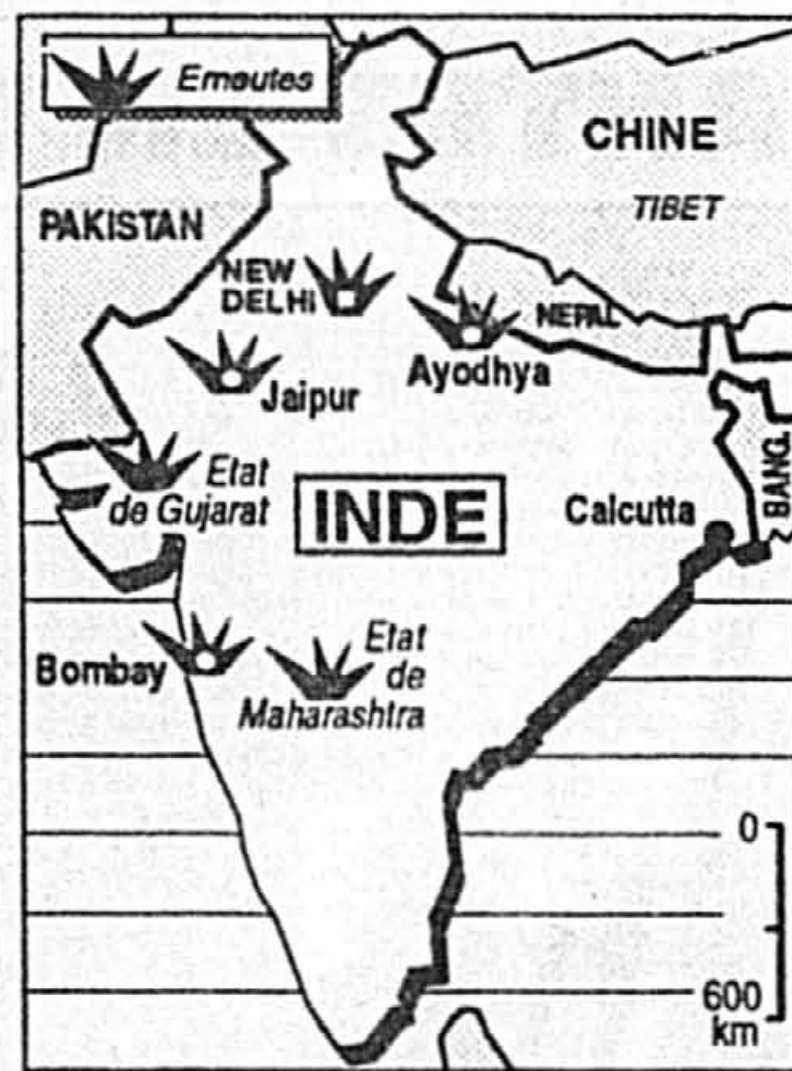
cent) est semblable aux autres hôpitaux tel Notre-Dame.

- Les hôpitaux universitaires doivent répondre à des besoins locaux pour maintenir des services ultraspecialisés.
- Le ministre «n'exclut pas qu'une partie du site actuel de l'Hôtel-Dieu soit utilisée aux fins d'une clinique pour sidéens (prévention, dépistage, etc.); l'Hôtel-Dieu a traité 326 cas de sida en 1990-1991, contre 239 à Royal Victoria, 227 à Notre-Dame et 179 à Saint-Luc.
- Les activités scientifiques du centre-ville — leur masse critique — ne sont pas menacées par le déménagement: le Centre de recherche de l'Hôtel-Dieu est «autonome» et l'Institut de recherches cliniques voisin «devrait poursuivre son excellence en recherche fondamentale».
- La faculté de médecine de l'Université de Montréal, qui accrédite l'Hôtel-Dieu, est «incohérente»: elle estime que le déménagement n'est pas pratique, mais elle a déjà proposé un site adjacent à l'hôpital Sacré-Coeur à Cartierville. □

INDE

Émeutes sanglantes en Inde

C'est en dehors de l'Inde, dans des pays musulmans, que les plus fortes réactions ont eu lieu, surtout au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan, où des temples hindous ont été saccagés hier, et dans l'Iran islamiste, où l'ayatollah Ali Khamenei a parlé de «l'insulte faite à tous les musulmans». Ryad demandait à Delhi



AFP infographie - francis Nallier

d'«intervenir d'urgence» et Washington déplorait la violence.

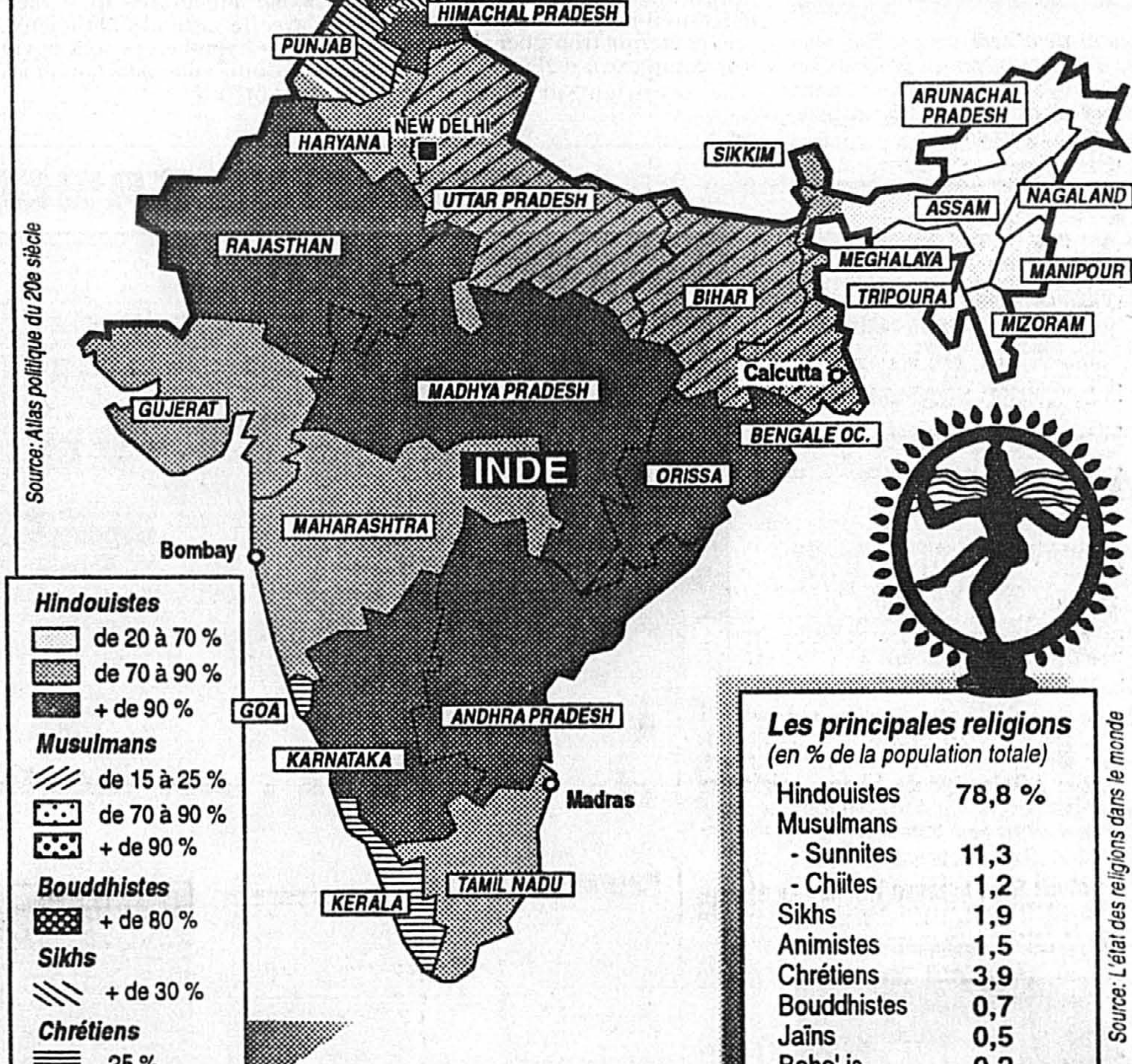
A Montréal, une organisation nommée «Des Canadiens pour une Inde laïque» accusait les intégristes hindous de faire «une politique de néo-nazis» et de chercher, «par la terreur et la violence», à «miner les droits et privilèges que la Constitution garantit aux minorités indiennes». Selon l'organisation, l'intégrisme hindou «est actif à Montréal aussi avec l'appui financier et idéologique de sympathisants au BJP et à des mouvements fascistes hindous».

Malgré la furie bruyante de ses critiques au Lok Sabha (Chambre basse du Parlement fédéral), le premier ministre Rao, propulsé au pouvoir après l'assassinat de Rajiv Gandhi il y a 18 mois et cela à la tête d'un gouvernement minoritaire, marquait hier un point capital en obtenant la démission du chef de l'opposition de droite Lal Krishna Advani, leader du parti intégriste hindou BJP.

C'est Advani, plus que tout autre, qui est en effet à l'origine de l'exploitation politique de cette querelle religieuse à propos d'un site que les hindous revendiquent comme le lieu de naissance du dieu Rama (*Ramjanmabhoomi*) et où Zahiruddin Babar, fondateur de l'empire mogol, fit construire une mosquée en 1528.

Le premier affrontement documenté entre hindous et musulmans sur la propriété des lieux remonte au milieu du XIX^e siècle.

LES RELIGIONS EN INDE



On compte par la suite 76 tentatives hindoues de s'en emparer. Gelé en 1949 avec le partage de l'Inde et du Pakistan, le dossier fut rouvert par Rajiv Gandhi en 1986, mais c'est le BJP qui en profita, chevauchant ce tigre explosif pour passer de deux à 119 députés à la faveur des deux dernières élections fédérales et devenir le plus important parti d'opposition au Parlement (545 sièges).

L'architecte de cette poussée intégriste hindou fut L.K. Advani, qui entreprit fin 1990 une «Marche sacrée» de 10000 km à travers l'Inde pour amasser des pierres en vue de l'érection du temple de Rama. Le cycle de violence était enclenché. Le 9 novembre, le BJP retirait son appui au gouvernement V.P.Singh, accélérant la tenue d'élections anticipées au mois de mai 1991.

Le Vishwa Hindu Parishad (Conseil hindou mondial, très influent auprès du BJP, relançait la croisade en juillet 1992. La Cour suprême de l'Inde émit une injonction et un tribunal doit statuer vendredi, mais les fanatiques, se fiant dit-on aux astrologues, passaient à l'action dimanche, donnant au gouvernement fédéral de Rao l'occasion en or pour suspendre l'administration BJP dans l'Uttar Pradesh.

Rao, 71 ans, originaire de l'État sudiste d'Andhra Pradesh, s'en est tenu dans cette affaire au respect strict de la laïcité de l'Inde, de l'État de droit et des prérogatives du pouvoir élu des provinces, évitant la manière forte et l'interventionnisme du Centre, et se fiant à la sagesse des parties pour en arriver à un compromis négocié. L'opposition de centre et de

gauche dénonçait hier cela comme «une politique de faiblesse».

Mais la démission d'Advani comme chef de l'opposition à Delhi lui donnait raison. «L'accepte la responsabilité morale de la crise», a-t-il dit, ajoutant avoir «tout fait pour l'éviter». Dès dimanche, la crise enhardissait Rao à dissoudre le pouvoir BJP à Lucknow, capitale de l'Uttar Pradesh. A Ayodhya, 15000 militants occupaient encore hier les lieux contestés, en tentant d'y ériger un mausolée à Rama. Les forces de l'ordre sont restées à l'écart, mais, selon des témoins, elles ont persuadé quelque 50000 autres à se disperser à bord d'autobus et de trains spéciaux. «Tôt ce matin, quelque 600 policiers armés de matraques de bambou et de grenades lacrymogènes évacuaient les derniers fanatiques des ruines de la mosquée. □

La quotidienne à trois chiffres 824
Tirage d'hier à quatre chiffres 5042

ABONNEMENT 285-6911 ANNONCES CLASSÉES
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 17h30
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 285-7111
RÉDACTION 285-7070 GRANDS ANNONCES
PROMOTION 285-7100 Détaillants 285-7202
COMPTABILITÉ National, Télé+ 285-7306
Grandes annonces 285-6892 Vacances, Voyages 285-7265
Annonces classées 285-6900 Carrières et professions, nominations 285-7320

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»
Enregistrement: numéro 1400 - Port de retour garanti.
(USPS03692) Champlain N.Y. 12919-1518.
RENSEIGNEMENTS 285-7272

MARDI 8 DÉCEMBRE 1992

LES ANNONCES CLASSÉES
La Presse
285-7111

LORTIE

L'ex-femme de Lortie s'oppose encore à sa libération

Depuis 14 mois, il peut bénéficier de sorties de jour avec ou sans escorte. À compter de l'été 1993, il sera admissible à une libération de jour, et sera vraisemblablement libre de ses mouvements de 7h à 23h, prévoit Me Langlois.

L'avocat désapprouve totalement, toutefois, ce qu'il estime être un traitement particulier accordé par les autorités carcérales dans le cas du caporal Lortie. «Il a les psychologues de son côté»,

affirme-t-il, en soulignant qu'au premier procès, pour cinq psychiatres qui plaident l'aliénation, autant avaient estimé que l'ancien militaire était en mesure de répondre de ses actes.

«Dans l'opinion publique, tous ceux qui s'opposent à sa libération passent pour des monstres. Mais allez demander aux victimes, elles ont encore énormément peur. Lortie est un ancien militaire, il peut fonctionner normalement dans un cadre défini, mais qu'advient-il lorsqu'il sera laissé à lui-même?» se demande l'avocat de l'ancienne épouse du caporal, aujourd'hui remariée.

Dans la déposition qu'elle avait

fait l'an passé pour s'opposer à la libération conditionnelle de son ex-mari, Mme Lévesque disait craindre pour la sécurité de leurs deux enfants. Dans une entrevue accordée à une station de radio à l'automne 1991, elle avait soutenu avoir toujours peur des actes que pourrait commettre Denis Lortie. «Je crains pour la vie d'autres personnes, pour la mienne, pour celle des enfants, avait-elle soutenu. Ce n'est pas par vengeance que je fais cela, c'est une question de conscience.»

Joint hier, René Jalbert, qui avait réussi à calmer le caporal Lortie en faisant preuve d'un sang-froid exceptionnel, a refusé

de commenter l'appel à la clémence de l'ancien militaire. «On m'a demandé de entrevues à au moins 15 reprises, je n'ai rien à dire. Il y a un processus judiciaire, qu'il suive son cours normal», a-t-il déclaré simplement, en rappelant que depuis la fusillade, il n'avait pas gardé contact avec le caporal, et qu'il ne pouvait par conséquent témoigner de son cheminement psychologique.

Parmi les victimes toutefois, la seule évocation du caporal Lortie fait ressurgir des souvenirs intolérables. Jointe hier, l'une d'elles a poliment dit souhaiter ne plus avoir à reparler de ces événements. □

SIDBEC

La compagnie Sidbec-Dosco évite la fermeture

argent sera toutefois comptabilisé comme un investissement et les employés pourront avoir leur part de profits si l'entreprise redevient rentable. «Nous prévoyons atteindre le seuil de rentabilité vers la fin de 1994. En tout cas, nous allons prendre les moyens pour y arriver», ajoute M. Dugas.

Les travailleurs syndiqués ont également obtenu en échange de leur sacrifice salarial une participation à la gestion de leur entreprise. Un comité formé de six cadres et six syndiqués sera mis sur pied afin d'évaluer une nouvelle organisation du travail.

Trois cents licenciements sont prévus pour les prochains mois, «mais aucune des trois usines québécoises de Sidbec ne fermera», assure M. Leboutillier. Le syndicat espère de son côté qu'une partie des licenciements seront attribués aux patrons. «Il y a beaucoup trop de cadres pour que Sidbec soit prospère», prétend M. Dugas.

Le Fonds de solidarité serait en outre intéressé à financer Sidbec. Des négociations ont récemment été entreprises à ce sujet. Enfin, on s'attend à ce que le gouvernement fasse sa part, d'une façon ou d'une autre. «Ça ne règlera pas tous les problèmes. Il va falloir que le marché reprenne vie au plus vite et que les prix soient plus intéressants pour nous», conclut M. Leboutillier, qui sor-

taut justement, hier soir, d'une rencontre avec l'ambassadeur américain à Ottawa au sujet des particularités de l'industrie sidérurgique canadienne et... des subventions accordées par les différents gouvernements, une pratique honnie au pays de l'Oncle Sam.

Une douzaine d'entreprises américaines ont d'ailleurs porté plainte récemment contre les entreprises canadiennes subventionnées par les gouvernements, et le gouvernement américain devra trancher la question en janvier. Chez Sidbec, on s'attend à se voir imposer de nouveaux droits de dumping.

Quand on sait que le marché américain représente 25 p. cent des ventes de la compagnie... □

Précision

Dans un texte publié hier en page A 5 au sujet de l'éclipse lunaire de demain, certaines des heures mentionnées sont erronées. C'est vers 17h (et non 18h) qu'on commencera à voir l'ombre de la Terre s'avancer sur le disque lunaire. La phase de totalité débutera à 18h07 (et non à 19h07) heure normale de l'est. Le maximum de l'éclipse surviendra à 18h44, et la phase de totalité prendra fin à 19h21. L'éclipse sera considérée comme terminée à 21h33. Nos excuses.

Montréal lève le moratoire sur les copropriétés

GILLES GAUTHIER

La Ville de Montréal prévoit que 15 000 logements locatifs sur 375 000, soit 4 p. cent du total, seront convertis en copropriétés divisées au cours des cinq prochaines années en vertu du programme qu'elle a annoncé hier. Ce qui ferait passer de 25 à 27 p. cent la proportion de propriétaires de leurs logements sur son territoire.

L'administration lève ainsi le moratoire qui avait été imposé aux municipalités de l'île de Montréal par le gouvernement du Québec en 1987, moratoire auquel elles pouvaient toutefois se soustraire en adoptant un règlement en ce sens. Elle accorde de plus un crédit de taxes foncières de 250 \$ par année pendant 5 ans au premier acheteur d'une unité d'un immeuble converti, tout en soulignant que cette acquisition n'est pas soumise à la TPS et la TVQ.

Afin de protéger les locataires, ont expliqué hier le maire Jean Doré et le responsable de l'habitation au comité exécutif, John Gardiner, plusieurs restrictions s'appliquent avant même que la conversion puisse être envisagée.

Le règlement proposé, qui fera l'objet d'audiences publiques en janvier ou février 1993, est d'une complexité telle que, d'expliquer un responsable, «s'il n'y a aucun obstacle, il faudra compter six mois pour procéder à une conversion».

Sauf exceptions, l'immeuble visé devra être situé dans une zone où le taux d'occupation des logements dépasse 3 p. cent. Il est présentement supérieur à 7 p. cent dans les trois zones en question: centrale (soit les arrondissements Ville-Marie, Sud-Ouest et Plateau Mont-Royal-Centre Sud), périphérique (quartier Mercier et arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Bout-de-l'île) et intermédiaire.

Dans le cas d'un immeuble de quatre

logements et plus construit depuis plus de cinq ans, le loyer moyen devra être supérieur de 15 p. cent à un «loyer-balise» établi dans le règlement. Dans la zone centrale, cette balise est fixée par exemple à 625 \$ pour un trois pièces et 750 \$ pour un quatre pièces.

En outre, aucune conversion ne pourra être entreprise dans les immeubles qui ont été rénovés ou restaurés depuis moins de cinq ans dans le cadre d'un programme municipal d'aide à la restauration.

Des immeubles déjà détenus selon des modes alternatifs (société en commandite, occupation majoritairement en copropriété indivise, compagnie dont les actionnaires possèdent un logement) échappent à cette restriction ainsi qu'à celle du taux d'occupation selon la zone.

Au départ, a-t-on expliqué, la loi prévoit que personne ne peut reprendre possession, pour le convertir en condo, d'un logement occupé par son locataire tant

et aussi longtemps que ce dernier veut y demeurer. Le harcèlement du locataire pour l'obliger à partir afin de convertir son logement peut entraîner, ajoutent-ils, des poursuites et des amendes d'au moins 5875 \$ et pouvant atteindre 28 975 \$.

On admet toutefois qu'un locataire pourra monnayer son départ en demandant par exemple à l'acheteur de lui verser une somme d'argent et de payer les frais de déménagement.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) ont estimé hier que ce projet «ouvre généreusement la porte à la conversion des logements locatifs en copropriété», à laquelle ils sont opposés «en principe». Ils manifesteront devant l'hôtel de ville lundi prochain, alors que se tiendra une assemblée du conseil municipal.

Robert Roy acquitté du meurtre de Michel Aflalo

LUCIE CÔTÉ

Robert Roy, qui subissait depuis le mois de septembre son deuxième procès pour le meurtre de Michel Aflalo, a été acquitté hier, après six jours de délibérations.

Le juge Fraser Martin a libéré sur-le-champ l'entrepreneur en construction de 45 ans, jugé non coupable par un jury de seulement 11 citoyens, l'un d'entre eux ayant obtenu la permission de se retirer.

Robert Roy, qui était emprisonné depuis cinq ans, n'a pas manifesté ouvertement ses sentiments. Ni heureux ni soulagé, il semblait plutôt hébété en recevant les félicitations de ses avocats, Me Ronnie MacDonald et Me Giacomo Vigna.

Le 22 mars 1987, un peu plus d'un mois après la mystérieuse disparition de Michel Aflalo, alors en instance de divorce et supposément en vacances sur la côte ouest, 17 morceaux de son corps, qui avait été congelé avant d'être dépecé, étaient découverts éparpillés et enfouis dans la neige, à Rawdon.

La tête manquante — elle n'a jamais été retrouvée — les policiers avaient mis trois semaines avant d'identifier le mort. Michel Aflalo, âgé de 39 ans, originaire du Maroc et au Québec depuis une vingtaine d'années, était père de quatre enfants et imprimeur à Ville Mont-Royal.

Robert Roy, aujourd'hui âgé de 45 ans, et sa maîtresse Liliane-Lorentz Aflalo, 39 ans, la femme de Michel Aflalo, avaient été arrêtés le 17 avril 1987. L'automne suivant, ils étaient reconnus coupables du meurtre prémédité d'Aflalo.

Mais la Cour d'appel du Québec, cassant leur condamnation, avait ordonné un deuxième procès en juillet 1991, après avoir conclu que le juge Benjamin Greenberg avait usurpé le rôle des membres du jury en leur imposant son opinion lors du premier procès. Le juge Greenberg avait notamment indiqué aux jurés qu'ils ne pouvaient condamner Robert Roy et acquitter Liliane Lorentz.

Cette dernière, qui a plaidé coupable à une accusation réduite de meurtre au deuxième degré en septembre dernier, et purge actuellement une peine de prison d'au moins dix ans, est venue témoigner au deuxième procès de Robert Roy, devenu son amant après avoir effectué des travaux de rénovation à la résidence des Aflalo.

Les jurés n'ont de toute évidence pas retenu son témoignage incriminant. Venue témoigner au début de novembre, Liliane Aflalo avait affirmé avoir reçu des aveux de son ex-amant. Elle avait alors raconté avec force détails comment, selon elle, Robert Roy avait tué son mari. En se disant dominée par son amant, elle déclarait n'avoir été mise au courant du meurtre de son mari qu'une fois le fait accompli.

Pour la première fois, Robert Roy avait aussi choisi de témoigner à son procès. Sa version des faits rendait sa maîtresse responsable de la mort de son mari. Le reste de la preuve était seulement circonstanciel.



Marc Szyplowski, 19 ans.



Viscount McFarlane, 20 ans.

Quatre malfaiteurs arrêtés juste avant de braquer une résidence pour retraités

MARCEL LAROCHE

Des bandits qui projetaient toucher une importante livraison d'argent destinée à une résidence pour personnes âgées du nord de Montréal ont vu leur projet avorter, des policiers de la CUM les ayant repérés avant même la perpétration de leur crime!

Ce coup de filet réalisé sans effusion de sang et sans coup de feu, vers 9 heures hier matin, a cependant permis aux enquêteurs de la section des vols qualifiés de la CUM d'appréhender les quatre malfaiteurs totalement désemparés par la tournure des événements.

L'incident qui a facilement conduit à l'arrestation des frères Didier et Rosevelt Terencier, âgés respectivement de 18 et 25 ans, ainsi que Viscount McFarlane, 20 ans, et Marc Szyplowski, 19 ans, tous de Montréal, s'est déroulé en l'espace de quelques instants, à proximité d'une tour d'habitation de ville Saint-Laurent, au nord de la métropole.

Toute l'affaire a commencé un peu avant 9 heures hier matin par un appel téléphonique anonyme logé au poste 14 de la CUM signalant la présence de quatre individus à l'allure louche dans une Chrysler Le Baron 1981 bleue stationnée près de l'intersection des rues Deguire et Quintin, à Saint-Laurent.

Comme de nombreux vols ont déjà été rapportés dans ce secteur longeant l'autoroute 15 où se trouvent d'importants immeubles à appartements, les policiers ont immédiatement référé l'information au lieutenant-détective Donald Côté, de la brigade des vols qualifiés de la CUM.



Didier Terencier, 18 ans.

À partir de cet appel anonyme, les policiers ont vite découvert que la voiture suspecte était stationnée tout près de la résidence Saint-Laurent, une importante tour d'habitation située au 115, rue Deguire, et occupée en grande partie par des couples retraités.

De fil en aiguille, les policiers ont aussi appris qu'un local aménagé au rez-de-chaussée de cet immeuble à logements

servait régulièrement de bureau de change, un service bancaire exclusif offert à tous les locataires désireux d'y effectuer leurs transactions financières sans avoir à se déplacer à l'extérieur.

Or, une employée de la caisse populaire Saint-Laurent accompagnée d'un garde armé devaient justement se déplacer hier matin dans cette tour d'habitation pour y transiger des milliers de dollars.

À la lumière de ces renseignements, les policiers en ont vite déduit que la présence des individus aux abords de la résidence Saint-Laurent pouvait être directement reliée à l'arrivée imminente des employés de la caisse prévue le même jour.

Le lieutenant-détective Côté s'est alors dirigé en toute hâte dans le secteur en compagnie des sergents-détectives Marc Boisvert, Alain Lépine, Normand Lapointe et Daniel Heffernan, tous de la section des vols qualifiés de la CUM. Après avoir localisé la voiture suspecte toujours immobilisée au même endroit, plusieurs membres de la section technique (SWAT) ont pris d'assaut le véhicule dans lequel se trouvaient les quatre individus, vers 9 h 30 hier matin.

Au moment de cette intervention surprise, trois des jeunes gens, soit les frères Terencier, d'origine haïtienne, et Viscount McFarlane, de nationalité jamaïcaine, étaient en possession de deux pistolets de calibre .25 et .32 et d'un couteau.

Les quatre malfaiteurs ont été écroués en attendant de comparaître aujourd'hui au palais de justice de Montréal sous des accusations de possession d'armes à autorisation restreinte et de complot pour commettre un vol qualifié.



Le teint pâle et un bras en écharpe, Serge Berthelot a comparu, hier, à Saint-Jérôme. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Secur n'entend pas changer ses directives à la suite de la fusillade de Terrebonne

ANDRÉ CÉDILOT

La firme de transport d'argent et de valeurs, Secur, affiliée au Mouvement des Caisses Desjardins, n'entend pas modifier ses directives à la suite de la fusillade qui a fait un mort et trois blessés le week-end dernier, dans un centre commercial de Terrebonne.

«Nos agents ont agi de manière professionnelle. Leur vie était en danger, et ils se sont défendus...», a déclaré sans détour à La Presse le vice-président de Secur, Robert Saint-Denis, responsable des opérations.

Armés de mitraillettes, deux voleurs avaient attaqué samedi midi les convoyeurs de Secur qui allaient mettre en sûreté dans un camion blindé les recettes d'un supermarché Maxi situé aux Galeries Terrebonne, sur la montée Gascon.

L'un des suspects, Yvan Archambault, 25 ans, a été abattu, tandis que son présumé complice, Serge Berthelot, 31 ans, a été blessé et maîtrisé par l'un des gardiens qui l'avait pris en chasse dans le centre commercial. Un troisième suspect

est toujours recherché en marge de cette affaire.

Lors de ce vif échange de coups de feu entre les bandits et les transporteurs d'argent, deux innocents citoyens ont aussi subi de légères blessures.

Du point de vue de Secur, les deux gardiens étaient justifiés de tirer, puisque leur vie était en danger. «Les bandits les ont accostés par derrière, en tirant des coups de mitraillettes. Ils se sont retournés et ont ouvert le feu à leur tour», a expliqué Robert Saint-Denis, s'empresant de préciser que cette violence s'était passée à l'extérieur du vaste centre commercial.

«Un employé a pris l'un des bandits en chasse dans les couloirs du centre d'achats, mais aucun coup de feu n'a été tiré à cet endroit», insiste le haut dirigeant de Secur. Pour l'instant, il ne voit pas comment améliorer la protection de ses hommes: l'équipement est adéquat tandis que la formation et l'entraînement sont suffisants.

Selon lui, les directives sont correctes. «Il est impossible de montrer à nos employés comment réagir puisqu'il n'y a

pas une agression qui se déroule de la même façon et au même endroit. C'est une question de jugement», a-t-il dit.

Prudent, M. Saint-Denis affirme attendre les résultats de l'enquête policière avant de conclure que ce sont les tirs de ses hommes qui ont touché deux innocents citoyens. Les deux victimes, une femme de 68 ans et un chauffeur d'autobus de 28 ans, ont été légèrement blessés par des plombs provenant d'un fusil de calibre 12, comme celui utilisé par les agents de Secur.

Le teint pâle et un bras en écharpe, Serge Berthelot a par ailleurs comparu hier, en Cour du Québec, à Saint-Jérôme, sous six chefs d'accusations de tentative de vol, d'avoir braqué une arme à feu et de possession illégale de deux fusils-mitrailleurs de marque Cobrey 9mm. Le juge François Beaudoin a remis à aujourd'hui la tenue de son enquête sur cautionnement.

Sous le coup d'une probation, Berthelot devrait faire l'objet de trois autres chefs d'accusation lors de son retour devant la Cour, a indiqué Me François Brière, procureur-chef adjoint de ce district judiciaire.

L'EXPRESS DU MATIN

LOCK-OUT DANS LE VÊTEMENT

Plus de 4000 travailleurs d'une quarantaine de manufacturiers de vêtements du nord de la ville sont en lock-out depuis hier matin. Le contrat de travail de ces employés syndiqués à la FTQ est échu depuis le 30 novembre. Les négociations ont été entreprises en octobre, mais l'impasse sur des points majeurs, tels les salaires et les conditions de travail, avait conduit la partie patronale à laisser planer une menace de lock-out, la semaine dernière.

UNE MÈRE ENLÈVE SON FILS

Une jeune mère de 17 ans a enlevé son fils d'un an confié à la garde d'un centre d'accueil, hier après-midi à Cowansville. L'affaire a commencé vers 15 h lorsqu'un homme de 19 ans a volé une voiture à la pointe d'une arme à feu, à Waterloo. Après avoir relâché le propriétaire du véhicule, l'homme a fait monter la jeune mère et son frère âgé de 14 ans. Tous les trois se sont alors rendus dans un centre d'accueil de la région. Après avoir menacé les employés avec une arme à feu, ils se sont emparés du bambin et se sont enfuis dans une direction inconnue. La Sûreté du Québec était à leurs trousses, la nuit dernière.

ASSIETTES DE COCAÏNE

Deux femmes, l'une de 25 ans et l'autre de 40 ans, sauront demain si elles peuvent reprendre leur liberté sous cautionnement après avoir été arrêtées avec 10 kilos de cocaïne dissimulés dans des assiettes. Johanne Cloutier et Nicole Côté, de Lévis, ont été arrêtées à leur descente d'avion à Mirabel, à la suite d'informations transmises aux douaniers par des policiers de la Communauté urbaine de Montréal. Un chien pisteur a été appelé à intervenir. Les deux femmes, qui ne possèdent pas de dossiers criminels, arrivaient de la Colombie lorsqu'elles ont été appréhendées au cours du week-end. C'est dans le but d'en savoir davantage que Me Ginette Gobeil, du bureau du substitut du procureur général à Saint-Jérôme, a demandé au juge Roger Lagarde, de la Cour du Québec, de reporter la requête en cautionnement.

UN JEUNE DE 15 ANS POIGNARDÉ

Un adolescent de 15 ans reposait toujours dans un état critique, hier soir, après avoir été poignardé lors d'une violente altercation survenue dimanche au Club House, un bar situé au 9446, Lacordaire, à Saint-Léonard. Selon les témoins du drame, il semble que la victime soit entrée dans l'établissement, armée d'un fusil de calibre 12. L'adolescent aurait d'abord tiré un coup de feu en l'air, provoquant la panique dans la foule. Puis, il s'est dirigé vers l'arrière de l'immeuble, manifestement pour «attendre» un autre jeune qu'il voulait abattre. Ce dernier, aidé d'un ami, a toutefois réussi à maîtriser l'agresseur, avant de le poignarder à la gorge. L'enquête a été confiée au sergent-détective Jean Marcoux, du poste 54 de la police de la CUM. Les policiers n'avaient pas retracé celui qui a infligé les blessures à l'adolescent, hier soir. Une guerre entre gangs de jeunes serait à l'origine de l'agression.

PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉ

La Régie des permis d'alcool a décidé de révoquer le permis de bar, avec les autorisations de danse et spectacles, de l'établissement L'Entente, exploité par Natalie Ciarallo et situé au 5668, Laurendeau, à Montréal. Les régisseurs Léonce Mercier et Marie Chevrier, après avoir entendu cette cause le 13 octobre dernier, ont retenu de la preuve présentée par des policiers du Service de police de la communauté urbaine de Montréal, que ce bar était un endroit à problèmes, où il y avait consommation et trafic de stupéfiants. De plus, Mme Ciarallo avait perdu le contrôle de l'établissement, car son bar était devenu un lieu de vente de stupéfiants, les quantités saisies entre le 21 novembre 1991 et le 9 octobre 1992 en faisant la preuve, soit 79,75 grammes de cocaïne, 64,7 grammes de haschisch et 0,8 gramme de marijuana. Les régisseurs ont aussi ordonné la saisie et la confiscation des boissons alcooliques et ils demandent qu'aucun autre permis d'alcool ne soit émis à cet endroit pour les prochains six mois.

QUERELLES FUTILES

Les élèves et les éducateurs de l'école Félix-Leclerc en ont assez des querelles entre fonctionnaires. Depuis le 21 septembre dernier, ceux-ci doivent faire plus de 20 kilomètres additionnels à cause d'une barrière installée sur leur trajet par le ministère des Transports du Québec et malgré de nombreuses pressions. Les négociations pour en venir à une solution sont rompues avec la Ville de Repentigny. Il y avait une manifestation, hier, à l'intersection de l'autoroute 40 et de la sortie route 341, en direction de l'Épiphanie, pour dénoncer cette situation aberrante.

Les émissaires des Blancs d'Oka à Ottawa

Un avocat examine si les otages de la crise ne pourraient pas être dédommagés

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Un avocat vient d'être mandaté pour étudier la possibilité d'entreprendre des recours collectifs ou individuels au nom de résidents d'Oka qui demeurent traumatisés plus de deux ans après



Jean Jolicoeur

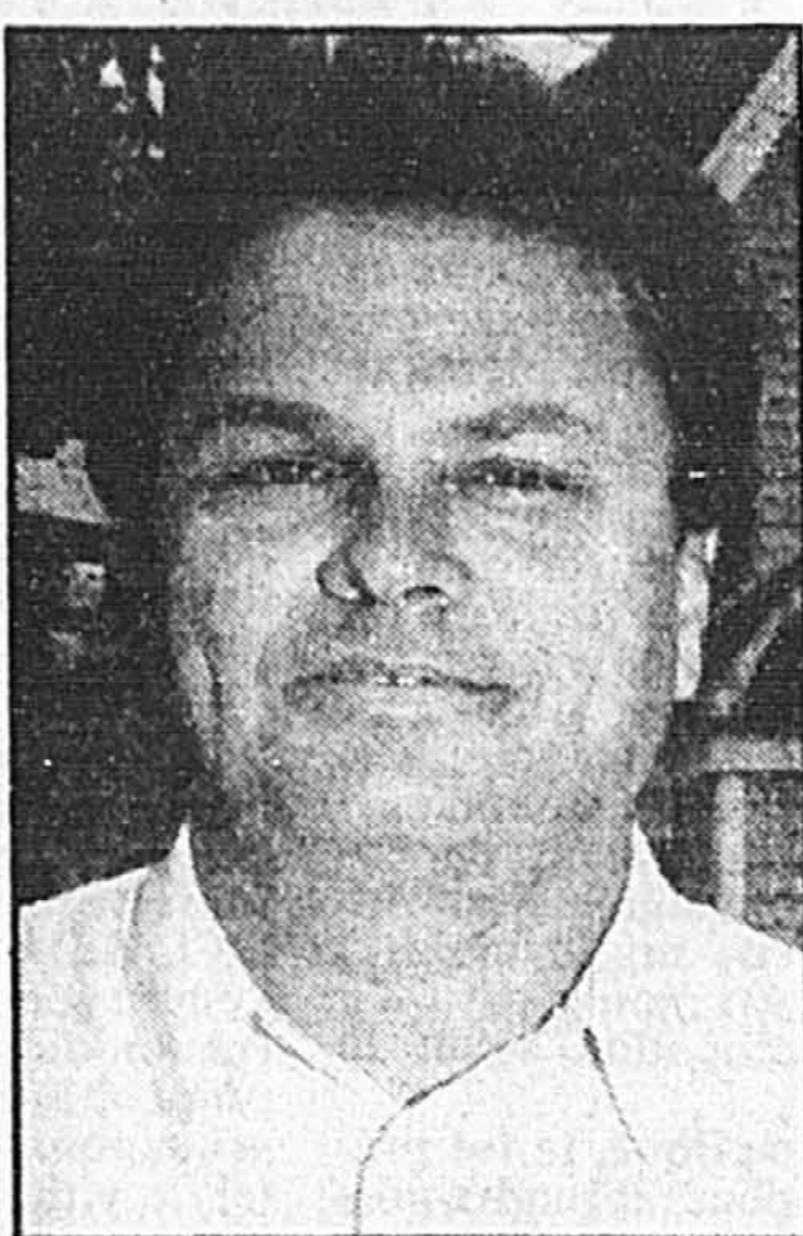
avoir vu des militaires et des warriers bien armés se promener avec des véhicules de guerre devant leur demeure durant des mois.

Pendant que Me Claude Nadeau feuilletera les dossiers des «otages» aujourd'hui, les deux principaux ténors des demandes des Blancs, Michel Beaulne, pour la Chambre de commerce d'Oka, et Jean Jolicoeur, pour l'Association des propriétaires à l'intérieur de Kanesatke (APIK), se rendront à Ottawa rencontrer principalement la ministre Monique Landry et la députée Lise Bourgault.

Ces deux femmes seront accompagnées d'intervenants gouvernementaux dans ce dossier qui semble vouloir réellement bouger depuis les deux dernières semaines, principalement grâce aux sorties publiques de MM. Beaulne et Jolicoeur.

Cette réunion a lieu à la demande de représentants du gouvernement fédéral.

Pour ce qui est du mandat accordé à Me Nadeau — qui habite incidemment une maison, entre Oka et Saint-Placide, située à l'extérieur du périmètre rouge de l'été 1990 — il s'agit de contacter le plus de «victimes» possible afin de les représenter devant la



Michel Beaulne

Commission de la santé et sécurité au travail (CSST).

«Il y a encore aujourd'hui des gens qui vivent avec cette psychose, pas capables de travailler. Je connais au moins une adolescente de 15 ans qui est sous les soins d'un psychologue, elle revoit encore passer devant elle des véhicules transporteurs de troupes. Mais les parents ne veulent pas parler, ils sont gênés. C'est très difficile à joindre toutes les personnes qui demeurent marquées par les événements vécus en

1990. Nous allons tenter de les contacter et de discuter avec eux de la possibilité d'aller devant la CSST», a expliqué Me Nadeau.

Lettre ouverte

Si M. Beaulne a reçu une réponse positive de Robert Bourassa, Jean Jolicoeur vient de faire parvenir une lettre ouverte aux premiers ministres du Canada et du Québec.

Le président de l'APIK s'adresse principalement à Brian Mulroney en lui rappelant que tout dernièrement, il informait la population canadienne qu'il était «l'homme des décisions difficiles».

«Pourquoi attendriez-vous qu'Oka, écrit M. Jolicoeur, redevenue une situation difficile quand il serait logique pour vous de prendre une décision facile maintenant?»

«Procédez donc à l'acquisition des propriétés des dernières cinquante familles enclavées, oubliées de Kanesatke dont la considération monétaire est inférieure à celle des terrains vacants (expansion du golf) dont votre gouvernement a fait l'acquisition en 1990, durant la crise.»

Par contre, des agriculteurs n'endossent pas tous les propos de M. Jolicoeur, principalement quand il parle de ventes et d'achats par Ottawa. Ces personnes ne veulent pas vendre, mais demeurer à Oka pour continuer à travailler leurs terres.

Ryan ne se juge pas désavoué par Bourassa

PIERRE APRIL de la Presse Canadienne QUÉBEC



Claude Ryan

Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, ne considère pas la décision du premier ministre, Robert Bourassa, de nommer deux mandataires pour enquêter sur le climat de plus en plus tendu à Kanesatke (Oka) comme un désaveu de son analyse de la situation et de la façon dont il s'acquitte de sa tâche dans ce dossier.

La question a été soulevée, hier, à l'Assemblée nationale, par le député péquiste d'Ungava, Christian Claveau, qui a demandé à M. Ryan «en quoi la situation s'est détériorée au point que le premier ministre prenne soudainement la situation en main».

«Je pense bien que le premier ministre aura l'occasion de préciser ses intentions là-dessus, a répondu M. Ryan, mais il m'a assuré qu'il a reçu des demandes de certains milieux, en particulier ceux qui gravitent autour du président de la Chambre de commerce (Oka).

«Quelqu'un de son cabinet ira s'enquérir des représentations de ces gens-là, a-t-il soutenu, c'est tout à fait normal, mais il n'est pas question d'une enquête au sens précis du terme.»

À la mi-novembre, M. Bourassa avait clairement endossé les propos de son ministre de la Sécurité publique (M. Ryan) qui avait alors affirmé que les problèmes vécus à Kanesatke, dénoncés par les porte-parole des commerçants et des résidents, étaient des cas isolés que les médias s'empressaient d'exagérer.

«Quand nous disons que la situation est généralement sous contrôle, a précisé M. Ryan, nous ne soutenons aucunement qu'il n'y a pas de pro-

blème. Au contraire, il y en a fréquemment.»

Le ministre a tenu à démontrer que la situation à Kanesatke n'est pas facile et qu'il s'en occupe en indiquant qu'il n'y a pas un endroit au Québec «à part Kahnawake, qui reçoit autant d'attention de la Sûreté du Québec et des forces policières que le secteur d'Oka».

«Il n'y a personne qui nie ça, a-t-il ajouté. C'est un problème très complexe auquel il n'existe pas de solution magique du jour au lendemain. Ça reste profondément vrai.»

Le leader de l'Opposition, Guy Chevrette, a finalement demandé à M. Ryan si cette intervention du premier ministre ne pouvait pas être considérée comme un geste de non-confiance de M. Bourassa à son endroit.

«Ma réponse est négative», a tout simplement laissé tomber le ministre de la Sécurité publique.

«Il arrive couramment dans le fonctionnement du gouvernement, a-t-il conclu, que le premier ministre, par son bureau, veuille s'enquérir d'une situation particulière.»

Les cs linguistiques violeraient les droits des protestants

Presse Canadienne OTTAWA

L'Association des commissions scolaires protestantes du Québec a soutenu devant la Cour suprême du Canada, lundi, que la décision du gouvernement québécois de former les commissions scolaires selon la langue plutôt que la religion viole le droit à l'éducation de la minorité protestante de la province.

«Cette loi est nettement in-

constitutionnelle, a affirmé l'avocat de l'association, Me Colin Irving. Il est difficile d'imaginer une mesure législative qui causerait un plus grand préjudice au droit à l'éducation de la minorité protestante que la destruction complète du système scolaire qu'ils ont établi et maintenu depuis plus d'un siècle.»

La Cour d'appel du Québec a déjà donné raison à la province dans cette affaire, en 1990, mais les commissions scolaires protestantes ont interjeté appel devant le plus haut tribunal du pays, qui l'examinera pendant toute la semaine.

C'est en 1987 que le Québec a fait savoir qu'il établissait maintenant des commissions scolaires de langues française et anglaise, à l'exception des villes de Montréal et de Québec où les commissions scolaires religieuses jouissent d'une protection constitutionnelle.

Jusqu'à maintenant, la province a des commissions scolaires catholiques, qui sont surtout françaises, et des commissions scolaires protestantes, qui sont surtout anglaises.

Environ 10 p. cent des élèves québécois font partie du système protestant: 65 000 élèves de langue anglaise et 20 000 de langue française.

La constitution garantit le droit aux catholiques et aux protestants d'avoir leurs écoles mais, selon le Québec, elle ne leur garantit pas le droit de gérer des districts scolaires en entier.

Les commissions scolaires protestantes craignent de perdre le contrôle de l'éducation dans la réorganisation, affaiblissant ainsi le système scolaire de langue anglaise.

Par exemple, a fait remarquer Me Irving, la loi restreindrait les commissions scolaires catholiques et protestantes qui resteraient aux seuls membres de ces religions. Ce qui obligerait les élèves juifs des écoles protestantes de Montréal de relever d'une nouvelle commission scolaire basée sur la langue.

Ce qui, selon lui, aurait un effet adverse sur la viabilité de plusieurs écoles du système protestant de Montréal et sur leur appui financier.

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

boutique Cartier

1498, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
(514) 939-0000

New-Yorkaise renversante!

Importée exclusivement de New York, cette pelisse totalement réversible en microfibras et nutria rasé est offerte cette semaine à 2 950,00\$. Veston sport à partir de 1 495,00\$. Nous absorbons les taxes.

Fourrures
McComber
depuis 1895
Naturellement

440 DE MAISONNEUVE OUEST, MONTRÉAL 514-845-1167

VÊTEMENTS DE SKI

MISTRAL et PEDIGREE

Beaux vêtements de ski pour hommes et femmes. Également nombreux autres articles comme cols roulés, pantalons isothermes, etc.

La liquidation aura lieu à un endroit seulement

Centre commercial Le Bazaar
3600, Côte-Vertu, Saint-Laurent

Heures d'ouverture: lundi au mercredi 10 h à 18 h, jeudi et vendredi 10 h à 21 h, samedi et dimanche 10 h à 17 h

956-8846

NAF NAF

Boutiques Canada Inc.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

ET

BOUTIQUE «LA FOLIE» ET «PARADOX INC.» EN FAILLITE

La liquidation aura lieu à un endroit seulement

4257, rue Saint-Denis (angle Rachel)

Heures d'ouverture: lundi au mercredi 10 h à 18 h, jeudi et vendredi 10 h à 21 h, samedi et dimanche 10 h à 17 h

848-6272

JUSQU'À **75%** DE RÉDUCTION sur prix courants

ET jusqu'à lundi 14 décembre obtenez un rabais additionnel de 15% avec cette annonce*

EXEMPLES:	Prix cour.	Prix réduit	Encore réduit à	AVEC RABAIS ADDITIONNEL DE 15% JUSQU'À LUNDI
ENSEMBLES DE SKI Pour hommes et femmes	700\$	220\$	150\$	135\$
Vestes de ski Pour hommes et femmes	320\$	99\$	79\$	67 ^{15\$}

La collection de vêtements de ski comprend vestes, ensembles, cols roulés et pantalons isothermes pour adultes ainsi que des vestes et ensembles pour enfants.

*Le rabais de 15% s'applique à la collection complète en magasin, sur présentation de ce coupon. (1 coupon par personne)

JUSQU'À **75%** DE RÉDUCTION sur prix courants

ET jusqu'à lundi 14 décembre obtenez un rabais additionnel de 15% avec cette annonce*

EXEMPLES:	Prix cour.	Prix réduit	Encore réduit à	AVEC RABAIS ADDITIONNEL DE 15% JUSQU'À LUNDI
Ensembles de jogging unisexe	150\$	70\$	49\$	41 ^{65\$}
Blazers pour dames:	135\$	69\$	49\$	41 ^{65\$}

La collection comprend ensembles de jogging, T-shirts (longs et courts), jeans denim, pantalons de coton, chandails et vêtements pour enfants.

*Le rabais de 15% s'applique à la collection complète en magasin, sur présentation de ce coupon. (1 coupon par personne)

NOUVEAUX ARRIVAGES QUOTIDIENS DE NOTRE ENTREPÔT DE LA RUE MEILLEUR COMMENÇANT AUJOURD'HUI: 2 AUTRES FAILLITES: BOUTIQUE «LA FOLIE» ET «PARADOX INC.»

Vente dirigée par

Altrans International Inc.

Encanteurs ■ Liquidateurs ■ Évaluateurs

RÉSULTATS

Photo Québec

Tirage du 92-12-07

2	5	6	10	13
17	18	20	23	28
30	31	34	35	40
46	52	57	67	68

Prochain tirage: 92-12-08

T.V.A. le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Procès d'un évêque accusé d'agressions sexuelles et de viols annulé pour vice de procédure en C.-B.

Presse Canadienne
VANCOUVER

La Cour suprême de Colombie-Britannique a suspendu les procédures hier contre l'un des plus hauts dignitaires de l'Église catholique du Canada appelé à répondre à des accusations d'agression sexuelle et de viol.

La décision du juge Allan Thackray a ainsi mis fin au procès, qui a fait beaucoup de bruit, de l'évêque Hubert Patrick O'Connor, 63 ans.

Le procureur de la défense, Me Chris Considine, avait demandé cette suspension des procédures judiciaires en invoquant le fait que la Couronne avait négligé d'informer la défense d'éléments de preuve.

«On ne peut pas mesurer l'étendue du préjudice causé à l'accusé, mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu préjudice contre l'accusé», a noté le juge Thackray.

Ce dernier a expliqué que ce problème de la présentation de tous les

éléments de la preuve aurait pu être évité si le procureur de la Couronne avait fait un effort raisonnable.

Les dites agressions et les dits viols seraient survenus dans les années 1960, alors que Mgr O'Connor était principal du pensionnat pour autochtones St. Joseph.

Deux anciennes travailleuses au pensionnat, qui se trouve près de Williams Lake, en Colombie-Britannique, à 330 kilomètres au nord de Vancouver, avaient accusé Mgr O'Connor de les avoir violées. Et deux anciennes étudiantes avaient accusé Mgr O'Connor de les avoir agressées sexuellement.

Reproches à la Couronne

Vendredi dernier, lorsque Me Considine a soumis sa motion pour faire rejeter les accusations, le procureur de la Couronne, Me Greg Jones, a dit que son personnel vérifiait les fichiers informatisés du procureur associé de la Couronne, Me Wendy Harvey, afin de trouver d'autres éléments de preuve que la Couronne aurait négligés de fournir à la défense.

Antérieurement, le juge Thackray avait reproché à Me Harvey de ne pas fournir des éléments de preuves à l'avocat de la défense.

Immédiatement après l'inscription des accusations, Mgr O'Connor avait démissionné de son poste d'évêque de Prince George, diocèse du nord de la Colombie-Britannique comptant 35 000 catholiques, mais il a conservé son rang d'évêque.

Me Considine a rapporté que son client n'avait fait que méditer dans divers lieux de retraite, depuis l'annonce des accusations, il y a près de deux ans.

Pour sa part, le Vatican a annoncé le mois dernier que le remplaçant de Mgr O'Connor à la tête du diocèse de Prince George serait l'abbé Gerald Wiesner, 55 ans, théologien canadien qui a été président adjoint du Newman Theological College, d'Edmonton.



Mgr Hubert O'Connor

Nathalie Petrowski

Touche pas à mes boys...

J'ai baissé les stores du salon, fermé la porte à double tour, décroché le téléphone et demandé aux deux personnes à mes côtés de me jurer qu'ils n'étaient pas des agents doubles de la GRC, d'anciens frères des Écoles chrétiennes ni des pédophiles défrôqués. On ne sait jamais...

Ces précautions prises et mes appréhensions calmées, j'ai allumé le magnétoscope et laissé rouler la cassette de *The boys of Saint Vincent*, cette série de trois heures, inspirée des événements de l'orphelinat de Mount Cashel à Terre-Neuve et interdite de diffusion au Québec et en Ontario par un juge qui n'a même pas pris la peine de la visionner avant de lui flanquer une injonction par crainte de compromettre le procès d'un frère until accusé de pratiques douteuses à l'endroit de petits garçons à L'Orignal.

Comme je n'ai aucune chance d'être appelée comme juré à L'Orignal j'ai donc défilé l'injonction. Et laissez-moi vous dire que pendant trois heures, j'en ai eu pour mon argent et pour mon injonction.

The boys of Saint Vincent n'est pas une oeuvre particulièrement réjouissante. C'est une histoire terrible d'enfants abusés par des satyres en soutanes et des pédophiles en goguette, une histoire où l'on découvre la perversion érigée en système sur le terrain fertile des orphelinats, des écoles de réforme et des pensionnats, où le protecteur est avant tout le bourreau, où la victime a le visage blême d'un ange déchu, où l'abus de pouvoir est cautionné par le trio infernal de l'Église catholique, de la Justice et de l'État, bref le genre d'histoire où la réalité dépasse la fiction et où la fiction arrive trop tard dans l'histoire pour cicatriser les plaies et libérer les âmes...

Le genre d'histoire qui n'est pas belle à entendre mais que les gens devraient être obligés d'écouter non pas pour leur mettre le nez dans la merde mais pour qu'ils s'éveillent aux après réalités de ce monde insensé, et que leur prise de conscience collective fasse en sorte que ces après réalités ne se reproduisent plus jamais.

Comme dramatique, on n'a pas fait mieux depuis longtemps. Même Guy Fournier devrait prendre des notes et quelques leçons d'humilité. La sensibilité est à fleur de peau, les scènes d'abus sexuels, plus suggérées que montrées, et l'effet de dramatisation meilleur que n'importe quel article de journal, n'importe quel rapport de procès.

Le réalisateur John Smith et le producteur Claudio Luca savaient exactement ce qu'ils faisaient en tournant un projet qui dès le départ s'attira les foudres de l'Église catholique. Smith s'attendait à ce que la partie ne soit pas facile. Il s'est entêté et a réussi à recréer l'atmosphère lourde et malsaine d'une forteresse régie par sa propre mécanique détraquée, une forteresse où le pouvoir y fleurit avec un tel absolu qu'il ne peut mener qu'aux pires abus.

Avec une caméra qui change fréquemment de point de vue, Smith et son directeur photo, Pierre Letarte, nous entraînent autant dans l'enfance confisquée des orphelins qui obéissent aux frères et deviennent leurs «boys» parce qu'ils n'ont personne d'autre au monde à qui se rapporter, que dans le délire de puissance de ces faux-frères dont on se demande par quel concours cruel ils ont été admis au royaume de Dieu.

On découvre avec stupefaction que les frères ne sont pas des pédophiles ordinaires. Ils sont avant tout le produit pervers d'un système qui cultive leurs écarts et les pousse à croire que leur obscénité est une preuve d'amour, un geste d'humanité. Même pris au piège, ils ne comprennent pas ce qu'on leur reproche. Ils croient dur comme fer qu'ils ont tout donné aux enfants et que conséquemment, ils ont droit de vie ou de mort sur eux. Ils peuvent en disposer comme bon leur semble.

Quand bien même je vous parlais de *The boys of Saint Vincent* pendant des heures, je ne pourrais jamais rendre compte de ce que l'on ressent en tant que simple spectateur au contact de cette oeuvre nue, crue et émouvante.

Sauf que voilà, je vous parle de quelque chose que vous n'avez pas vu et que vous ne verrez peut-être pas (la version française doit être diffusée en février), parce que nous vivons dans un pays où les injonctions poussent dans les arbres, un pays où il suffit de trouver le bon juge pour être dans le bon droit, un pays pourri où à deux reprises le Québec s'est retrouvé plongé dans le noir et privé d'informations qui ont été diffusées partout ailleurs au pays. Un pays où l'éducation des gens, leur sensibilisation à des drames collectifs, passe après les droits individuels de quelque sous-ministre du cellulaire à Québec, quelque obscur frère défrôqué de L'Orignal.

Je ne sais pas si Gérard Veilleux, le président de Radio-Canada a étudié chez les Frères des Écoles chrétiennes. Je sais seulement que ces jours-ci le président ne parle pas beaucoup. Même qu'il ne parle pas du tout, lui qui nous avait pourtant habitué à plus de volubilité, lui qui était prêt à présenter des excuses publiques aux vétérans de la deuxième guerre, ouvrant par le fait même la voie à tous les *lobbyists* qui rêvent de fermer Radio-Canada...

Ne devrait-il pas aujourd'hui présenter ses excuses aux victimes des frères des Écoles chrétiennes? À tous les enfants abusés, enfermés dans le cercueil bétonné du silence, enfants morts à eux-mêmes et devenus autant d'adultes vacillants qu'une oeuvre comme *The boys of Saint Vincent*, aurait peut-être enfin libérés de l'immense poids de la culpabilité, aurait poussés à sortir de leur mutisme et à confronter leur inexplicable souffrance?

Ne devrait-il pas par la même occasion s'excuser auprès des téléspectateurs de bonne volonté qui avaient envie de passer un dimanche soir devant leur télé sans se faire servir les insipides sornettes auxquelles on les a trop souvent habitués, envie de plonger pendant quelques heures dans un drame réel pour s'ouvrir l'esprit et le coeur et commencer à y voir clair dans toute cette noirceur?

Malheureusement le président se tait. Et son silence est une invitation. Venez les *Boys*, la chasse aux sorcières est ouverte. Hier, les vétérans, aujourd'hui les boys de L'Orignal. Demain, ça sera sans doute les soeurs de la Miséricorde, le club des Fermières, la Corporation des médecins, la Fraternité des policiers, l'Association des vétérinaires. Qui d'autre encore?

Peut-être devrait-on tout simplement fermer Radio-Canada ou alors n'y diffuser que l'image figée d'un feu de foyer où reposent les cendres froides de la création...

«The Boys of St. Vincent» fait des vagues

La miniserie, traitant d'abus de religieux envers des jeunes, jugée choquante mais nécessaire

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, T.-N.

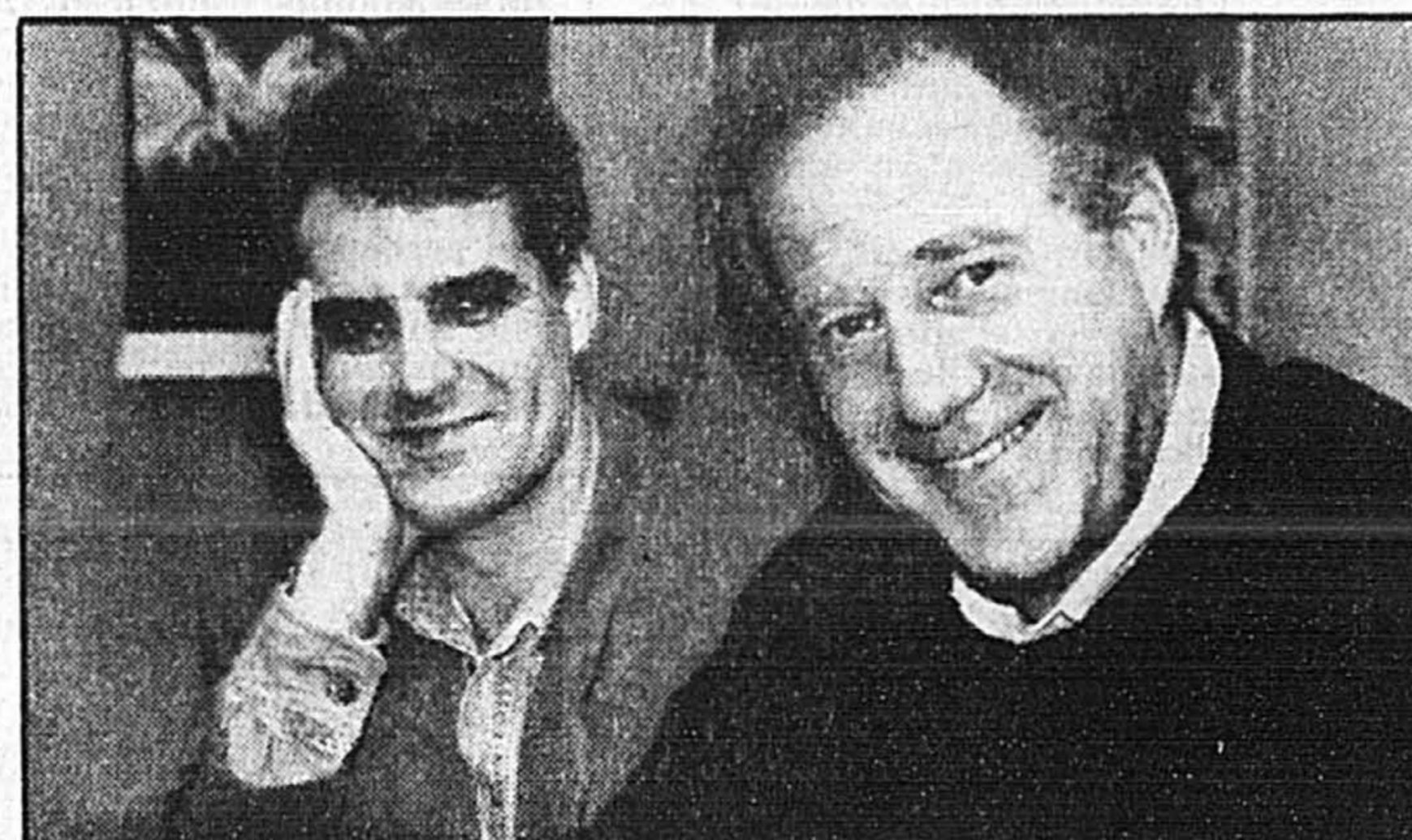
Pendant qu'à Montréal et en Ontario elle tombait sous le coup d'une injonction, ailleurs au pays la dramatique «*The Boys of St. Vincent*» a suscité d'innombrables appels d'adultes victimes d'agressions dans leur enfance, et d'autres Canadiens qui ont dit avoir trouvé la série choquante, mais nécessaire.

Le réalisateur de la miniserie, le cinéaste montréalais John Smith, attaché à l'Office national du film, a pour sa part été indigné par l'injonction qui a empêché 10 millions de téléspectateurs potentiels de voir sa dramatique et a promis qu'il «n'arrêterait pas avant d'avoir obtenu la levée de l'injonction».

«Combien y a-t-il de victimes qui ont besoin de ce processus thérapeutique? s'est-il demandé lundi, en soulignant qu'il jugeait que l'émission était d'intérêt public. Je veux que ce film soit vu dans le reste du pays.»

«C'est une oeuvre de fiction, a-t-il insisté. Pas un documentaire.»

The Boys of St. Vincent est une



Le réalisateur John Smith, à droite, et le comédien Henry Czerny.

dramatique de quatre heures inspirée des agressions sexuelles d'enfants récemment dévoilées dans des orphelinats canadiens, à Mount Cashel, à Terre-Neuve, et d'événements semblables survenus dans des pensionnats ontariens et des écoles autochtones dans l'Ouest du pays. On y décrit dans une première partie

l'histoire de jeunes garçons victimes d'agressions sexuelles dans un orphelinat, et dans la deuxième partie, on retrouve victimes et agresseurs, 15 ans plus tard.

Vendredi, quatre membres des Christian Brothers (une communauté laïque catholique) accusés d'agressions sexuelles sur de jeunes pen-

sionnaires d'orphelinats ontariens, ont obtenu d'un tribunal de l'Ontario une injonction interdisant la diffusion de la dramatique, en faisant valoir que cela pourrait compromettre leur droit à un procès équitable.

Le diffuseur, CBC, a interjeté appel et l'injonction a été amendée pour autoriser la diffusion partout sauf en Ontario, où se déroulent des procès pour agressions sexuelles, et à Montréal, où des résidents de l'Ontario auraient pu capter les émissions. La miniserie a été diffusée dimanche et lundi soirs.

À Terre-Neuve, où se déroule l'action de la dramatique, plusieurs personnes ont téléphoné à une tribune radiophonique pour se dire choqués par l'émission, mais heureuses que les agressions sexuelles commises par des membres du clergé soient maintenant largement connues.

Plusieurs adultes victimes d'agressions sexuelles dans leur enfance, ont aussi téléphoné à un numéro 1-800 sans frais diffusé par CBC tout au long de l'émission pour parler, dans certains cas pour la première fois, de ce qu'ils avaient vécu. On les a dirigés vers des ressources susceptibles de les aider.

PHILIPPE CHARRIOL

PARIS

CELTIC® 18K Gold & Steel
Ref. No. 11G.12.808.6

CELTIC®

Château d'Ivoire

2020, de la Montagne, 845-4651
Centre d'achats Rockland, 738-9375

Spécialistes de la création de pièces uniques et raffinées

SOLDE

CHAUSSURES POUR DAMES

RÉG. 110 \$ - 185 \$ et 195 \$
MAINTENANT SEULEMENT

59 \$ 69 \$
79 \$ 89 \$

DÉPÊCHEZ-VOUS
QUANTITÉS LIMITÉES
BOTTES RÉSIANT À L'EAU, DOUBLÉES
MAINTENANT 99 \$
BEAUCOUP D'AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN

LA CASA DELLA BORSA

7048, boul. Saint-Laurent 274-8958

FLORIDE

PHASE II

VOUS RÊVEZ D'UN CONDO AU SOLEIL ET D'UN SUPER INVESTISSEMENT

à partir de 66 900 \$ US, phase I
à partir de 99 900 \$ US, phase II

2 ou 3 chambres, 2 salles de bains, à partir de 1 150 pi car. incluant terrasse privée et 3 appareils ménagers, etc.

Situé sur le bord du lac Clear Lake à seulement un mille de l'Intracoastal et à deux milles des magnifiques plages de Palm Beach, à l'est de la 95 et à seulement 2 milles au nord du nouvel aéroport de Palm Beach. Ce magnifique projet ultrasécuritaire de 96 condominiums est à distance de marche d'un golf, d'un des plus grands centres commerciaux du sud de la Floride (ouvert 7 jours par semaine), du nouvel auditorium de Palm Beach et du camp d'entraînement des Expos. Aussi tennis, pavillon, piscine, salle d'exercices, terrasse et plus. FINANCEMENT disponible ou possibilité d'utiliser vos propres REER.

LAKE PLACE CONDOMINIUMS
WEST PALM BEACH FLORIDA
FLORIDE 1-800-874-6801

SOIRÉE D'INFORMATION

MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1992 À 19H30
LONGUEUIL: HÔTEL DES GOUVERNEURS
2405, ÎLE CHARRON, LONGUEUIL (QUÉ.)

LA MEILLEURE QUALITÉ / PRIX POUR UNE LOCATION EXCEPTIONNELLE.

LES ANNONCES CLASSÉES

285-7111

Une collecte hebdomadaire des ordures?

Dès la mi-1993, la Ville de Montréal pourrait recourir à cette méthode

GILLES GAUTHIER

La collecte des sacs verts pourrait, à compter du milieu de 1993, s'effectuer une fois plutôt que deux par semaine dans les rues et ruelles de Montréal.

«Il ne faudrait pas s'en surprendre», a déclaré hier le direc-

teur du service des Travaux publics, René Morency, lors de l'étude de ses budgets.

Il a expliqué qu'il faut effectuer un «maillage entre la collecte régulière et la collecte sélective», ce qui pourrait amener, si l'hypothèse qui est à l'étude s'avère, la mise en place d'un nouveau système:

produits recyclables et sacs verts ne seraient chacun ramassés qu'une fois par semaine.

On commencera, a-t-il poursuivi, par certains quartiers où la quantité de déchets traditionnels diminue.

M. Morency confirme par ailleurs que la Ville étudie la possibilité de confier davantage de contrats de collecte des ordures à l'entreprise privée, diminuant ainsi la quantité de travail effectuée à ce chapitre par ses cols bleus.

Plus cher

Un document interne affirmait récemment que la collecte par les employés de la Ville coûtait 17,5 p. cent de plus à la municipalité.

«Nous avons le souci d'offrir les services au moindre coût et je soumettrai des recommandations au comité exécutif», a déclaré M. Morency.

Il a par ailleurs précisé que le nombre de logements qui pourront profiter de la collecte sélective passera de 66 000 à 101 000 en 1993.

Le nombre d'employés qui, outre le chauffeur, s'occupent de la collecte des sacs verts pourrait par ailleurs passer dans certains quartiers de deux à un par camion de la Ville. L'entreprise privée le fait dans certains cas, a-t-on expliqué.

Sacs à vendre?

M. Morency n'écarte pas l'idée de vendre aux citoyens des sacs à ordures dont l'utilisation serait obligatoire, et ce afin de les inciter à réduire la quantité de déchets enfouis plutôt que recyclés.

Le responsable des travaux pu-

blics au comité exécutif, Richard Brunelle, a par ailleurs fait savoir que Montréal entend discuter avec la Régie intermunicipale des déchets, qui groupe les municipalités de banlieue de l'île, le «rapprochement» au dépotoir de l'ancienne carrière Miron des déchets que ces villes font présentement enfouir ailleurs.

Il a précisé que 45 p. cent des déchets des villes membres de la Régie vont au Centre de tri et d'élimination des déchets (CTED), l'ancienne carrière Miron qui appartient maintenant à Montréal, et le reste dans des dépotoirs situés en périphérie de la région métropolitaine.

Sur un autre plan, les responsables entendent soumettre au comité exécutif d'ici à une semaine ou deux un projet de contrat pour la transformation des biogaz du CTED en électricité. Il faudra par la suite s'entendre sur un bail, ce qui prendra quelques mois.

Centre de recherche

La Ville participera à la mise sur pied d'un centre de recherche sur les infrastructures urbaines, qui étudiera et mettra à l'essai de nouvelles technologies, principalement européennes, permettant de refaire égouts, viaducs et autres installations à un coût moindre que la reconstruction.

Elle estime qu'elle devrait consacrer 2,2 milliards à ses infrastructures en mauvais état au cours des dix prochaines années mais qu'elle n'en a pas les moyens.

L'objectif du centre, qui groupera également universités, entreprises privées et autres, sera, en utilisant de nouvelles méthodes, de rogner 20 p. cent ou plus de 400 millions à ces coûts.

Les cadres de la Ville mécontents de leur sort

Rencontre avec le maire annulée

GILLES GAUTHIER

Une rencontre entre la haute administration et les 750 cadres de la Ville de Montréal, qui devait se tenir ce matin à 9 h au théâtre Saint-Denis, a été annulée parce que les cadres sont mécontents de leur sort.

Le maire Jean Doré, la présidente du comité exécutif, Léa Cousineau, et le secrétaire général, Pierre Le François, devaient, a appris *La Presse*, expliquer aux cadres le contenu des propositions que la Ville entend faire à ses syndiqués et que M. Doré et Mme Cousineau rendront publiques au cours d'une conférence de presse cet après-midi.

Mais la grogne chez les cadres a forcé la haute administration à annuler cette rencontre. Cette insatisfaction se serait principalement manifestée mercredi dernier lors d'une rencontre qu'ils ont eue, au Centre Calixa-Lavallée, avec le responsable du module des Ressources humaines de la Ville, André Huneault, et un de ses adjoints, Jean-Pierre Duclos.

Cette rencontre visait à faire le point sur le «système Hay», que la Ville a acheté de l'entreprise privée du même nom et qui permet notamment d'évaluer les employés et d'établir leur rémunération. M. Duclos, qui s'occupe du lourd dossier des fonds de pension de la

Ville, est aussi responsable de la mise en oeuvre du système Hay.

Plusieurs cadres se sont plaints de la façon dont ils étaient traités en vertu de ce système. Cette rencontre du 2 décembre se serait terminée par un vote de «non confiance», 320 cadres sur les 348 encore présents à la fin désavouant l'administration.

Lors de la rencontre de ce matin, la haute administration voulait se gagner l'appui des cadres en leur disant qu'ils étaient des «partenaires», tout en les informant des mesures qu'elle proposera lors des prochaines négociations aux syndiqués qu'ils doivent diriger.

Non seulement le partenariat fait-il long feu, mais on parle de plus en plus chez les cadres de former un véritable syndicat pour remplacer leur association, trop proche selon eux de la haute direction.

La haute administration doit rencontrer les syndiqués à 11 h, rencontre qui se tiendra au théâtre Saint-Denis. M. Doré et Mme Cousineau, ainsi que le vice-président du comité exécutif, John Gardiner, rencontreront la presse à 14 h 30 pour faire connaître les objectifs et les paramètres du nouveau partenariat que la Ville souhaite développer avec ses syndicats dans le cadre de la prochaine ronde de négociations.



BLANCPAIN

Depuis 1735
il n'existe pas de montre à quartz chez Blancpain, et il n'y en aura jamais.

Exclusif chez:

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES de SUISSE

2195 Crescent, Montréal, H3G 2C1, (514) 848-0595

LIQUIDATION 92 4 ÉTAGES D'INVENTAIRE
À L'ABRI DES INTEMPÉRIES

GEO STORM 1992
5 VITESSES, RADIO AM-FM
COUSSIN GONFLABLE **10 192\$***

CHEVROLET CORSICA 1992
AUTOMATIQUE, 6 CYL., FREINS ABS,
CLIMATISEUR, RADIO CASSETTE,
COUSSIN GONFLABLE, ROUES RALLY, GROUPE INSTRUMENTS **13 292\$***

CAMION CHEVROLET # 20178
ASTRO 5 PASSAGERS
GLACES TEINTÉES, RADIO CASSETTE, CHAUFFERETTE ARRIÈRE, ROUES RALLY, FREINS ABS **15 992\$***

OLDSMOBILE 98 TOURING # 20784
TOIT ÉLECTRIQUE, 3,8 LITRES, COMPLÈTEMENT ÉQUIPÉE, DISQUES COMPACTS, CONTRÔLE DE TRACTION **32 992\$***

Cadillac SÉVILLE STS 1992 # 21019

• TOIT OUVRANT, • DISQUES COMPACTS
• PARE-BRISE CHAUFFANT, • DISQUES COMPACTS **43 992\$***

RABAIS ADDITIONNEL AUX DÎPLÔMÉS

*TAXES, TRANSPORT EN SUS, RABAIS GM INCLUS.

5363, ST-DENIS, MONTRÉAL 279-6301

L'Hôpital de Montréal pour Enfants a besoin de vous.

Des dizaines de milliers de petits patients reçoivent chaque année à l'Hôpital de Montréal pour Enfants des soins dont ils ne peuvent se passer.

Des travaux urgents sont requis pour réaménager les soins intensifs, les soins aux nouveau-nés, et regrouper dans un seul centre les services pour enfants atteints de la leucémie ou d'un autre cancer. Coût: 8 000 000 000 \$. Le projet CADEAU D'UNE VIE vise à financer une partie de ces travaux.

En achetant un billet CADEAU D'UNE VIE, vous courez la chance de gagner l'un des nombreux prix et vous participez aux soins d'une enfant.

Tirage le 7 janvier 1993

PLUS DE 400 000 \$ EN PRIX À GAGNER (valeur approximative)

- Maison unifamiliale Grilli, 195 400 \$
- Ameublement intérieur Bedford, 75 000 \$
- Volkswagen Passat GL, 27 000 \$
- Voyage pour 2, offert par Swissair et Fromages Suisse, 10 000 \$
- Décoration intérieure par Linen Chest, 10 000 \$
- Un an d'épicerie, offert par Provigo et Fromages Suisse, 5 200 \$
- Gamme d'appareils électroménagers, offerte par Alwin, 5 000 \$
- Couvert en argent, offert par Birks, 3 000 \$

BON DE COMMANDE

Je veux recevoir _____ billet(s) à 100 \$.

Ci-joint un chèque _____ /mandat postal _____

VISA/MC _____

Date d'expiration _____

Signature _____

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Prov. _____

Code postal _____ Tél.: () _____

...ET BIEN PLUS

provigo, swissair, BIRKS, bedford, LINEN CHEST, JVC, CENTRE HIFI, Grilli

NOËL Offrez-lui un cadeau de bon goût de chez BOVET...

Ouvert tous les soirs jusqu'à 21h. Samedi et dimanche jusqu'à 17h

Pyjamas de flanelle
Carreaux dans les tons de bleu ou brun.
P. à TG. 35\$
Tailles fortes et élancées jusqu'à 5G; **40\$**

Robes de chambre.
100% coton. Gris / marine. Une seule taille. **110\$**
Tailles fortes jusqu'à 68 po. **135\$**
Nous avons un vaste choix de plus de 20 modèles à partir de 59,95

...Ou encore un de nos certificats cadeaux!
En coupures de 25\$, 50\$ ou 100\$

Pantoufles de cuir.
Modèle OPERA ou MULE doublé de peau de porc. Noir, bleu ou bourgogne. **29,99**

Gilets sans manches.
Boutonné, motif texturé. 2 poches. Gris, bleu, vert ou taupe. **55\$**
Tailles fortes et élancées jusqu'à 46; **60\$**

Chemises habillées
"LEO CHEVALIER" 14 1/2 à 18 1/2, manches rég. ou longues. **47\$**
Tailles fortes jusqu'à 19 1/2; **49\$**

Cravates de soie 30\$
ou vaste lot sélectionné 2 pour 1

Gants
en cuir d'agneau. Noir ou brun. **45\$**
Nous avons pour vous différents modèles à partir de **36\$**

Foulards assortis.
De "Christian Dior" en laine / soie réversible à **45\$**
Choisissez parmi une collection à partir de **20\$**

Casquettes.
Tissus ou teintes variés, unis ou à carreaux. P. à TTG à partir de **30\$**

Bovet

- * Centre Rockland 735-5441
- * Galeries d'Anjou 353-6310
- * 4475 bd Métropolitain 374-4555
- * Carrefour Laval 687-1670
- * Centre Eaton (niveau métro) 849-9281
- * Promenades St-Bruno 653-5100
- * Fairview Pte-Claire 694-9050
- * Carrefour Angrignon 366-0762

L'îlot Windsor: « une tour de trop... »

JEAN-PIERRE BONHOMME

La construction du complexe immobilier proposé par le Forum de Montréal et le Canadien Pacifique, dans l'îlot de la gare Windsor, a été endossée hier sans réserve par le président du Conseil du patronat du Québec, M. Ghislain Dufour, mais elle a été réprouvée avec autant de conviction par le doyen de la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, M. Jean-Claude Marsan.

En dissociant la gare de l'arrivée et du départ des trains, a dit M. Marsan, les promoteurs transformeront l'immeuble historique en « une coquille vide ». Cela sera « catastrophique »; on commettra ainsi « une erreur historique ».

Cet affrontement d'opinions caractérise la dernière séance du Comité-conseil de l'arrondissement Ville-Marie qui s'est tenue hier soir à la place Guy-Favreau. Le CCA, présidé par

le conseiller Hubert Simard, fait l'évaluation de l'important projet.

Le représentant du patronat a fait valoir que, dans la conjoncture actuelle, un investissement de l'ordre de quelque 450 millions « redonnera vie au quadrilatère... qui deviendra le nouveau coeur du centre-ville ». L'investissement prévu est « le seul espoir de « voir » se restaurer la gare Windsor sans apport de fonds gouvernementaux ». Il en va du reste de l'emploi qui sera accordé à 2384 personnes pendant les deux années et demie que dureront les travaux.

M. Marsan fait remarquer pour sa part que le nouveau plan directeur de la ville impose d'assurer le redéveloppement de la gare Windsor dans le respect de sa vocation et de son caractère patrimonial. Or, fait-il valoir, « une gare est une gare » et le fait de la priver de sa fonction première la transformera en une coquille vide, à l'instar de nombreuses gares dont on a changé la fonction... » La

transformation de la salle des pas perdus en galerie marchande « se traduira par sa banalisation ».

Par ailleurs, fait important, l'une des trois nouvelles tours à bureaux (la tour Windsor de 50 étages qui doit être construite au centre de la cour intérieure, à l'est du nouveau Forum), « risque fort de voler la vedette aux vénérables tours de la gare » et il ne faut pas la construire car « elle aura un effet désastreux sur la cour Windsor ». Il n'y a qu'une seule place, selon lui, pour construire des tours, et c'est à l'ouest, rue de la Montagne.

Les porte-parole de la Société de transport de la Communauté urbaine, quant à eux, ont signalé que « dans l'idéal » les trains devraient pouvoir « retourner » à la gare; mais ils ont dit s'accommoder de la situation si tant est qu'un accord intervienne au sujet des coûts de réaménagement des infrastructures, notamment ceux du réaménagement des voies d'accès à la station de métro Lucien-Lalier.

ARGENT DISPONIBLE

Problèmes de liquidités?
Prêt commercial seulement
Confidentiel
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Reducteur de vitesse

DE GIBS GENERAL BEARING SERVICE

Montreal 937-7423 Laval 688-5330 Saint-Léonard 228-0471
St-Laurent 744-2721 Longueuil 678-2500 West-Est 264-0038

MOVADO

Montre Musée^{MD}



LA MONTRE CLASSIQUE MUSÉE^{MD} MOVADO^{MD}

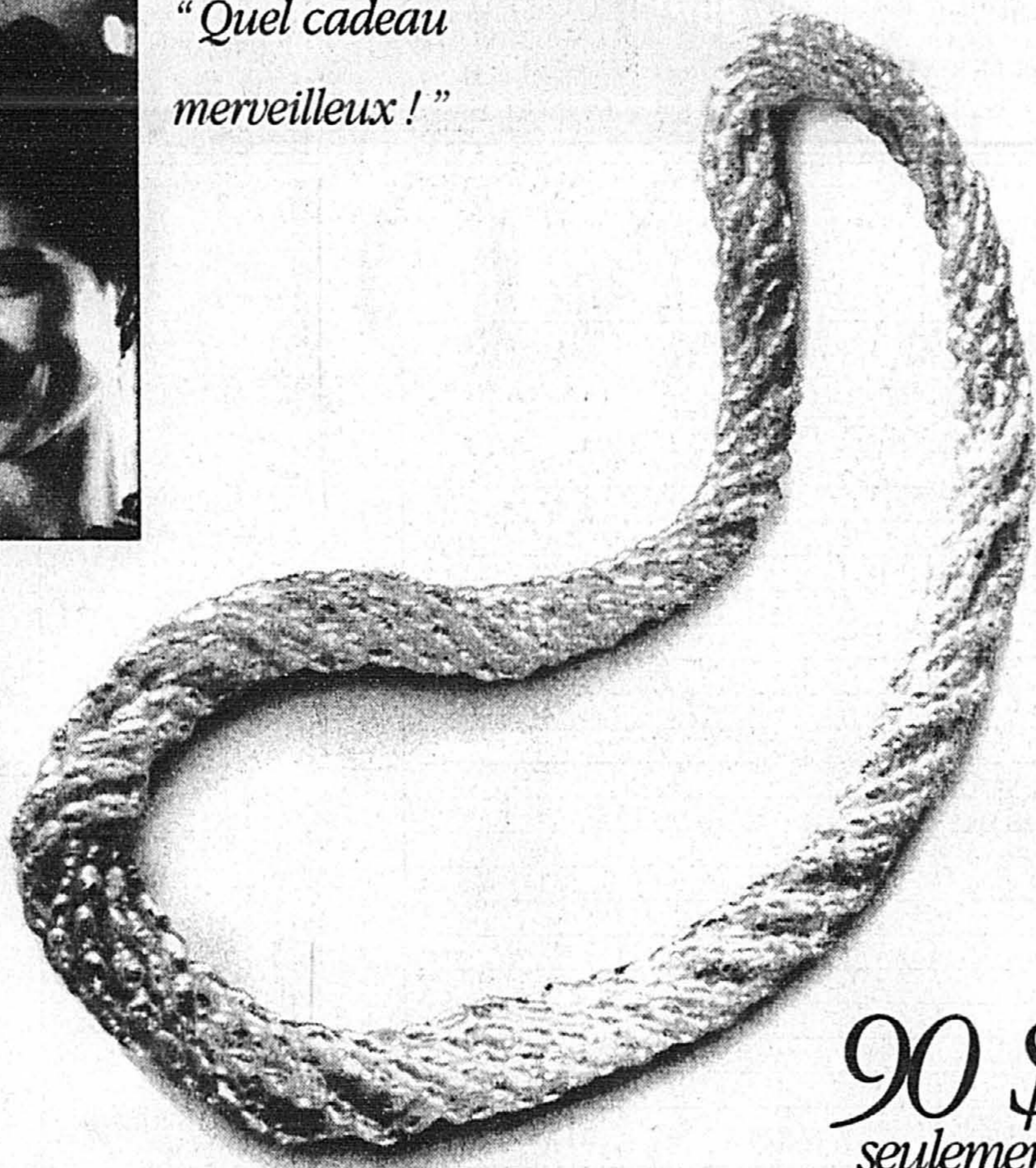
De la collection permanente des grands musées du monde.
Fini micron en or 18 carats.
Fabrication suisse. Mouvement à quartz. Hydrorésistante.
\$495

Joaillerie Lou Goldberg
Le Spécialiste de la Montre
1255 Avenue Greene Bureau 200R
Westmount
935-4612

TORSADE DE PERLES D'EAU DOUCE



« Quel cadeau merveilleux ! »



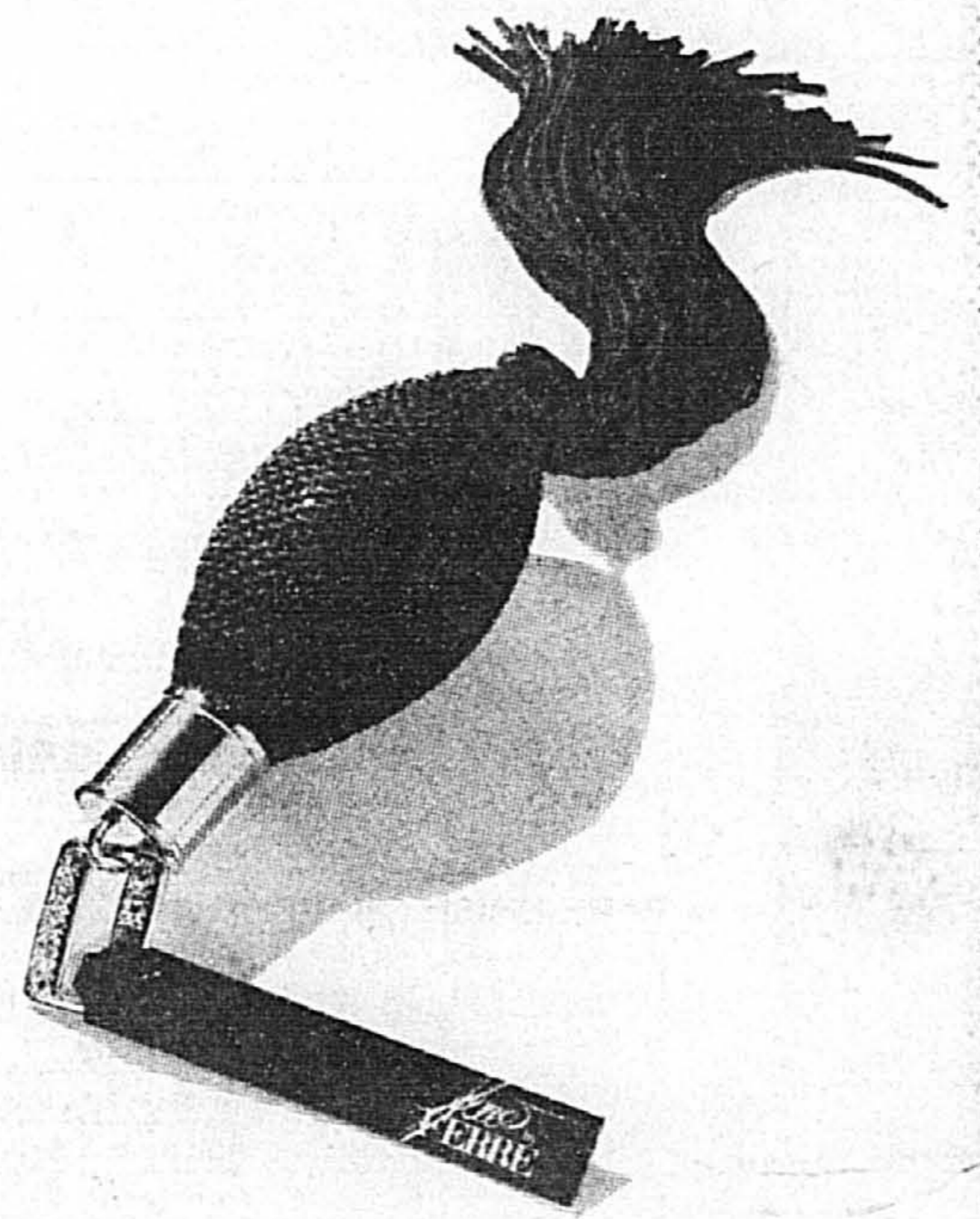
90 \$ seulement

BIRKS
Joaillerie par excellence depuis 1879

Du goût, de la classe. Voici le collier de perles d'eau douce de Birks dont les huit rangs sont torsadés à la main... ce sont des perles de forme irrégulière et de valeur incomparable.

Birks par téléphone
Achats sur carte de crédit seulement.
1 800 668-1470
24 heures par jour, 7 jours par semaine
Frais d'expédition et de manutention de 5,50 \$ en sus.

L'AMBIANCE Joyeuse DES FÊTES
CHEZ HOLT RENFREW



Offrez-lui la toute dernière création de fragrance de Gianfranco Ferre, un mélange d'un raffinement exceptionnel pour la femme élégante, sûre d'elle et d'une personnalité marquée. Puissant et original, Ferre by Ferre incarne à la fois la limpidité et la complexité du célèbre couturier. Voici Parfum pour le sac en flacon 12 mL., 116 \$, un des articles de la collection complète Ferre by Ferre en vente exclusivement chez Holt.

HOLT RENFREW

Sherbrooke et de la Montagne, 842-5111 • Rockland, 738-3500 • Fairview, Pointe-Clair, 694-6310 • Sherbrooke est ouvert aujourd'hui et jusqu'à vendredi de 10 h à 21 h, samedi de 9 h 30 à 17 h et dimanche de 10 h à 17 h • Rockland et Fairview sont ouverts aujourd'hui et jusqu'à vendredi de 10 h à 21 h, samedi de 9 h à 17 h et dimanche de 10 h à 17 h

CLAIR, NAD ET PRÉCIS

NAD ajoute le contrôle à distance à ses autres exceptionnelles fonctions.

- Télécommande générale
- Restitution sonore 100% naturelle
- Performance optimale



NAD • psb
Seulement
990 \$

Haut-parleurs canadiens PSB 300
Une réponse aux graves profonde et précise

Récepteur 701 et lecteur laser 5425 de NAD
La simplicité du design britannique

audio centre

5260, rue Sherbrooke O. (Décarie) • 482-4420
1970, boul. Le Corbusier, Laval • 687-3627
8080, boul. Taschereau O., Brossard • 466-1999

EXCITATION ■ EXCITATION ■ EXCITATION

SI VOTRE TAILLE EST ENTRE 14 ET 26

PAYEZ 1/2 PRIX

*Les prix incluent la t.p.s.

Magnifiques manteaux, robes (de jour et habillées), cuirs, vêtements sport, etc., etc. (Plusieurs importations exclusives)

SALON JULIETTE

« LA BOUTIQUE DE BON GOÛT »

5457, Queen Mary (angle Farncliffe)
Stationnement inférieur gratuit
5120, Farncliffe
11 h A. M. - 5 h P. M.

484-3558

Ouvert le jeudi jusqu'à 9h

Certificats cadeaux disponibles

EXCITATION ■ EXCITATION ■ EXCITATION

Tembec en flagrant délit de pollution à Témiscaming

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale
TÉMISCAMING

Le ministère de l'Environnement du Québec a enregistré pas moins de 393 dépassements des normes d'émissions de SO₂ (anhydride sulfureux) depuis un an et demi à l'usine de pâte au bisulfite de la compagnie Tembec à Témiscaming.

Le directeur régional du ministère, monsieur Noël Savard, a en conséquence sommé la com-

pagnie de lui soumettre, d'ici le 15 décembre prochain, un plan correcteur, précisant les mesures qui permettront à l'avenir de respecter les normes de règlement sur la qualité de l'air.

Les derniers relevés du MENV, de janvier 1991 à septembre 1992, confirment le bien-fondé de plaintes émises par des résidents de Témiscaming sur la dégradation de la qualité de l'air dans cette petite ville du sud du Témiscamingue québécois.

Le SO₂ est un polluant indus-

triel qui se transforme en acide sulfurique (H₂SO₄) au contact de l'humidité de la bouche.

Les concentrations enregistrées à Témiscaming, un maximum horaire de 283 parties par cent millions (ppcm), se comparent aux dépassements de SO₂ dans le ciel de Rouyn-Noranda, 285 ppm, pour lesquels Minéraux Noranda a fait l'objet de poursuites du ministère de l'Environnement, poursuites qui se sont récemment conclues par un acquittement.

Classée par Greenpeace il y a quelques années dans le groupe de tête des compagnies canadiennes de pâtes et papiers les plus polluantes, Tembec a depuis injecté plusieurs dizaines de millions en mesures antipollution, et appliqué un plan de modernisation de 600 millions en cinq ans à son complexe industriel de Témiscaming.

Début novembre dernier le président du groupe, M. Frank Dottori, faisait état de réductions de plus de 90 p. cent des

émissions d'anhydride sulfureux et de souffre en suspension à Témiscaming.

Le ministère de l'Environnement et le Département de santé communautaire d'Abitibi-Témiscamingue n'en avaient pas moins été récemment saisis de plaintes provenant de résidents de cette localité mono-industrielle de 2730 habitants, où de 700 à 800 emplois dépendent directement de la compagnie Tembec.

Plainte contre Shokbéton pour négo de mauvaise foi

FRANÇOIS FOREST

Un règlement du code du travail, l'article 53, prévoit un recours pour tout syndicat qui estime que la partie patronale pêche par « mauvaise foi » lors d'une négociation de convention collective.

Le syndicat des métallos a décidé d'utiliser cette procédure de « plaintes pénales pour négociation de mauvaise foi » dans le dossier qui oppose 70 de ses membres à l'entreprise Shokbéton de Saint-Eustache, une compagnie qui fabrique des pièces de béton précontraint pour l'industrie de la construction.

Cette disposition de la loi a déjà été testée avec succès dans deux autres provinces canadiennes, et l'entreprise reconnue coupable avait alors été condamnée à rembourser au syndicat les prestations qu'il avait dû verser aux grévistes pendant la durée du conflit.

Essentiellement, dit le syndicat, la compagnie qui tire sa rentabilité des contrats gouvernementaux et de la construction de grosses unités d'habitation, invoque l'actuel marasme dans la construction pour ne pas reprendre les pourparlers qu'avait engagés un conciliateur et qui furent définitivement interrompus le 28 août dernier.

Offres jugées « délirantes »

Les syndiqués devaient débrayer le 11 septembre dernier après avoir jugé « délirantes » les offres patronales: coupure du salaire horaire de 3 \$, augmentation de la semaine de travail de 40 à 44 heures, semaine de travail fragmentée, arbitraire dans le choix des travailleurs à temps supplémentaire, mises à pied par classification et non par ancienneté.

Les Métallos estiment bien connaître la solide situation financière de la compagnie et prétendent avoir tenu compte du contexte économique avant de débrayer. « Nous ne sommes pas là pour fermer l'entreprise », dit Michel Guindon, président du syndicat local.

Depuis 1963, la famille Bibeau dont la fortune immobilière est estimée à 425 millions, selon la revue *Affaires Plus*, n'a jamais eu la partie facile dans les négociations de convention: grèves et lock-out se sont succédé comme prémices à chaque renouvellement de contrat.

Dans une étude, le ministère du Travail a déjà identifié des problèmes de gestion et de communication au sein de cette entreprise.

Au Soleil, le comité restreint aurait échoué

JEAN-PAUL SOULIÉ

« Ensemble, nous avons pensé que c'était nécessaire ». C'est en ces termes que le président du groupe Unimédia, Pierre Des Marais II, commentait hier pour *La Presse* la réunion de négociations « en comité restreint » que les syndiqués du journal *Le Soleil* de Québec, en grève depuis six semaines, et la direction du quotidien ont tenue la semaine dernière.

Réunion peut-être stérile mais présentée par *La Presse* mardi dernier comme ayant été réclmée par Gérard Larose, le président de la CSN... et Pierre Des Marais II. Des rumeurs attribuent la paternité de l'idée de la réunion au Conseil du patronat et à un de ses dirigeants.

« Je n'ai pas de commentaire à faire », a déclaré Pierre Des Marais II. Il y a eu une rencontre, j'étais là, mais je n'ai pas de responsabilité dans la négociation, même si j'en ai une énorme du point de vue corporatif.

Dans son édition d'hier, *Le Soleil* publiait une grande page de propagande évoquant « l'échec total des négociations », et les 72 heures de négociation en comité restreint « tenues à la demande du président de la CSN ». Hier, la CSN réclamait à la direction du journal *Le Soleil* un droit de réplique dans son édition du 8 décembre, affirmant que « des hypothèses et des pistes de solution avaient été avancées par la partie syndicale aux principaux enjeux du conflit actuel auxquelles la partie patronale n'a pas jugé bon de répondre ».

Au *Soleil*, le responsable des communications, M. Jean Ferron, a déclaré à *La Presse* que le message livré dans la page de propagande d'hier était « tout à fait intemporel ». « Ça veut dire que ça n'a pas d'importance », a dit M. Ferron, et qu'il n'est pas question pour la direction du quotidien d'accéder à la demande de rectificatif de la CSN. D'autre part, le porte-parole patronal a souligné « qu'il n'était pas question dans ce conflit de faire la preuve que *Le Soleil* pouvait se passer de journalistes ».

La grève dure depuis six semaines, et les négociations des journalistes pour leur contrat collectif depuis deux ans.

LES INTERNATIONAUX
PLAYER'S LITEE
22 JUILLET - 1 AOÛT

AGASSI A GAGNÉ EN 92

OBTENEZ VOS BILLETS MAINTENANT ET VOYEZ...
QUI VA GAGNER EN 93?

LES MEILLEURES RAQUETTES MASCULINES DU MONDE AU
STADE DE TENNIS JARRY DE MONTREAL
BILLETS DISPONIBLES MAINTENANT CHEZ ADMISION : (514) 790-1245

IBM
ATP
Tour



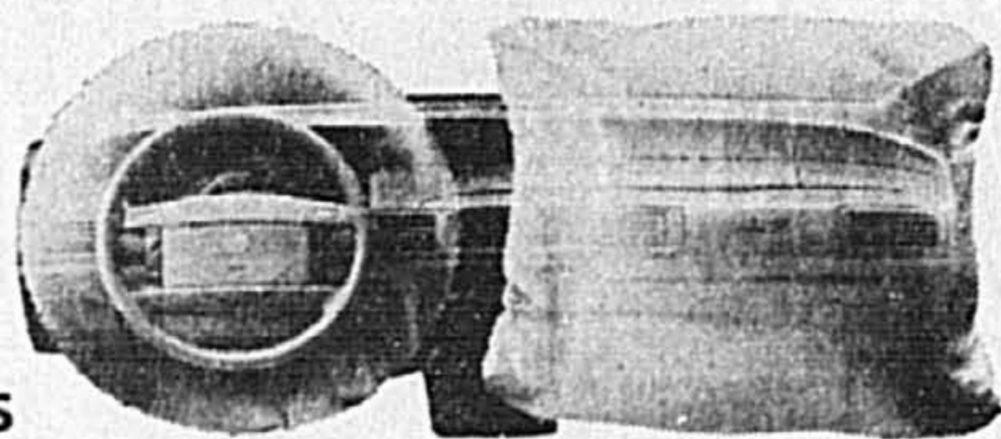
Équipement	Mercury Sable GS 1993 berline ou familiale	Toyota Camry LE 1993 familiale	Honda Accord EX 1993 berline
Coussin de sécurité côté conducteur	✓	✓	✓
Coussin de sécurité côté passager avant	✓	✓	✓
Moteur V6 de 3 L, EFI (berline)	✓	✓	✓
Moteur V6 de 3,8 L, EFI (familiale)	✓	✓	✓
Moteur 4 cyl. 2,2 L, EFI, ACT	✓	✓	✓
Moteur V6 de 3 L, EFI, DACT	✓	✓	✓
Boîte-pont automatique à 4 vitesses	✓	✓	✓
Climatiseur	✓	✓	✓
Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes	✓	✓	✓
Direction assistée variable	✓	✓	✓
Volant inclinable	✓	✓	✓
Programmeur de vitesse	✓	✓	✓
Groupe éclairage	✓	✓	✓
Groupe verrouillage électrique	✓	✓	✓
Lève-glaces électriques	✓	✓	✓
Essuie-glace à balayage intermittent	✓	✓	✓
Siège du conducteur à réglage électrique	✓	✓	✓
Antenne à commande électrique	✓	✓	✓
Deux rétroviseurs extérieurs à commande électrique	✓	✓	✓
Tapis avant et arrière	✓	✓	✓
Prix*	20 295 \$	27 828 \$	21 455 \$

7 533 \$
de plus que
la Sable
familiale

1 160 \$
de plus que
la Sable
berline

Pas de comparaison possible.

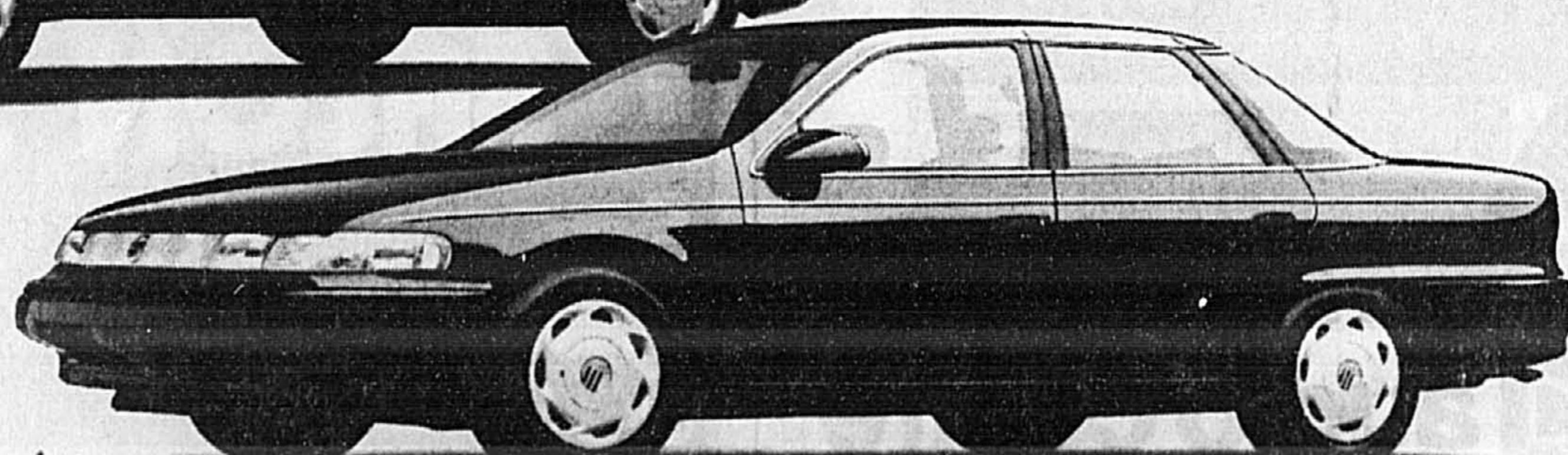
De nos jours, personne ne fait l'achat d'une voiture neuve sans d'abord évaluer les différents produits sur le marché. Pour vous faciliter les choses, nous avons



établi le tableau ci-dessus. Prenez la peine de le regarder. Nous sommes persuadés que vous arriverez exactement à la même conclusion que nous. Dollar pour dollar, équipement pour équipement, aucune voiture ne peut soutenir la comparaison. La Mercury Sable : tout simplement incomparable.



Des idées qui font du chemin.



* Comparaison établie d'après les plus récents PDSF; frais de transport, d'assurance, d'immatriculation et autres taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le prix indiqué (20 295 \$) s'applique à une Mercury Sable GS, berline ou familiale, avec groupe d'équipements préférés 411B; freins antiblocage offerts à frais supplémentaires. Il se peut que certains concessionnaires n'aient pas les voitures en stock et soient obligés de les commander. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

Le manque d'anesthésistes à l'hôpital Le Gardeur de Repentigny se fait sentir

MARTHA GAGNON

À cause de la pénurie d'anesthésistes, des médecins de l'hôpital Le Gardeur de Repentigny menacent d'exercer des pressions si la direction ne parvient pas à régler ce problème d'ici le 14 décembre.

C'est au département d'obstétrique que la goutte a fait déborder le vase. Le manque d'anesthésistes oblige des femmes enceintes à accoucher dans un autre hôpital de Montréal sous les soins d'un médecin qui n'est pas nécessairement le leur. «Il est inacceptable que l'on doive en quelque sorte prendre les femmes en otage», déplore le docteur Lucie Filion, obstétricienne.

Il n'y a actuellement que deux anesthésistes à l'hôpital Le Gardeur où il y en a déjà eu quatre. Selon le docteur Filion, cette situation dure depuis le mois d'août. «Nous avons dû effectuer notre travail à plusieurs occasions sans l'aide d'anesthésiste disponible en cas de complications.»

Les médecins de l'urgence, de la pédiatrie et de l'obstétrique se demandent s'ils pourront conti-

nuer à offrir des services à la population dans ces conditions. Ils doivent rencontrer un conseiller juridique pour discuter du genre de pressions qu'ils entendent exercer.

À la demande du Conseil des médecins et dentistes, l'administration a rencontré des représentants du ministère de la Santé qui n'auraient guère de solutions à offrir pour l'instant. Le gouvernement est davantage préoccupé par la négociation actuellement en cours avec les médecins spécialistes sur la répartition des effectifs. Hier, personne de l'administration de l'hôpital n'a répondu aux appels de *La Presse* pour donner des explications.

À l'hôpital Le Gardeur, on pratique environ 170 accouchements par mois pour un total de 2500 par année. Depuis la pénurie d'anesthésistes, les patientes étaient référées à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont qui vient de mettre fin à cette entente. Les femmes seront désormais envoyées à l'hôpital Notre-Dame où les médecins de l'hôpital Le Gardeur n'ont pas le droit de les suivre. Le Conseil des médecins vou-

drait toutefois qu'on leur accorde des privilèges.

«Certaines femmes, explique le docteur Filion, refusent d'être traitées par un autre médecin et sont prêtes à prendre le risque d'accoucher dans un hôpital sans anesthésiste.»

Dans une lettre envoyée au ministre de la Santé, les médecins de l'hôpital de Le Gardeur lui demandent d'accepter de verser une prime aux anesthésistes qui combleront les heures de garde non couvertes dans l'établissement, comme il le fait pour ceux des régions éloignées. Ils suggèrent aussi de lever le contingentement présentement imposé sur les postes de résidence en anesthésie.

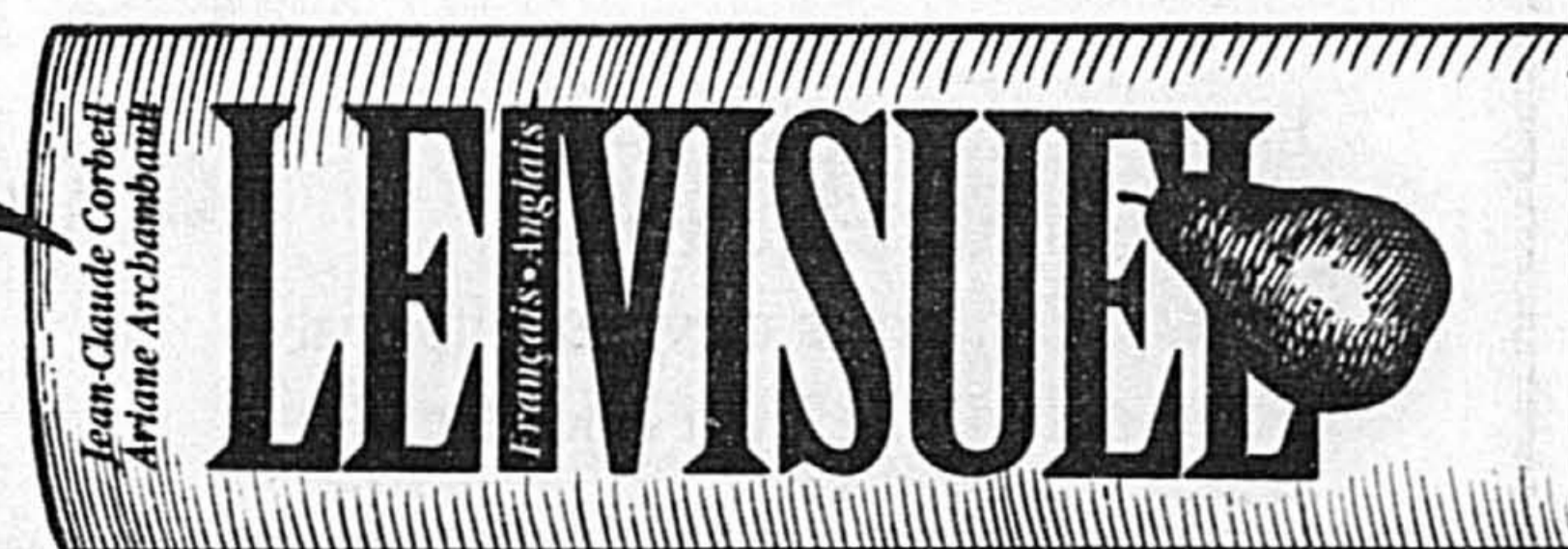
D'après le docteur Filion, le gouvernement aurait dû écouter les avertissements de l'Association des anesthésistes qui craignait une pénurie dans cette spécialité. «Il manquerait au moins une cinquantaine d'anesthésistes», dit-elle.

Les deux anesthésistes de l'hôpital Le Gardeur ont fait savoir qu'il réduirait leur nombre d'heures de garde parce qu'ils ne peuvent plus répondre à tous les besoins devant le manque de coopération des autres hôpitaux.

À votre échange de cadeaux...



Dictionnaire «Petit Robert 1» de la langue française.
PRIX SUGG. : 69⁹⁵\$
PRIX DEFI 54⁹⁵\$



NOUVEAUTÉ
Le «Dictionnaire Québécois d'aujourd'hui».
Toute la richesse de la langue française québécoise. Synonymes, analogies, conjugaisons, difficultés de la langue, etc...
PRIX SUGG. : 44⁹⁵\$
PRIX DEFI 39⁹⁵\$



...ils chercheront leurs mots pour vous remercier.

Pilon

- | | | | | | |
|---|---|--|--|---|--|
| ÎLE DE MONTRÉAL
765, rue Beaubien Est
Montréal, Qc
800, rue Mont-Royal Est
Montréal, Qc
8559, boul. St-Laurent
Montréal, Qc
784, boul. Desjardins
Montréal, Qc | 280, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Qc
1, Complexe Desjardins
Montréal, Qc
1, Place Ville-Marie, Boutique 11061
Montréal, Qc
1411, rue Dufferin
Lafayette, Qc | 6476, rue Jean-Talon Est
St-Léonard, Qc
635, av. du Président-Kennedy
Montréal, Qc
2343, boul. des Sources
Dorval-des-Ormeaux, Qc
1340, rue Ste-Catherine Ouest
Montréal, Qc | 5200, chemin Côte des Neiges
Montréal, Qc
580, rue Ste-Catherine Est
Montréal, Qc
5845, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal-Nord, Qc
6770, rue Sherbrooke Est
Montréal, Qc | 950, boul. St-Jean
Pointe-Claire, Qc
BANLIEUE DE MONTRÉAL
316-A, St-Georges
St-Jerôme, Qc
1682, boul. St-Martin Ouest
Laval, Qc
1220, boul. Curé-Labelle
Chomedey, Qc | 895, boul. Taschereau
Greenfield Park, Qc
1640, Chemin Chambly
Longueuil, Qc
555, boul. du Séminaire Nord
St-Jean-sur-Richelieu, Qc
1348, boul. Moody
Terrebonne, Qc |
|---|---|--|--|---|--|

Disponibles dans les magasins Pilon jusqu'au 31 décembre 1992 ou jusqu'à épuisement des stocks.

RBO

L'ÉMISSION DE RADIO LA PLUS ÉCOUTÉE AU QUÉBEC



850,100*

AUDITEURS ET AUDITRICES
NOUS ÉCOUTENT TOUS LES JOURS
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 11h30 À 13h OU LE
DIMANCHE DE 11h À 12h À

KMF 94,3

ET SUR LES ONDES DES
10 STATIONS DU GROUPE FM
DE RADIOMUTUEL

* Sondage BBM automne 1992,
(12 ans et + à travers tout le Québec)

Revivez les meilleurs moments de notre émission

Le Gros Cru

DISPONIBLE CHEZ TOUS LES BONS DISQUAIRES... ET LES MAUVAIS AUSSI.



GRANDE VENTE DE FERMETURE

OUVERT TOUS LES MARDIS, MERCREDIS, JEUDIS, VENDREDIS, SAMEDIS ET DIMANCHES

60 À 80% DE RABAIS

LIQUIDATION FINALE DE L'INVENTAIRE À L'ENTREPÔT DES MAGASINS INSANITÉ et *apropo*

ARTICLES DE CADEAUX, BIBELOTS, ANIMAUX EN PELUCHE, CADRES, HORLOGES, VAISSELLES, ETC.

LE PRIX ÉTIQUETÉ SERA RÉDUIT DE **60 À 80%** AU COMPTOIR-CAISSE SUR TOUTE LA MARCHANDISE

L'ENTREPÔT

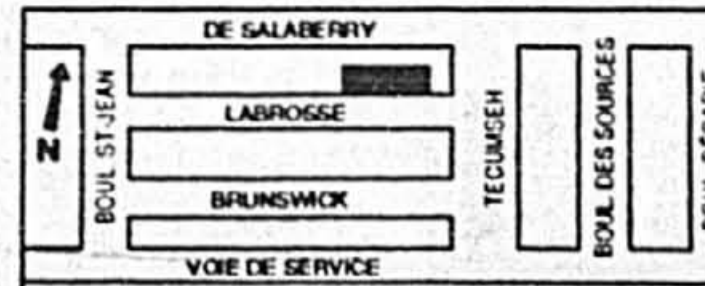
163, LABROSSE (ENTRÉE DU CÔTÉ OUEST) POINTE-CLAIRE (QC)

OUVERT

MARDI ET MERC. DE 10 H À 17 H
JEUDI ET VEND. DE 10 H À 20 H
SAMEDI DE 9 H À 17 H
DIMANCHE DE 10 H À 17 H

1630925-010

(FIXTURES VARIÉES DE MAGASINS - PRIX NETS GRAND CHOIX D'ÉTAGÈRES DE MÉTAL ET DE VERRRE - AUSSI CAISSES ENREGISTRÉES)



La SQ enquête à l'hôtel de ville de St-Jérôme

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Des membres de la section des crimes économiques de la Sûreté du Québec ont fait une entrée remarquée à l'hôtel de ville de Saint-Jérôme où ils ont passé plusieurs heures à examiner à la loupe des documents administratifs.

Un policier a déclaré qu'il était encore trop tôt pour en dire plus.

«Nos experts vont vérifier certaines choses et ce n'est que par la suite qu'il sera décidé s'il y a oui ou non matière à entreprendre une véritable enquête», a-t-on expliqué.

Même si rien n'indique pour le moment que ce dossier ira plus loin, la visite policière fait jaser dans la capitale régionale des Laurentides, activant les discussions de toutes sortes sur l'administration municipale de Saint-Jérôme et bien entretenues dans les médias régionaux.

Personnage visé
Depuis des mois, le maire Prud'homme, dont le premier mandat prendra fin en novembre prochain, est sur la sellette.

Le tout a commencé quand la ville a embauché son fils, Robert, à titre de comptable en chef. À la suite de cette décision, deux conseillers, deux femmes, qui s'étaient fait élire avec l'équipe du candidat Maurice Prud'homme aux dernières élections, ont décidé de siéger à titre d'indépendants.

Peu de temps après, un autre membre de la formation du maire a décidé lui aussi de devenir transfuge.

Aujourd'hui, le maire Prud'homme peut compter sur l'appui de quatre élus au conseil municipal, tandis que quatre autres édiles sont opposés à son administration.

La goutte qui semble avoir fait déborder le vase est tombée il y a quelques semaines quand le public a appris qu'un seul stagiaire avait reçu une allocation pour son passage à l'hôtel de ville au courant de l'été. Il s'agit d'une jeune fille, dont le prénom est Nancy, qui est incidemment la nièce du maire Prud'homme. Elle aurait reçu 500 \$.

VOICI NOTRE CADEAU DE NOËL

626 CRONOS

V-6 OPTIONNEL

À partir de

16 395\$*

*T.T.P. EN SUS



MX-6 MYSTÈRE 93

À PRIX TOUT AUSSI ABORDABLES

ON PAIERA LE MEILLEUR PRIX POUR LE RACHAT DE VOTRE VOITURE PEU IMPORTE LA MARQUE.

LÀ OÙ LE SERVICE EST EXTRA!



3300, boulevard Ste-Marie MASCOCHE
Sortie 24 de l'autoroute 25
474-7000
MTL: 497-0800

Imbroglgio de procédures lors du décès d'un cycliste

GEORGES LAMON

À son arrivée, le docteur Jacques Chaoulli a ausculté le cadavre sans juger nécessaire de faire un examen exhaustif ni de pratiquer la réanimation sur le corps de Marc-Aurèle Roy. À son avis, «c'était une option», mais, comme il dit: «Moi je ne l'ai jamais fait».

Rappelons que Marc-Aurèle Roy, âgé de 68 ans, avait été trouvé froid, sans pouls, les mains et le visage bleus, le 16 juin 1992, dans le secteur des trois lacs au

parc régional de Longueuil, à côté de sa bicyclette. L'autopsie avait révélé qu'il était décédé des suites d'une insuffisance cardiaque. C'est le paysagiste Roger Martel, alors dans le parc, qui a donné l'alarme. Il avait remarqué M. Roy passant à bicyclette, l'a vu vider et appuyer sa bicyclette à une table de pique-nique. Dix minutes plus tard, il l'a vu étendu dans l'herbe: il était froid et ne bougeait plus.

De son côté, Richard Cabana, chauffeur du docteur Chaoulli, de Médecin à domicile Rive-Sud, a relaté qu'au moment de donner suite à l'appel des policiers, ils répondaient déjà à une urgence. «On nous a dit que nous devions venir constater un décès, a-t-il précisé, ce n'était pas le temps d'en tuer d'autres pour un mort.» Ce qui explique qu'il s'est rendu au parc sans sirène ni gyrophare.

Au cours de son enquête, le coroner, Me Gerald Locas, a entendu une douzaine de témoins, en majorité des policiers de Longueuil. Le coroner doit établir les circonstances qui ont entouré l'intervention de ces personnes à la suite de la mort du sexagénaire. Tout au long de cette enquête où il y a beaucoup de confusion dans les témoignages, il a été établi que tant du côté du technicien en communications à la police de Longueuil, que de celui de policiers, on ne savait pas exactement quelle attitude adopter dans cette situation.

Le technicien Pierre Blais, chargé de prendre les appels du 9-1-1 et de les transmettre au sergent Marcel Beaulieu, avait inscrit dans l'ordinateur que M. Roy était décédé, même si personne n'avait constaté le décès. Et la directive du bureau du coroner en chef prévoit que dans le cas d'un décès éventuel, on fasse venir immédiatement une ambulance sur les lieux. Or, comme le sergent Pierre Rheault se rendait sur les lieux, il aurait dit d'annuler l'ambulance et d'envoyer plutôt un médecin à la place. Pourtant, à la suite d'un deuxième appel, il demandait l'ambulance, à la demande même du sergent Jean-Claude Quesnel.

À une question du coroner qui voulait savoir si aujourd'hui il agirait différemment, le sergent Rheault a répondu qu'à la lumière de cet événement il n'aurait «jamais annulé l'appel pour l'ambulance».

Il a été beaucoup question de communiqués et de directives adressés aux policiers sur l'intervention à faire en cas de décès dans un lieu public. On ne s'entendait pas sur leur nature exacte. Raymond Lessard, assistant-directeur des enquêtes à la police de Longueuil a parlé d'une directive, s'appuyant sur celle du coroner en chef, qui prévoyait que l'annulation de l'envoi d'une ambulance ne pouvait se faire que dans le cas de cadavres en état de décomposition, carbonisés ou décapités.

Quant aux ambulanciers de la Coopérative des techniciens ambulanciers de la Montérégie, appelés sur les lieux ce matin-là, ils ont précisé avoir reçu un premier appel, puis une annulation et un autre appel pour se rendre au parc régional. Ils ont rencontré le docteur Chaoulli, qui leur a dit ne plus rien pouvoir faire.

Deux morts

Presse Canadienne
SAINT-CÉSaire

Deux automobilistes ont perdu la vie hier en Estrie dans deux tragédies routières vraisemblablement attribuables à la neige.

Le premier accident s'est produit vers 3 h 30 sur la route 222, à Racine. La victime, Germain Nadeau, 36 ans et domicilié à Valcourt, aurait mal négocié une courbe sur la chaussée enneigée. Son véhicule a dérapé et a fini sa course dans un fossé. La mort a été constatée au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS).

L'autre accident mortel s'est produit vers 8 h 15 au kilomètre 50 de l'autoroute 10 (à la hauteur de Saint-Césaire). Une femme de Trois-Rivières, Lise Allard, âgée de 30 ans, a été tuée quand sa voiture est entrée en collision avec un camion après avoir traversé la bande centrale très étroite à cet endroit.

La bonne manière d'offrir une Rolex

Étant donné qu'une Rolex est un cadeau très particulier, vous devriez effectuer votre achat chez un bijoutier Rolex officiel. Notre personnel est formé spécialement pour vous aider à choisir exactement la bonne Rolex pour toute occasion où vous offrez un présent. Soyez certains de rechercher le prisme de cristal Rolex qui vous garantit que nous



avons été sélectionnés par Rolex comme bijoutier Rolex officiel. Vous aurez ensuite la tranquillité d'esprit de savoir que votre montre est protégée par la garantie Rolex et le réseau de service international.

Aussi faites de ces vacances un moment particulier. Offrez une Rolex, de chez nous uniquement, votre bijoutier Rolex officiel.



A. Oyster Perpetual Datejust Thunderbird Rolex, en acier et or 18 ct. Bracelet Jubilé assorti.
B. Oyster Perpetual Lady Datejust Rolex, or 18 ct. Bracelet assorti President. Cadran et lunette sertis de brillants.
C, D. De la collection Benetton Cellini: une montre habillée en or 18 ct. Bracelet «Diamant» et une montre habillée en or 18 ct. Bracelet en cuir d'autruche.
E. Oyster Perpetual GMT Master Rolex, en acier. Bracelet Oyster President.
F. Oyster Perpetual Day-Date Rolex, en or 18 ct. Bracelet President.
G. Lady Oyster Perpetual Rolex, en acier et or 18 ct. Bracelet Jubilé et cadran sertis de brillants.



Nous sommes fiers d'être votre bijoutier Rolex officiel.

- Birks, 1240 Carré Phillips, 397-2511
- Château d'Ivoire, 2020 de la Montagne, 845-4651
- Bijouterie Everest Inc., 8910, boul. Lajeunesse, 388-5358
- Bijouterie Gambard, 630-A Cathcart, 866-3876
- Bijouterie Haik, 5713, av. du Parc, 272-4525
- Bijouterie Italienne, 192, Saint-Zotique est, 279-5585
- Kaufmann, 2195 rue Crescent, 848-0595
- Bijouterie B. Serkos, 3611, boul. Saint-Laurent, 845-0796

Moins de skieurs blessés, dit une étude

Presque tous reconnaissent leur responsabilité

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Même si 30 000 skieurs ont subi des blessures en faisant du ski alpin la saison dernière, la Régie de la sécurité dans les sports du Québec estime que le nombre d'accidents sur les pistes au cours des deux dernières années a baissé de huit p. cent. Le coût moyen des soins de santé pour chaque skieur blessé s'élève à 800 \$.

Selon une étude effectuée par le Département de santé communautaire (DSP) de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, cinq p. cent des skieurs de blessés chaque année en pratiquant leur sport favori.

Dans la grande majorité des cas, le skieur met sa sécurité en péril par sa propre négligence.

Pour sa part, Ghislaine Maurais, de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, souligne qu'en 1990-91, le nombre de blessures par 1 000 jours-ski a chuté de 8,2 p. cent par rapport à la saison précédente.

« Pour 1991-92, les statistiques ne sont pas complètes, mais le rapport préliminaire fait état du maintien de ce pourcentage », a précisé Mme Maurais. Elle pense que les actions conjointes de plusieurs intervenants peuvent expliquer cette baisse.

Selon la régie, il y a au Québec entre 750 000 et 1 250 000 skieurs.

« L'écart, explique-t-on, réside dans la définition que l'on donne d'un skieur d'une étude à l'autre. »

10 000 rapports

Pour ce qui est du nombre total de blessés en ski alpin, il est difficile d'en arriver à un chiffre précis si les hôpitaux ne tiennent pas de statistiques là-dessus.

« Nous recevons par saison 10 000 rapports d'accidents qui nous sont envoyés par les patrouilleurs. Par contre, il y a près de 20 000 personnes qui se rendent à l'hôpital la journée même ou le lendemain, à la suite d'une chute, pour de se plaindre d'une foulure à un pouce, à un bras ou

de toute autre blessure », a expliqué Mme Maurais.

Le docteur Daniel Cousineau précise qu'une recherche poussée a été réalisée par le DSP de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. En plus d'avoir le nombre presque exact d'accidents de ski, cette étude a permis de mieux connaître la gravité et les coûts des blessures subies, ainsi que les circonstances entourant ces accidents.

L'étude des dossiers médicaux a démontré que la moitié de ces blessures sont plutôt graves. L'entorse aux genoux représente la lésion la plus fréquente et elle survient dans le quart des cas.

L'équipement

Les fractures aux membres inférieurs ont diminué au cours des dernières saisons et elles apparaissent pour moins de 10 p. cent des blessures. Selon ce DSC, l'amélioration de l'équipement de ski a sans doute contribué à la réduction du nombre de ces fractures.

Les deux tiers des skieurs sont âgés de moins de 25 ans et il est donc normal de constater que le nombre de blessures est plus élevé chez les jeunes skieurs. Par contre, le cinquième des skieurs blessés qui sont âgés de 25 ans et plus doivent être hospitalisés, soit deux fois plus souvent que pour ceux qui sont plus jeunes.

Une enquête téléphonique du DSP de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme auprès des personnes blessées à la suite d'accidents sur les pistes a permis de déterminer que dans la majorité des cas, la victime reconnaît être responsable de l'accident.

Les principales causes de ces accidents sont la vitesse excessive, la distraction ou la fatigue. Seulement une minorité blâme les conditions de ski.

Une plus grande prudence et une meilleure condition physique chez les skieurs de tous les niveaux contribueraient à faire baisser ces statistiques.

« Les recommandations issues de cette étude misent donc surtout sur un changement de com-

portement chez les skieurs. Il faut également mentionner que des fixations de ski défectueuses causent des blessures importantes à un skieur sur dix. Il faut donc s'assurer d'un ajustement adéquat de l'équipement de ski avant d'entreprendre la saison hivernale », conclut le DSP.

soin de vacances · J'ai besoin de vacances · J'ai besoin de vacances · J'ai besoin

VANCOUVER

Aller simple à partir de 199*

Période des fêtes
Départs de Dorval
les 16, 23 et 30 décembre,
6 et 13 janvier

Nombre de places limité

VOL ALLER
RETOUR

A partir de
299\$
Toutes taxes incluses

multi-voyages

Pour de plus amples renseignements consultez-nous au
Tél. : 858-6260. 8403, rue Saint-Denis
Montréal H2P 2G9 Permis du Québec



<p>zoom 60-X</p>  <p>Zoom compact, maniable, léger et automatique.</p> <p>Seulement 169⁹⁵\$</p> <p>Étui, piles au lithium. 19⁹⁵\$</p> <p>* DATE: 20\$ de plus.</p>	<p>ESPIO</p>  <p>Appareil photo plat et ultra-compact. Multi-fonctions. Ensemble ESPIO Avec étui, piles et films.</p> <p>Seulement 259⁹⁵\$</p> <p>* DATE: 20\$ de plus.</p>	<p>K1000</p>  <p>Avec 50 mm, F2A. Un vrai classique Pentax.</p> <p>Seulement 259⁹⁵\$</p>	<p>OBJECTIFS PENTAX</p>  <table border="0"> <tr><td>FA 28-80</td><td>199⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>FA 28-105</td><td>429⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>FA 70-200</td><td>289⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>FA 100-300</td><td>429⁹⁵\$</td></tr> </table> <p>28-80A 149⁹⁵\$</p> <p>70-200A 159⁹⁵\$</p>	FA 28-80	199 ⁹⁵ \$	FA 28-105	429 ⁹⁵ \$	FA 70-200	289 ⁹⁵ \$	FA 100-300	429 ⁹⁵ \$	
FA 28-80	199 ⁹⁵ \$											
FA 28-105	429 ⁹⁵ \$											
FA 70-200	289 ⁹⁵ \$											
FA 100-300	429 ⁹⁵ \$											
<p>zoom 90-WR</p>  <p>Zoom compact «tout temps» avec objectif 38 MM - 90 MM ET DE MULTIPLES FONCTIONS.</p> <p>Seulement 309⁹⁵\$</p> <p>Étui, piles au lithium 19⁹⁵\$</p> <p>* DATE: 20\$ de plus.</p>	<p>P307</p>  <p>Avec 50 mm F2-A Souplesse d'utilisation en mode manuel et programme automatique avec un vrai boîtier Reflex.</p> <p>Seulement 299⁹⁵\$</p>	<p>JUMELLES PENTAX</p>  <table border="0"> <tr><td>8 x 24 UCF</td><td>99⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>10 x 24 UCF</td><td>109⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>8 x 42 DCF</td><td>249⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>7 x 35 PCF</td><td>129⁹⁵\$</td></tr> <tr><td>16 x 50 PCF</td><td>169⁹⁵\$</td></tr> </table>	8 x 24 UCF	99 ⁹⁵ \$	10 x 24 UCF	109 ⁹⁵ \$	8 x 42 DCF	249 ⁹⁵ \$	7 x 35 PCF	129 ⁹⁵ \$	16 x 50 PCF	169 ⁹⁵ \$
8 x 24 UCF	99 ⁹⁵ \$											
10 x 24 UCF	109 ⁹⁵ \$											
8 x 42 DCF	249 ⁹⁵ \$											
7 x 35 PCF	129 ⁹⁵ \$											
16 x 50 PCF	169 ⁹⁵ \$											
<p>zoom 105-R</p>  <p>Appareil photo compact aux multiples possibilités avec zoom électrique 38 mm - 105 mm</p> <p>Seulement 299⁹⁵\$</p> <p>Étui, piles au lithium 19⁹⁵\$</p> <p>* DATE: 20\$ de plus.</p>	<p>PZ-10</p>  <p>Le Reflex autofocus 35 mm équipé d'un zoom motorisé intelligent et révolutionnaire. Ensemble PZ-10 avec FA 28-80 zoom Pentax, sac Pentax et piles au lithium.</p> <p>Seulement 494⁹⁵\$</p>	<p>zoom 200-P</p>  <p>Premier compact Zoom à objectif Grand Angle, 28-80 mm et format panoramique.</p> <p>DATE: 20\$ DE PLUS 399⁹⁵\$</p>										

OUVERT LE DIMANCHE

<p>RÉPARATIONS ÉCHANGES ACCEPTÉS FINITION DE PHOTO</p> <p>5488, rue Sherbrooke Ouest 489-8401</p>	<p>NDG PHOTO</p> <p>1108, boul. de Maisonneuve Ouest 844-1766</p>	<p>LOCATIONS PHOTOS DE PASSEPORT LAMINAGES</p> <p>1197, Place Phillips au Centre-Ville 866-8761</p>
---	---	---

Présentation d'un vidéo sur les éducatrices en garderie

Le cégep de Joliette-DeLanau-dière et les syndicats de travailleuses en garderie de la FAS-CSN présentent hier l'avant-première du document vidéo intitulé *On n'est pas des gardiennes*, un projet de Francine Gravel, professeur de technique d'éducation en services de garde, réalisé par Daniel Beauvais.

Ce vidéo a un objectif de sensibilisation à la portée sociale et à l'importance de la profession d'éducatrice en garderie, de même qu'au peu de reconnaissance accordée à ce travail quasi exclusivement féminin.

A travers des images pétillantes de la vie en garderie, des éducatrices et quelques éducateurs parlent des responsabilités à assumer.

« Une garderie, ce n'est pas un stationnement d'enfants où il suffirait de voir à ce qu'il ne survienne pas d'accident », dit l'une d'elles.

INFO-SANTÉ

CONSEILS DE SANTÉ
QUOI FAIRE?
OU ALLER?

275-7575

24h sur 24! **ÉMERGENCES**

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL ET VILLE DE LAVAL

HONDA PARLE ÉCONOMIE

et le Père Noël est à l'écoute

L'économie n'a jamais eu si belle apparence

CIVIC CX '93



À partir de **9 993 \$*** # EH 234 P

CIVIC BERLINE LX '93



Pour aussi peu que **11 993 \$*** # EG 854 P

ACCORD COUPÉ LX



13 992 \$* # CB 714 N

Derniers modèles '92
Quantités très limitées

Venez voir pourquoi
Honda est le
premier choix
des Québécois



Chez les marchands participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. * Préparation, transport et taxes en sus.

5

0

%

Votre
 entreprise fait
 plus de 300\$
 d'appels
 interurbains
 par mois
 partout en
 Amérique
 du Nord*?
 Abonnez-vous
 au plan
 d'économie
 WATS^{MC} de Bell!
 Vous pourriez
 économiser
 jusqu'à 50%
 sur vos frais
 d'interurbains.
 Et vous n'aurez
 aucuns frais
 de service à
 déboursier en
 vous abonnant
 d'ici le 26 février
 1993.

LE PLAN D'ÉCONOMIE WATS,
 une autre solution de Bell pour les gens en affaires.
 Appelez nos conseillers au **1 800 363-BELL.**

*A l'exception de l'Alaska, d'Hawaï et de Porto Rico.
 Certaines conditions s'appliquent. Tarif de la ligne WATS en sus.
 Un minimum de 200\$ d'interurbains est facturé.

Bell
 des gens de parole^{MC}

Morte en service après 10 mois à la SQ



Chantale Mattio, 23 ans

ANDRÉ CÉDILOT

■ L'agent Chantale Mattio, 23 ans, de la Sûreté du Québec, a perdu la vie, dimanche soir, lorsque l'auto-patrouille qu'elle conduisait a fait une embardée sur la route 364, près du Lac des Seize-Illes, dans les Laurentides.

Un collègue qui prenait place à ses côtés a été blessé au dos et à une épaule. Après avoir passé la nuit à l'hôpital de Sainte-Agathe, il a obtenu son congé, hier.

Les deux jeunes policiers venaient de faire demi-tour pour intercepter une automobile qui avait un phare défectueux à

l'avant lorsque la conductrice a perdu la maîtrise de son volant. En dérapant, l'auto de police, gyrophares allumés, a heurté un poteau avant de terminer sa course dans un champ.

La jeune femme est morte sur le coup — son décès a été prononcé officiellement quelques heures plus tard seulement à l'hôpital Sacré-Coeur de Cartierville — tandis que l'autre patrouilleur a été blessé. Allongé dans l'herbe mouillée sous des couvertures fournies par des citoyens, il a dû attendre une bonne vingtaine de minutes avant que des ambulanciers s'amènent pour le transporter à l'hôpital.

Chaussée glissante
Le tragique accident s'est pro-

duit vers 21 h sur la route 364, à peu de distance d'un fin virage, où la chaussée avait été rendue glissante par une légère chute de neige. Une enquête est en cours pour en préciser les circonstances exactes, a révélé un porte-parole de la SQ, André Blanchette.

Chantale Mattio était à l'emploi de ce corps de police depuis moins d'un an. Depuis son entrée en fonction, elle a toujours été attachée au détachement de Sainte-Agathe.

Son collègue, dont l'identité n'a pas été révélée, n'avait guère plus d'expérience, ayant été embauché en juillet 89.

La famille Mattio devrait faire connaître aujourd'hui la date et le lieu des funérailles.

Pour sa part, la direction de la SQ ne prévoit aucune cérémonie spéciale, si ce n'est la présence massive de collègues de travail de la victime.

C'est la deuxième fois depuis 1990 qu'un policier de la Sûreté du Québec se tue dans un accident d'automobile.

CONCORD MARINE
500
SWISS
WATCHES

Une montre suisse élégante : la perfection redéfinie

Bracelet à la forme spécialement étudié pour s'adapter au poignet. Montre en or massif 18 carats et en acier inoxydable, mouvement à quartz, hydro-résistante jusqu'à 330 pieds, couronne vissée. Verre de montre bombé en saphir, poli à la main, au diamant.

Pour hommes, 2 595 \$. Pour femmes, 2 395 \$.

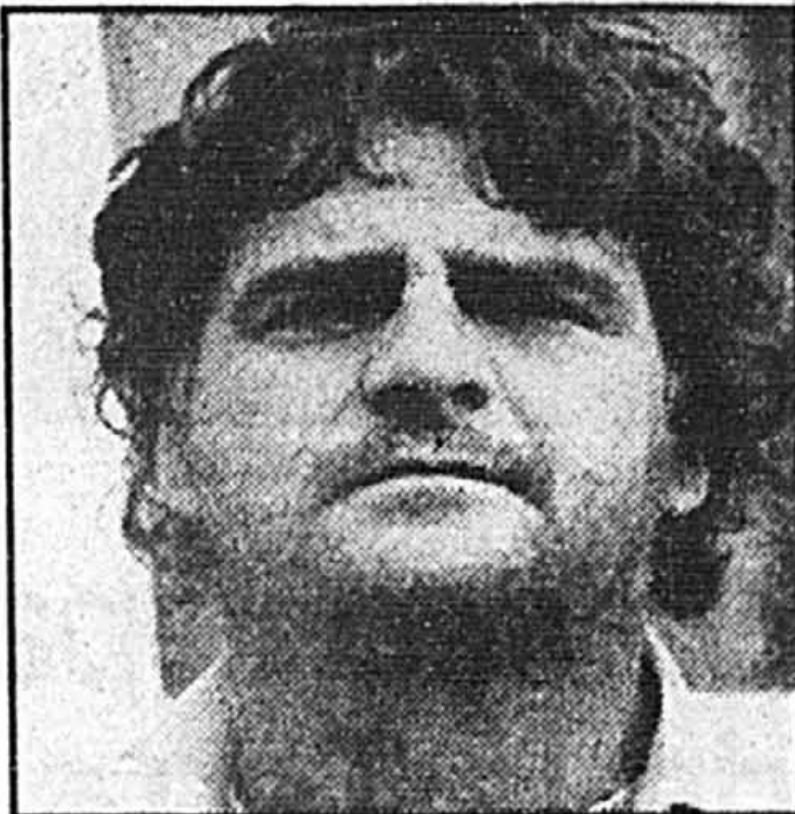
<p>Pax Jewellers Inc. Le Centre Sheraton Hotel 1201 René Lévesque Ouest Montréal 878-9123</p>	<p>Everest Watch Inc. 8910 Boulevard Lajeunesse Montréal 388-5358</p>	<p>Creation Paul H. 6564 Boulevard St. Laurent Montréal 273-6681</p>
--	--	---

Olson dans une prison plus sûre

CP

■ Le tueur d'enfants Clifford Olson a été transféré dimanche du pénitencier de Kingston à la prison fédérale à sécurité «extrême» de Prince-Albert, en Saskatchewan.

Jacques Bélanger, porte-parole de Corrections Canada, a expliqué que cette décision avait été prise parce que le prisonnier s'était récemment vanté, sur les ondes d'une station de radio, de pouvoir s'évader quand il le voudrait. (Par la même occasion, il avait affirmé que la seule cure, pour les tueurs de son genre, était l'exécution.)



Le meurtrier Olson

Olson, qui est âgé de 52 ans, a été reconnu coupable en 1982, en Colombie-Britannique, du meurtre de 11 enfants — huit filles et

trois garçons — et condamné à la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.

Lors d'un séjour qu'il avait effectué à l'hôpital en octobre dernier, un médecin lui avait découvert une tumeur de la prostate.

Bélanger souligne que l'unité spéciale de Prince-Albert est mieux adaptée pour abriter un détenu de ce genre. Elle a été conçue spécialement pour les criminels violents qui représentent une menace pour la société. «Les détenus prennent leurs repas dans leur cellule, ils ont moins de contacts avec le personnel, et l'immeuble lui-même est beaucoup plus sûr.» Olson sera enfermé dans sa cellule 23 heures par jour pendant ses trois premiers mois de détention.

Bonne récolte d'armes

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Invités à profiter d'une amnistie pour remettre leurs armes à feu à la police, les Canadiens ont rendu près de deux fois plus d'armes qu'en vertu d'un programme semblable, il y a 14 ans.

La ministre de la Justice Kim Campbell a indiqué hier que les Canadiens avaient remis à la police 12 368 armes à feu au cours des quatre premières semaines de la période d'amnistie qui a débuté le 1er novembre et prend fin le 15 décembre. Les Canadiens ont également rendu près de 450 000 cartouches de munitions et 4148 autres engins, comme des explosifs et des grenades.

En 1978, au moment de l'entrée en vigueur d'une législation plus sévère sur le contrôle des armes, une amnistie semblable avait entraîné la remise de 7394 armes.

Les citoyens ont jusqu'à mardi prochain pour remettre des armes prohibées ou faire enregistrer des armes à usage restreint.

TOUS LES DÉTAILS D'UN FABULEUX CONCOURS EN PAGE B 5 ET SUR LES ONDES DE CKOI 96.9 FM

JE L'AVOUE JE LA VEUX BIEN À VOUS!

les plumes WATERMAN PARIS

ESSENCE DU PAPIER

4160, rue Saint-Denis
Angle Rachel 288-9691

393, rue Saint-Jacques
Ruelle des Fortifications 842-2272

1307, rue Ste-Catherine O.
Chez OGILVY 844-8244

THERMOPOMPES SANS CONDUITS

Pour la maison ou le bureau

À compter de seulement **2995\$**

jusqu'à 3 000\$ de subvention

Offre spéciale additionnelle: **Carrier** Thermopompe 2 tonnes, au compteur de **3 295\$** installée

Comparez nos caractéristiques:

- télécommande sans fil
- dispositif d'appoint
- volet automatique
- minuterie pour économiser l'énergie
- affichage DEL
- très silencieux

MITSUBISHI SANYO HITACHI KLIMAIRE

Appelez le seul centre de la thermopompe à prix d'escompte à Montréal: **733-1414**

Financement complet aux acheteurs qualifiés

NOTRE VENTE D'ADIEU.

LA VENTE DE MAZDA 92 TIRE À SA FIN. PROFITEZ-EN...
ET OBTENEZ UNE TRANSMISSION AUTOMATIQUE OU UNE REMISE DE VALEUR ÉQUIVALENTE* À L'ACHAT DE CERTAINS MODÈLES.

MIATA MX-5
Le cabriolet classique ré-inventé.

323
L'intérieur le plus spacieux de sa catégorie.
«Pour le rapport qualité/prix, la 323 est imbattable!»
Motor Trend 1992

MPV
La fourgonnette importée la plus vendue.
V6 3 litres de 155 chevaux offert en option.

PROTÉGÉ
La voiture japonaise la plus spacieuse de sa catégorie.
«Un des 10 meilleurs achats dans la catégorie des importées.»
Motor Trend 1992

CAMIONNETTES MAZDA
Les camionnettes importées les plus vendues au Canada.
Cabine normale et Cabine Plus.

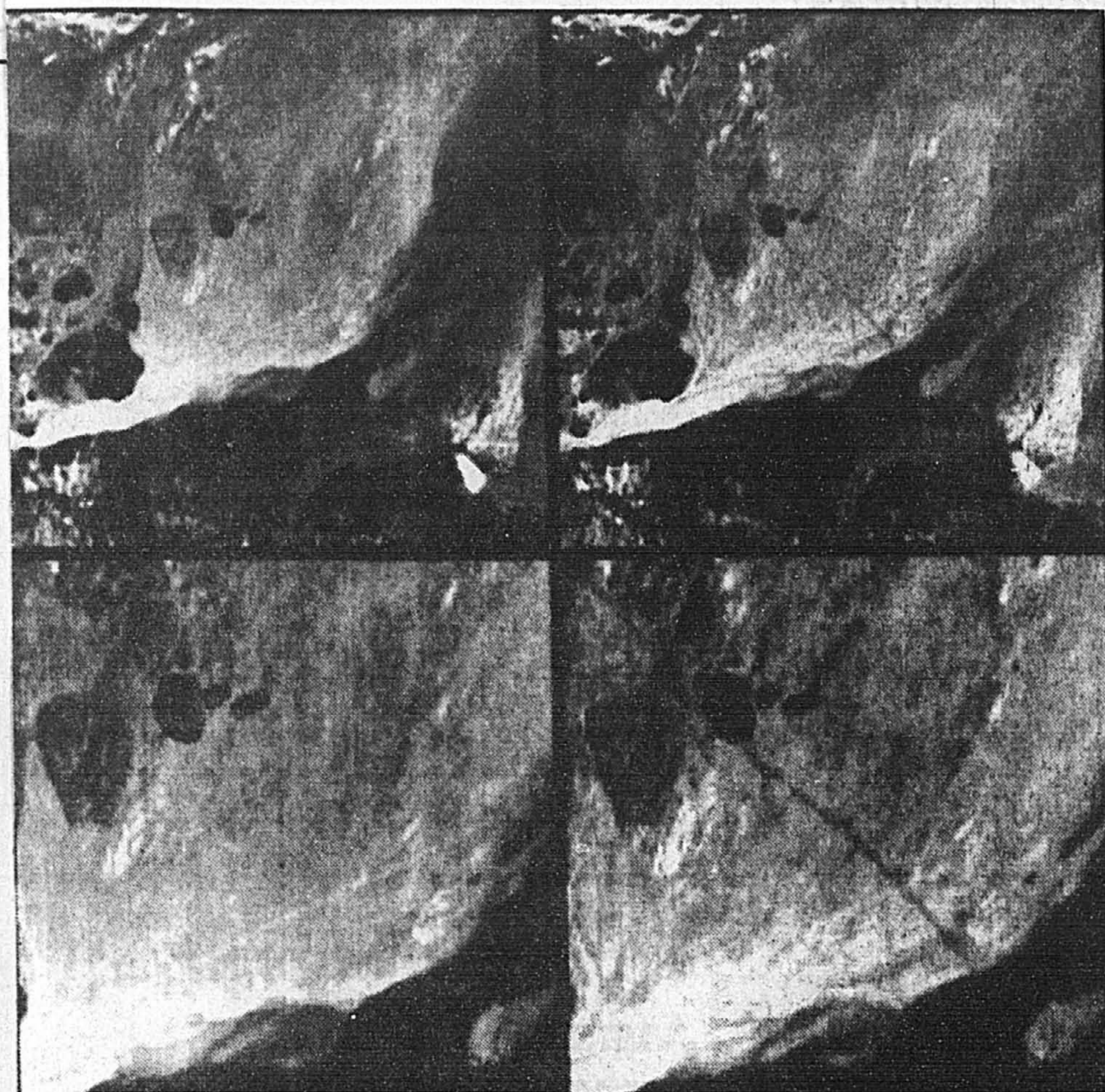
LA GARANTIE LEADERSHIP MAZDA

Toutes les Mazda sont dotées d'une garantie pare-chocs à pare-chocs de 3 ans/80 000 km, sans franchise, ainsi que d'une garantie 5 ans/100 000 km des composants principales.

* Cette offre débute le 4 septembre 1992 pour une durée limitée. Elle s'applique aux véhicules Mazda neufs 1992 en inventaire chez les concessionnaires participants. L'offre consiste en une transmission automatique ou une remise de 750\$ sur les camionnettes, les 323 et les Protégé; la remise offerte est de 800\$ sur les MPV et de 850\$ sur les Miata. La transmission automatique n'est pas offerte sur les Miata MX-5. Les stocks sont limités et peuvent varier selon les concessionnaires.

Je me sens bien.

<p>Albi Automobiles Ltée 3300, boul. Ste-Marie Mascouche 474-2481/2</p>	<p>Mazda de Blainville 738, Boulevard Labelle Blainville 437-8000</p>	<p>Blondin Automobiles Ltée 6464, boul. Henri-Bourassa Est 324-9100</p>	<p>Mazda 2-20 1, boul. Don Quichotte Ile Perrot 453-7220</p>	<p>Garage Blanchette Inc. 900, rue St-Laurent Ouest Longueuil 677-6347</p>	<p>St-Constant Auto Ltée 48, rue St-Pierre St-Constant 632-0700</p>	<p>Mazda Casavant 3190, Cusson St-Hyacinthe 774-1345</p>
<p>Lachine Mazda 2895, rue Notre-Dame Lachine 637-1153</p>	<p>Gareau Mazda 10175, rue Papineau 381-3987</p>	<p>Delisle Auto Ltée 2815, rue Sherbrooke Est 523-1122</p>	<p>Le Domaine de l'Auto F.A.T. Ltée 12210, Sherbrooke Est Point-aux-Trembles 645-1694</p>	<p>Armand Quézin Automobiles Ltée 1530, Chomedey Blvd. Laval 688-4787</p>	<p>Ami Auto Inc. 276, boul. d'Anjou Châteauguay 692-9600</p>	<p>Faberville Auto Inc. 4010, boul. Dagenais Laval 622-3434</p>
<p>Jacauto Lavaltrie 651, rue Notre-Dame Lavaltrie 392-9227</p>	<p>Avo Auto Inc. 4815, Buchan 737-7373</p>	<p>Mazda Gabriel 5333, St-Jacques Ouest 484-7777</p>	<p>Fort Chambly Automobiles (1979) Inc. 830, boul. Périgny Chambly 658-6623</p>	<p>Jacauto Ltée 3612, boul. St-Jean Dollard-des-Ormeaux 626-8120</p>	<p>Mazda Drummondville 1325, boul. St-Joseph Drummondville 477-5566</p>	<p>Lacroix Automobile Ltée 900, Route #117 Val-David 322-3937</p>
<p>Mazda Valleyfield 3333, Mgr. Langlois Valleyfield 377-5533</p>	<p>Les Automobiles Daniel Blanchette Inc. 2305, Rte. Marie-Victorin Tracy 743-1211</p>	<p>Quintin Automobile Inc. 385, rue Laberge St-Jean-sur-Richelieu 349-6767</p>	<p>Concept Mazda 1540, rue Ampère, Boucherville 449-7929</p>	<p>Lachute Mazda 20 Principale, Lachute 562-8808</p>	<p>Autoron Inc. 2344, Labelle Lafontaine 436-8211</p>	<p>Mazda Joliette 560, Route 131 752-1212</p>



La faille d'Emerson

Ces photos prises par satellite montrent la configuration de la faille d'Emerson, dans le désert de Californie, avant et après le tremblement de terre du 28 juin dernier. Les images supérieures, prises un an avant (à gauche) et un mois après le séisme, couvrent un secteur de deux kilomètres et demi de longueur, tandis que les photos inférieures sont des agrandissements de la région centrale des deux photos du haut. Les fissures provoquées par le tremblement de terre apparaissent clairement de l'extrémité supérieure gauche à l'extrémité inférieure droite des photos prises après le séisme.

TELEPHOTOS Reuter

Première tentative de fabrication de médicaments dans l'espace

Agence France-Presse
HOUSTON, Texas

Les astronautes militaires à bord de la navette spatiale *Discovery* devaient effectuer hier la première tentative de fabrication dans l'espace de médicaments, a indiqué la NASA.

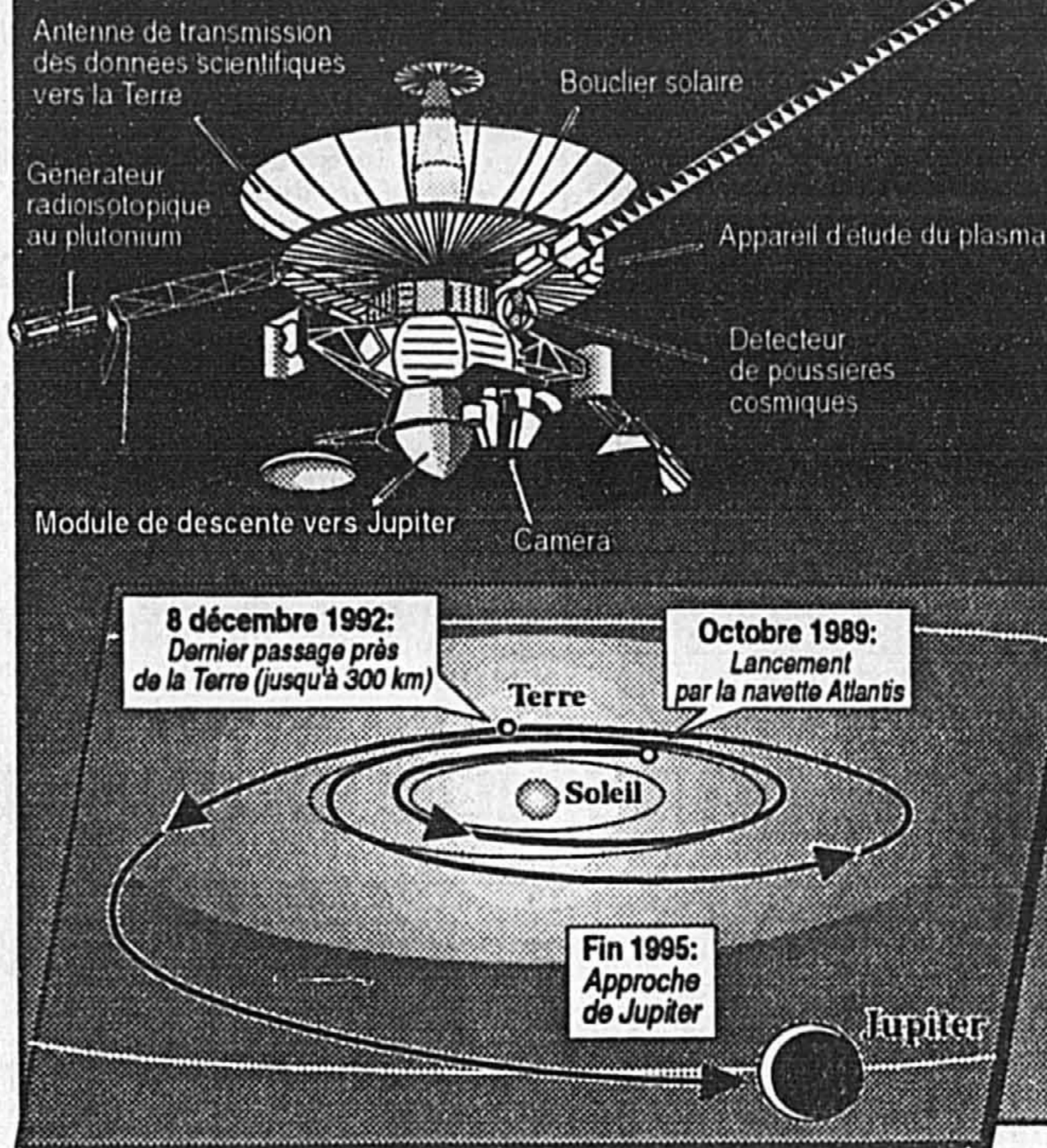
« Nous espérons produire aujourd'hui des microsphères d'antibiotiques, qui sont des médicaments microscopiques dont chacun, grâce à une lente diffusion dans le corps, peut soigner un patient durant des semaines », a indiqué Thomas Tice, responsable de cette expérience.

Équipé d'un mini-laboratoire automatique à bord de *Discovery*, l'équipage devait fabriquer pendant quatre heures des millions de microsphères de substances chimiques actives vaporisées en apesanteur. Celles-ci devaient ensuite être réparties dans des capsules en plastique conçues pour se dissoudre progressivement dans le corps.

Ces microsphères fabriquées dans l'espace, dont la taille est 600 fois inférieure à un grain de sel, devraient être d'une qualité largement supérieure à celles produites sur Terre, où leur fabrication est gênée par la gravité.

« Le premier médicament de ce type commercialisé dans le monde a été le français Decapeptyl, élaboré avec notre technologie et qui permet de traiter le cancer de la prostate par une absorption mensuelle au lieu des classiques deux injections quotidiennes », a souligné M. Tice.

LA SONDE GALILEO



AFP infographie - Laurence Saubadu

Galileo repassera près de la Terre aujourd'hui

La sonde spatiale *Galileo* effectuera aujourd'hui un second passage près de la Terre, pour un dernier « rebond gravitationnel » qui doit lui permettre d'atteindre Jupiter en 1995, après un périple de plus de 3,8 milliards de kilomètres. La sonde étudiera la Terre comme une autre planète et prendra notamment des photos des Andes, de l'Australie et de l'Indonésie, a indiqué un responsable scientifique du projet.

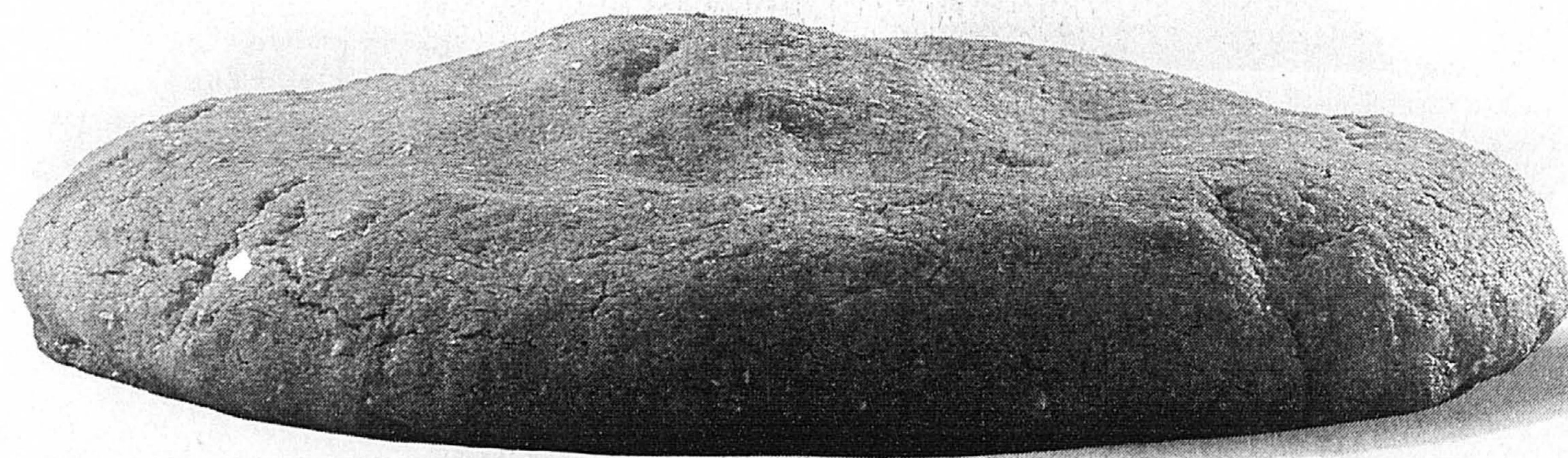
La sonde a été lâchée dans l'espace par la navette *Atlantis* en 1989. Elle est passée près de Vénus et de la Terre en 1990, uti-

lisant chaque fois la gravité de ces planètes pour élargir son orbite autour du Soleil. Son second passage près de la Terre doit lui permettre d'atteindre Jupiter le 7 décembre 1995.

La NASA tentera encore une fois, entre le 28 décembre et la mi-janvier, de débloquent l'antenne principale de la sonde en la chauffant par la chaleur solaire tout en actionnant ses moteurs. Plusieurs tentatives effectuées jusqu'à maintenant ont échoué, et si l'antenne n'est pas déployée, l'étude de Jupiter et de ses satellites s'en trouvera affectée.

XEROX

On a inventé une machine à faire la galette.



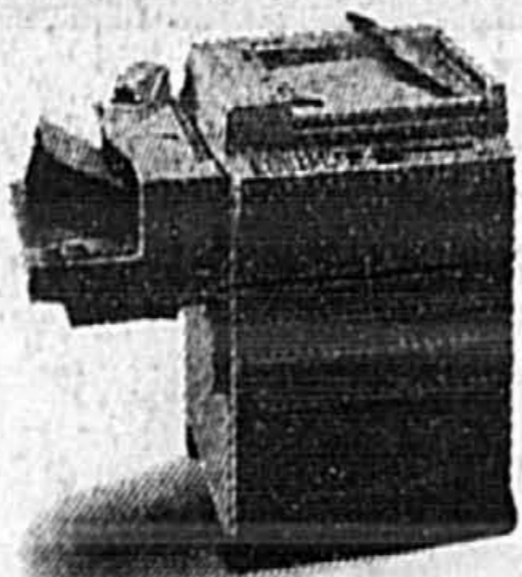
Vos gens ont sûrement des choses plus rentables à faire que de procéder au montage de documents. C'est pourquoi le copieur Xerox 5322 présente une foule de caractéristiques extrêmement pratiques comme l'agrandissement-réduction, le tri et l'agrafage, la reproduction recto verso automatique et même, la mise

en évidence avec impression couleur. Facile d'usage, il ne vous complique pas la vie. Il est aussi productif qu'un appareil beaucoup plus gros... pour beaucoup moins cher.

Cet appareil est une des nombreuses solutions que les gens de Xerox vous offrent pour mieux gérer votre

temps de travail. Pour en connaître plus sur les solutions Xerox ainsi que sur notre garantie de satisfaction totale, communiquez avec un de nos conseillers en composant le (514) 939-5802 ou le 1 800 661-7111.

Xerox
Les gens de documents.



Le nouveau copieur 5322

XEROX et Les gens de documents sont des marques déposées de XEROX CORPORATION utilisées par XEROX CANADA LTÉE en tant qu'usager inscrit. Xerox 5322 est une marque de commerce de XEROX CORPORATION.

Toutatis «frôlera» la Terre ce soir

Associated Press
WASHINGTON

L'astéroïde *Toutatis* découvert par un astronome français en 1989 doit «frôler» la Terre aujourd'hui vers minuit, a annoncé hier le Jet Propulsion Laboratory de la NASA.

L'astéroïde baptisé du nom du dieu gaulois «protecteur de la tribu» passera à environ 3,5 millions de kilomètres de notre planète, une distance infime à l'échelle céleste.

Toutatis, qui mesure deux à quatre kilomètres de diamètre, est sur une orbite qui le ramène à proximité de la Terre à peu près tous les quatre ans. Après un passage assez loin de la Terre en 1996 et en l'an 2000, *Toutatis* devrait frôler une nouvelle fois notre planète en 2004, cette fois-ci à 1,6 million de kilomètres seulement, soit quatre fois la distance qui sépare la Terre de la Lune, selon les scientifiques.

Si jamais *Toutatis* devait un jour s'écraser sur Terre, il provoquerait une catastrophe sans précédent dans l'Histoire humaine. La poussière soulevée dans l'atmosphère bloquerait les rayons du soleil pendant plusieurs années, empêchant toute plante de pousser et tuant ainsi des millions de personnes.

Retour de Discovery demain ou jeudi

Agence France-Presse
HOUSTON, Texas

L'équipage de la navette spatiale *Discovery* a pris hier les mesures nécessaires pour une éventuelle prolongation de vingt-quatre heures du vol, si le mauvais temps persiste sur le site d'atterrissage de Cap Canaveral (Floride).

L'atterrissage est prévu pour demain à 19 h 16 GMT, mais «il pourrait y avoir une mauvaise visibilité à cause des nuages», a déclaré Milt Heflin, directeur de vol, ajoutant qu'aucune décision d'un report n'avait cependant encore été prise.

Pour pouvoir éventuellement atterrir jeudi, le commandant de la navette David Walker et le copilote Bob Cabana ont légèrement modifié leur orbite hier en freinant leur vaisseau spatial.

La NASA s'entoure toujours du maximum de précautions pour les retours de navettes, car après avoir allumé ses moteurs orbitaux durant trois minutes, le vaisseau de cent tonnes accomplit les dernières soixante minutes de vol sans pouvoir modifier sa trajectoire ou son lieu d'atterrissage.

Avant ces manoeuvres finales, la navette peut toujours être détournée sur la base d'Edwards (Californie) ou à White Sands (Nouveau Mexique).

En bref

Me LAFLEUR EN PRISON

Le juge Jean Beaulieu a refusé hier à l'avocat Daniel Lafleur sa remise en liberté sous caution. Cependant, à la demande de l'accusé, le juge a interdit la publication de la preuve entendue lors de l'enquête. Le criminaliste est accusé de possession de drogue en vue d'en faire le trafic et de complot pour introduire 454 grammes de haschich à Parthenais. Il demeurera incarcéré en attendant le début de son enquête préliminaire, fixée au 14 décembre. L'avocat a connu tout récemment d'autres démêlés avec la justice: en septembre dernier, il a été condamné à un an de prison pour avoir volé un de ses clients, qui lui avait confié 5000\$ pour payer une amende. Daniel Lafleur avait cependant porté sa cause en appel et pouvait toujours pratiquer jusqu'à son arrestation le 1^{er} décembre.

UN AUTRE DÉLAI POUR PAYMENT

Claude Payment, qui avait plaidé coupable, 18 ans après le fait, à une accusation d'homicide involontaire, et qui devait connaître sa sentence le 16 novembre dernier, a encore obtenu un sursis hier. En novembre, Payment avait congédié son avocat et le juge Gaston Labrèche lui avait alors accordé un délai qui expirait hier. Mais l'accusé lui a expliqué qu'il n'avait pas encore trouvé de nouvel avocat et a indiqué qu'il songeait à plaider la légitime défense. Il affirme avoir besoin de temps pour faire connaître toute la vérité sur la mort de Lloyd Converse, le directeur des nouvelles du réseau international de la radio de CBC à Montréal, poignardé à mort le 30 janvier 1974. Claude Payment, aujourd'hui âgé de 38 ans, avait été retrouvé 18 ans après son meurtre grâce à ses empreintes digitales, récoltées lors de son arrestation pour conduite en état d'ivresse, l'automne dernier.

ÉVADE DE LAVAL

Claude Fournier, 53 ans, s'est rendu à la police à la suite de la diffusion, la semaine dernière, d'un communiqué faisant connaître son évasion de l'établissement de la Montée Saint-François, à Laval, le 19 novembre. La publication de ce communiqué a incité Fournier à se présenter à un policier de la CUM, vendredi vers 16 h, au terminus Berri-De-Montigny.

MOYENS DE PRESSION

Reprise des moyens de pression, hier, chez les techniciens ambulanciers du Québec depuis 14 mois en négociations pour le renouvellement de leur convention collective. Ils ont manifesté devant l'Auberge des Gouverneurs de la Place Dupuis, où le ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, défendait sa position dans le dossier du déménagement de l'Hôtel-Dieu. Les ambulanciers estiment leur matériel médical défectueux, souhaitent des centrales de répartition régionale pour accélérer le service et une formation plus poussée et uniforme du personnel.

CLSC DE ROSEMONT

« Nous nous réjouissons de ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, reconnaisse le contexte particulier et les contraintes découlant de la disponibilité très réduite de nos effectifs médicaux, et vienne confirmer notre position sur la nécessaire complémentarité qui doit exister entre le CLSC et les médecins du secteur privé. » C'est en ces termes que le président du conseil d'administration du CLSC de Rosemont, Gilles Mignault, a commenté de façon préliminaire la lettre que le ministre lui adressait, le 2 décembre, concernant les orientations prises par l'établissement il y a quelques mois. Rappelons que le conseil d'administration, à sa dernière réunion, n'a pu donner suite à la lettre du ministre qu'il avait reçue quelques heures plus tôt. Le conseil tient, aujourd'hui, une réunion spéciale sur cette question.

HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS

L'Hôpital de l'Enfant-Jésus présente une requête en injonction interlocutoire, dont l'objectif est d'obtenir de la cour l'émission d'une ordonnance enjoignant l'Université Laval de respecter la loi et le contrat d'affiliation en vigueur avec cet établissement. Par différentes mesures, l'université a fait en sorte, au cours des dernières semaines, de priver l'hôpital de ses externes et de modifier la distribution des stages de médecins résidents à l'hôpital, en les orientant vers d'autres centres hospitaliers. De l'avis de la direction de l'hôpital, ces mesures, récemment prises par la faculté de médecine de l'Université Laval, remettent en cause l'organisation et la dispensation des soins dans les unités de médecine interne, de gynécologie-obstétrique, de pédiatrie et de psychiatrie.

Pas de nouvelles boîtes à courrier à St-Clément

Presse Canadienne
SAINT-CLÉMENT

Le comité de survie du bureau de poste de Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup, a réussi hier, en fin d'après-midi, à empêcher la Société canadienne des postes d'installer une série de boîtes postales pour la distribution du courrier.

Ces boîtes regroupées devaient constituer le moyen choisi par la Société canadienne des postes afin d'assurer le service aux citoyens de Saint-Clément, dont le bureau de poste fait l'objet d'une occupation permanente depuis samedi.

« Il n'est pas question d'un affrontement », a commenté Mme Hélène Barnard, du service des relations publiques de la société des postes à Québec.

La société de la Couronne a refusé, pour des raisons de sécurité, de permettre que le courrier puisse entrer dans le bureau de poste comme le désiraient les membres du comité de survie.

Les manifestants ont agrandi leur périmètre de sécurité d'environ 100 mètres sur la rue Principale, ce qui valu, selon Richard Cimon, porte-parole du comité, un échange de propos avec un agent de la Sûreté du Québec.

« Au bureau de poste de Saint-Jean-de-Dieu, on a refusé de donner le courrier aux citoyens de Saint-Clément. Les colis se trouvent au bureau de poste de Saint-Cyprien », a précisé M. Cimon.

Une demande de rencontre faite par le maire de la municipalité, Roger Caron, au bureau du député fédéral de Kamouraska-Témiscouata a été rejetée.

Un mois en grève chez Bellevue

Le syndicat des travailleurs de Bellevue Pathé Vidéo soulignera, vendredi prochain, le premier mois de grève.

Pour marquer cet événement, on organisera un piquet massif de 11 h à 15 h, au 2100 ouest, rue Sainte-Catherine, à Montréal, et des communiqués expliquant la nature et les derniers développements du conflit seront distribués à la presse et à la population.

Bellevue Pathé est une filiale de Astral, qui se spécialise dans les services techniques de la cinéma-

tographie tels que le doublage, la post-production, les services de laboratoires, le mixage sonore et les services de reproduction de vidéocassettes.

Parmi les grands clients de Bellevue Pathé, il y a Walt Disney, Columbia Pictures, Universal Pictures et Warner Brothers Canada.

Astral affiche des produits consolidés de 144,1 millions, tandis que le bénéfice d'exploitation a plus que doublé, atteignant 6,4 millions par rapport à 3,1 millions un an plus tôt.

CADEAUX DOUILLETS AVANTAGEUX POUR LUI CHEZ SAUVÉ



2999\$ la paire 7-12, largeur D

Si vous voulez le gâter, offrez-lui des pantoufles de cuir doublées de peau de porc qui lui garderont les pieds bien au chaud. Modèle Opera ou Mule. Semelles de suède avec empiècement de caoutchouc anti-dérapants. Noir, bleu, bourgogne.

Prix courant 40 \$

SAUVÉ
TOUT POUR LUI, À BON PRIX.

Galerias Joliette	752-0950
Complexe Desjardins	281-1611
Place Rosemère	435-6160
Carrefour Laval	681-9213
Galerias d'Anjou	351-6810
Carrefour Angrignon	365-1070
Promenades St-Bruno	461-2832
Centre Laval	688-6292
Plaza St-Hubert	273-6392

(6554 St-Hubert) Stationnement à l'arrière du magasin rue Ouellet/Brundage Pas de chausures chez SAUVÉ Place Ville-Marie.



Serge Godin, président de CGI, conseillers en gestion et informatique

« Montréal me donne de la place... J'la prends. »

Pour M. Godin, le « Montréal technologique » est de plus en plus compétent et concurrentiel. Et si plusieurs entrepreneurs se sont installés à Montréal, suivant son exemple, c'est parce qu'ils savent que Montréal, avec son centre-ville, est la force motrice du Québec et qu'elle alimente les vrais défis économiques nord-américains. Ils l'ont choisie pour ses atouts et ses services, comme la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM). Vous voulez être en affaires? À Montréal, vous pouvez prendre toute la place que vous voulez.

Montréal, ça fait partie de votre actif.

Pour toute demande de services à caractère économique : téléphonez à la CIDEM au 872-2773. Téléc. : 872-8520.



Les premiers marines en Somalie demain

d'après Reuter
MOGADISCIO

Les préparatifs de l'intervention militaire de l'ONU en Somalie se sont accélérés hier, à quelques heures du débarquement des premières unités américaines à Mogadiscio.

Le Pentagone a fait savoir que l'avant-garde des 1800 marines actuellement au large des côtes somaliennes débarquerait demain peu après l'aube à Mogadiscio.

C'est la première fois que Washington avance une date précise au démarrage de l'opération « Restore Hope » (Rendre l'espoir), approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU jeudi.

Au total, plus de 36 000 soldats, dont 28 000 Américains, doivent prendre part à cette vaste mission destinée à assurer la protection du ravitaillement de la population somalienne, victime de l'une des pires sécheresses du siècle.

La France, qui a annoncé l'envoi de plus de 2 000 hommes, attend le feu vert du commande-

ment américain pour envoyer ses premiers détachements, qui devraient partir de Djibouti, a-t-on appris de source militaire à Paris.

Aucun signe de mouvement n'était encore observé hier matin parmi les 4 500 soldats français basés dans l'ancienne colonie, qui devraient fournir 1 500 hommes au contingent français.

Quatre navires de guerre italiens sont prêts à appareiller dès que le gouvernement et le parlement auront donné leur accord, a par ailleurs rapporté la radio de la Péninsule.

Sur le terrain, les dispositions en vue du déploiement se sont multipliées au cours de la journée.

Des avions de combat F-14 du porte-avions *Ranger*, envoyé cete fin de semaine dans l'Océan indien, ont survolé Mogadiscio pour des missions de reconnaissance.

Les États-Unis ont par ailleurs dépêché deux émissaires, l'ambassadeur plénipotentiaire Robert Oakley et le général de brigade Frank Libutti, pour discuter

de la situation avec les chefs de guerre et les responsables humanitaires locaux.

Un navire civil américain, le *Lummas*, avec à son bord des chars de combat, des troupes et du matériel, a quitté dimanche le port kenyan de Mombasa pour aller renforcer le dispositif au large de Mogadiscio, constitué au moins du *Ranger* et de trois bâtiments abritant les 1 800 Marines.

La population de Mogadiscio semble enthousiaste à l'idée de voir débarquer la force multinationale. Le survol de la ville par les jets américains a été accueilli dans certains quartiers par des applaudissements et des cris de joie.

Un climat relativement détendu régnait aux abords de la ligne de démarcation entre les deux clans rivaux d'Ali Mahdi Mohamed et de Mohamed Aidid.

Mais la tension est restée forte à Baidoa, à l'intérieur des terres, où au moins 30 personnes ont été tuées ces deux derniers jours lors d'affrontements entre clans.

Le sous-secrétaire général de

l'ONU chargé des affaires humanitaires, Jan Eliasson, a souligné que les Nations unies n'avaient pas encore reçu d'assurances écrites de la part des plus importants groupes armés somaliens et il les a exhortés à coopérer avec la force multinationale.

De sources diplomatiques, on a appris que l'Éthiopie et le Kenya avaient fermé leurs frontières terrestres avec la Somalie pour tenter d'empêcher les combattants somaliens qui pourraient fuir et se réfugier sur leur territoire.

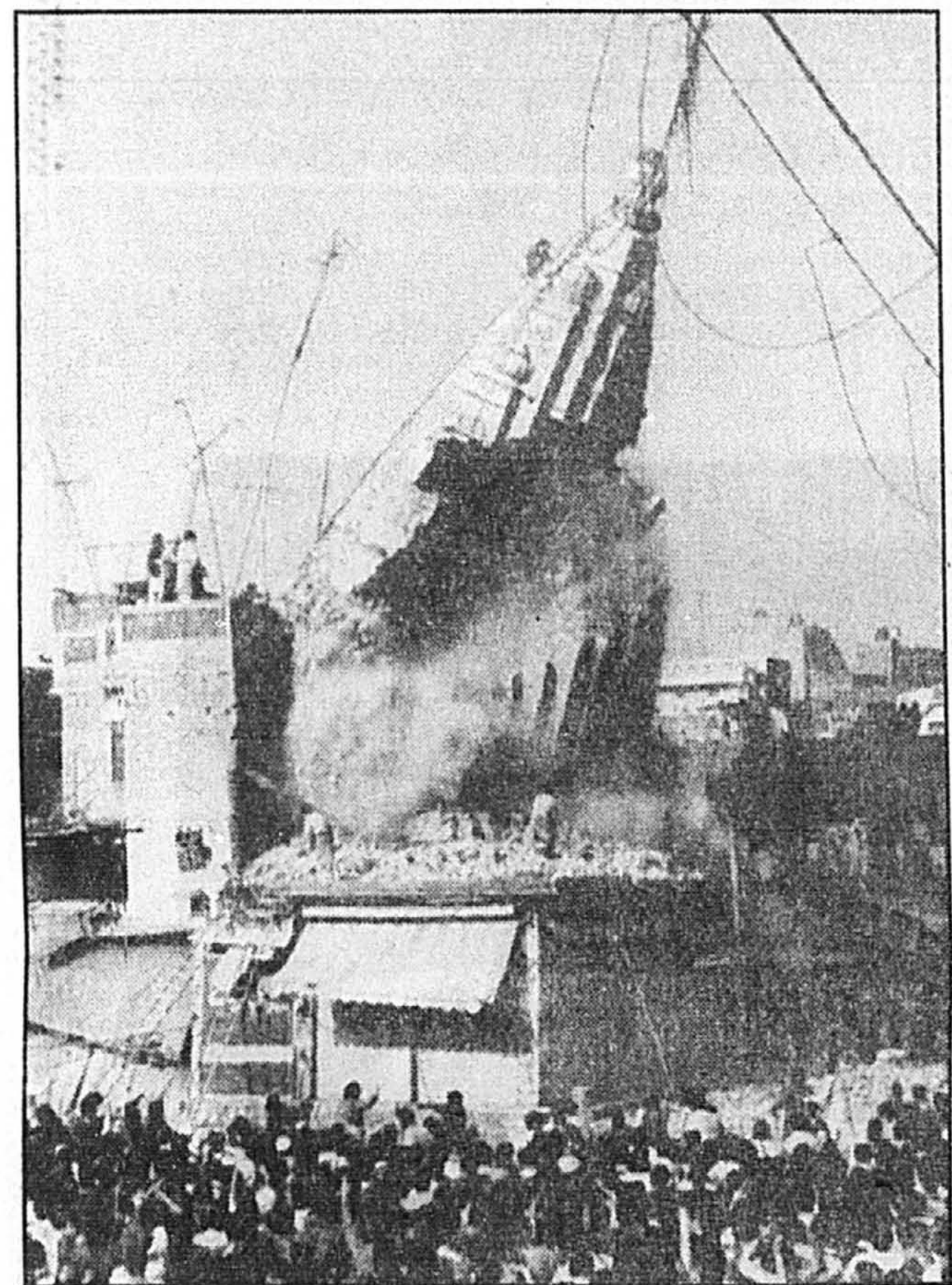
« Récemment, des incidents préoccupants ont éclaté dans des camps de réfugiés à la frontière somalo-kenyane, y compris le pillage d'aide alimentaire, le détournement de voitures et le viol d'une femme. La situation pourrait empirer à l'arrivée des troupes américaines en Somalie », a-t-on ajouté.

Les premiers objectifs des marines américaines devraient être Mogadiscio et Baidoa, où ils seront chargés d'assurer la protection des aéroports afin de permettre l'arrivée de troupes supplémentaires.



Des Somaliens prenant place à bord de camionnettes équipées de mitrailleuses accueillent à Mogadiscio un avion de transport lourd Hercules C-130 américain, qui apporte du matériel destiné à l'avant-garde des marines.

PHOTO REUTERS



Des manifestants musulmans regardent s'écrouler le temple hindou de Moti Lal, à Lahore au Pakistan; le temple a été détruit en représailles contre le saccage par des fanatiques hindous, dimanche, de la mosquée Babri, à Ayodhya.

Les jeunes jouent aux méchants musulmans et aux bons hindous

ANDRÉ NOËL
BARODA, Inde

Les émeutes qui ont éclaté en Inde à la suite du saccage de la mosquée d'Ayodhya par des intégristes hindous ont enflammé tout le pays, même les petites villes situées à des centaines de kilomètres du temple.

Dès que la nouvelle du saccage a été connue, dimanche après-midi, les musulmans et les hindous ont commencé à se lancer des pierres à Baroda, une ville de 800 000 habitants située à 400 km de Bombay, dans le nord-ouest du pays.

La police est intervenue et a tiré plusieurs coups de feu, après avoir tenté en vain de disperser les émeutiers à coups de bâtons et de bombes lacrymogènes. Un homme âgé de 60 ans a été poignardé.

L'atmosphère était toujours très tendue, hier. Les policiers patrouillaient la ville armés de leurs matraques de bambou ou de vieilles carabines qui semblent dater de l'époque britannique. La moitié de la ville était sous couvre-feu dès 15h.

La police bloquait les principales artères menant au centre. C'est de mauvaise grâce que des agents ont laissé passer mon *rickshaw* — sorte de taxi à trois roues — à travers leurs barrières.

Partout, les commerçants fermaient leurs échoppes avec leur store de toile. Les rues, généralement si bruyantes, étaient étrangement silencieuses. La police obligeait les gens à rentrer chez eux et à verrouiller les portes. Derrière les fenêtres, les regards étaient inquiets.

Seules les vaches sacrées, les chèvres et les ânes qui se promènent en liberté dans toutes les villes de l'Inde, ne semblaient pas préoccupés et continuaient à mâcher bien consciencieusement les

journaux du jour qui traînaient sur les trottoirs.

Ces journaux dissimulaient mal les angoisses de la classe politique. « Une nation trahie », titrait le *Indian Express*, dans un éditorial publié en première page.

« Les incidents de la mosquée d'Ayodhya sont peut-être les événements les plus graves depuis l'Indépendance », a laissé tomber Shripad Dharmadhikary, un ingénieur qui ne pouvait plus rejoindre son bureau en raison du couvre-feu. « Ce qui se passe porte encore plus à conséquences que l'assassinat des premiers ministres Indira et Rajiv Gandhi », témoignait d'un sentiment général parmi la classe moyenne peu sympathique aux fondamentalistes.

Depuis le saccage de la mosquée d'Ayodhya, les musulmans se sentent traqués en Inde et craignent pour leur sécurité.

« Au lieu de jouer aux méchants voleurs et aux bons gendarmes, les enfants hindous jouent maintenant aux méchants musulmans et aux bons hindous », explique un jeune père de famille.

Le Parti du Congrès — qui exerce le pouvoir depuis l'Indépendance — avait réussi jusqu'à maintenant à assurer une relative harmonie entre les deux communautés. Mais la montée des fondamentalistes hindous — et de leur parti, le Bharatiya Janata Party (BJP) — a changé la situation politique. Depuis des années, le BJP et ses organisations sœurs attisent habilement les sentiments les plus extrémistes autour de la mosquée d'Ayodhya.

Les Indiens les plus éduqués craignent l'exacerbation des intégristes musulmans et hindous et, au bout du compte, le totalitarisme.

« La démocratie est en péril quand l'État laisse des milliers de fanatiques agir à leur guise », soupire Shripad Dharmadhikary.

Solidarité et ingérence humanitaire

Le drame somalien domine la Conférence sur la nutrition

d'après AFP
ROME

Le drame de la Somalie et l'ingérence humanitaire ont dominé hier à Rome la première journée de débats à la Conférence internationale sur la nutrition, organisée par la FAO et l'OMS.

Face à l'énorme problème de la faim et de la malnutrition, les efforts n'aboutiront que si « la communauté internationale montre la volonté politique d'aider les victimes de la violence dans des endroits comme la Somalie, le sud du Soudan, la Bosnie-Herzégovine », a affirmé le secrétaire américain à l'Agriculture, Edward J. Madigan.

« Près de 3 000 personnes meurent chaque jour en Somalie », a lancé le ministre somalien de la Santé, Abdi Iddid Habri.

Tout en se félicitant de l'intervention décidée par les Nations unies, le ministre a estimé que 30 000 soldats, « c'est trop, 10 000 auraient suffi ».

Mais l'intervention, demandée par son gouvernement provisoire depuis un an, arrive tard, a-t-il ajouté: sur huit millions de Somaliens, 500 000 sont morts.

De façon plus générale, le secrétaire américain, rappelant l'aide récente des États-Unis à la Somalie, à l'ex-URSS et aux réfugiés en Afrique, a annoncé une aide supplémentaire de 32 millions au Programme alimentaire mondial pour les victimes de la sécheresse en Afrique subsaharienne.

Par-delà les cas d'urgence, M. Madigan n'a pas hésité à invoquer les problèmes du commerce mondial et le GATT.

« En démantelant les barrières



Mère somalienne, photographiée hier avec son bébé sous-alimenté dans un centre d'aide de Mogadiscio.

du commerce agricole mondial, nous pouvons renforcer l'agriculture dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement », a-t-il dit.

Le secrétaire américain a cité, parmi les plans nutritionnels, la lutte contre la « faim cachée », les carences en vitamines, iode et fer, qui peuvent provoquer cécité, retard mental, mortalité, et annoncé un plan de 50 millions pour faire face à ces carences.

Seul point véritable d'achoppement au cours de cette première

journée, la question de « l'arme alimentaire », développée en séance plénière par le délégué de Cuba, le ministre de l'Industrie alimentaire, qui a accusé les États-Unis, par le blocus économique, de vouloir renverser le gouvernement.

Le débat a été vif dans la commission chargée de préparer la déclaration finale et le plan d'action. Une première version de l'article 15 demande que « les vivres ne soient point utilisés comme instrument politique de coercition ».

► REPÈRES

Le NON suisse à l'EEE: victoire de Guillaume Tell?

JEAN-MICHEL STOULLIG
de l'Agence France-Presse

BERNE

Le NON des Suisses à l'Espace économique européen (EEE) dimanche va aggraver la récession économique et plonge déjà le pays dans une crise politique intérieure, dont l'aspect le plus grave est le clivage entre Allemands et Romands.

Au lendemain de ce scrutin historique, sans doute le plus important depuis la création de la Confédération helvétique en 1848, « la Suisse est isolée et divisée », écrit Le *Nouveau Quotidien*.

« Elle ne sait pas où elle va », pense le *Journal de Genève*.

Le peuple a infligé à la classe politique et aux milieux d'affaires un double NON — celui de 16 cantons sur 23 (20 cantons plus six demi-cantons), et celui, plus mince du vote populaire (50,3 p. cent, soit 23 105 voix seulement de différence) — en refusant une ouverture limitée, car essentiellement économique, à l'Europe, mais qui était perçue comme l'antichambre de la Communauté européenne (CEE).

Le Conseil (gouvernement) fédéral ne démissionnera pourtant pas car cela ne correspond pas à la constitution helvétique, a indiqué le prési-

dent de la Confédération René Felber.

Consterné dimanche soir, le gouvernement s'est réuni à Berne hier pour rencontrer les partis et préparer des échecs redoutables: négociations avec les partenaires de l'AELE dès cette semaine à Genève, puis conférence diplomatique avec la CEE, mais aussi pour libérer l'économie suisse qui va devoir maintenant lutter à armes inégales avec ses voisins européens.

Il s'agit de « rétablir la confiance que tous les pays d'Europe ont accordée à notre pays », pour M. Felber, et pour Jean-Pascal Delamuraz, ministre de l'Économie de limiter « la discrimination progressive de notre économie » en Europe et d'améliorer la concurrence intérieure.

Par contraste, le champion du NON, l'industriel Christoph Blocher, pour qui l'EEE menaçait la « souveraineté » du pays, a déclaré, radieux: « C'est le plus beau jour pour les Suisses ».

Le rendez-vous raté de la Suisse avec l'Europe n'a cependant pas provoqué de panique dans les milieux boursiers, pourtant déçus des résultats du scrutin.

Ouverte en baisse dans un climat assez morose mais sans panique, la Bourse de Zurich s'est reprise hier en fin de matinée. La déception des investisseurs n'a pas entraîné de chute brutale des cours, les opérateurs ayant depuis longtemps anticipé que la Suisse ra-

terait son rendez-vous avec l'Europe.

Selon un analyste de la Banque Populaire, « le NON ne pose pas de problème à court terme, mais qu'en sera-t-il dans six mois? ».

Problème plus immédiat, la fracture constatée entre germanophones (72 p. cent de la population) et francophones (20 p. cent) inquiète les commentateurs.

Unanimes, les journaux reprennent la métaphore culinaire du « fossé du roesti » — un plat de pommes de terre très prisé des germanophones — pour souligner la coupure entre les Allemands qui ont voté NON et Romands plus touchés par la récession et très pro-européens.

Même si la sécession n'est pas envisagée sérieusement, les cantons frontaliers de Romandie et Bâle, qui ont voté OUI et sont « tournés vers la coopération transfrontalière », devraient développer leur propre politique étrangère, estime le journal bâlois.

Guillaume Tell a-t-il gagné? la question a été posée à la radio romande tant le vote des campagnes de Suisse allemande a exprimé un repli vers le réduit alpin, sur des valeurs traditionnelles face à un grand pouvoir étranger, l'Europe et notamment l'Allemagne, jugés menaçants pour les libertés locales. Tout comme Tell, le grand héros helvétique, luttait contre le pouvoir centralisateur autrichien.

Trois soldats israéliens abattus

d'après Reuter
BANDE DE GAZA OCCUPÉE

Les intégristes palestiniens de la bande de Gaza occupée ont célébré hier à leur façon le cinquième anniversaire de l'intifada, en abattant avant l'aube trois réservistes de l'armée israélienne.

Le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres a promis que les auteurs de cette action, la plus meurtrière contre Tsahal depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés, le 9 décembre 1987, seraient capturés et châtiés.

Trois Palestiniens circulant dans une Peugeot blanche ont mitraillé la jeep des soldats israéliens vers 5 h 30 du matin, heure locale, alors qu'elle patrouillait à petite allure sur une route à 800 mètres du point de passage de l'armée israélienne de Nahal Oz.

La jeep s'est écrasée sur la barrière d'un lotissement tandis que les agresseurs se sont enfuis en criant « Allahu Akhbar » (Dieu est le plus grand), ont rapporté des témoins figurant parmi les nombreux Palestiniens se rendant à cette heure à leur travail en Israël.

Kassam, l'aile militaire de la Résistance islamique (Hamas), a revendiqué la paternité de cette attaque meurtrière dans des tracts abandonnés sur les lieux, rapportent les travailleurs palestiniens.

Les intégristes palestiniens y affirment célébrer de cette façon le cinquième anniversaire du début de l'intifada, la fondation de Hamas, le 14 décembre 1987, et la mort de trois de leurs sous les balles israéliennes la semaine dernière.

Mais ce grave incident coïncide aussi avec la reprise dans la journée à Washington de la huitième session de pourparlers entre Israéliens et Arabes, y compris les Palestiniens, dans le cadre du processus de paix entamé en octobre 1991 à Madrid.

Hamas, mouvement particulièrement actif dans la bande de Gaza occupée par Israël depuis 1967, figure au nombre de la douzaine de groupes palestiniens fermement opposés à la tenue de ce dialogue avec l'État hébreu.

Le chef de l'armée, le général Ehud Barak, a déclaré que l'armée s'attendait à un acte spectaculaire de la part de ces groupes en vue de perturber le climat des négociations.

Depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés, il y a cinq ans, 964 Palestiniens ont été tués par les Israéliens selon des statistiques compilées par Reuter. Les Palestiniens ont pour leur part abattu 106 Israéliens, six touristes et 544 de leurs tenus pour des collaborateurs de l'occupant israélien.

Le gouvernement Bazin en guerre contre des universitaires haïtiens

GILLES TOUPIN

Le gouvernement en exil du président haïtien Jean-Bertrand Aristide dénonce les brutalités policières dont ont été victimes la semaine dernière des professeurs, étudiants et intellectuels haïtiens.

Dans un communiqué en provenance du consulat d'Haïti à Montréal et signé par le ministre de l'Information, de la Culture et de la Coopération (MIIC), Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, on rapporte que l'intervention de militaires armés, jeudi dernier au local de la faculté d'agronomie à Damiens, en Haïti, a conduit à l'arrestation de 13 étudiants. Quatre autres sont portés disparus et 16 autres ont été blessés, dont huit grièvement.

Selon le communiqué du MIIC, les étudiants de la faculté d'agronomie manifestaient contre une décision arbitraire du gouvernement putschiste du premier ministre Marc Bazin qui venait de révoquer illégalement des professeurs dans diverses facultés. C'est alors que des policiers lourdement armés ont encerclé la faculté pendant cinq heures.

La ministre souligne que non seulement la faculté d'agronomie est menacée par la répression militaire mais les facultés des sciences et des sciences humaines et l'École normale supérieure le sont également. Quant à la faculté de médecine, elle a été provisoirement fermée.

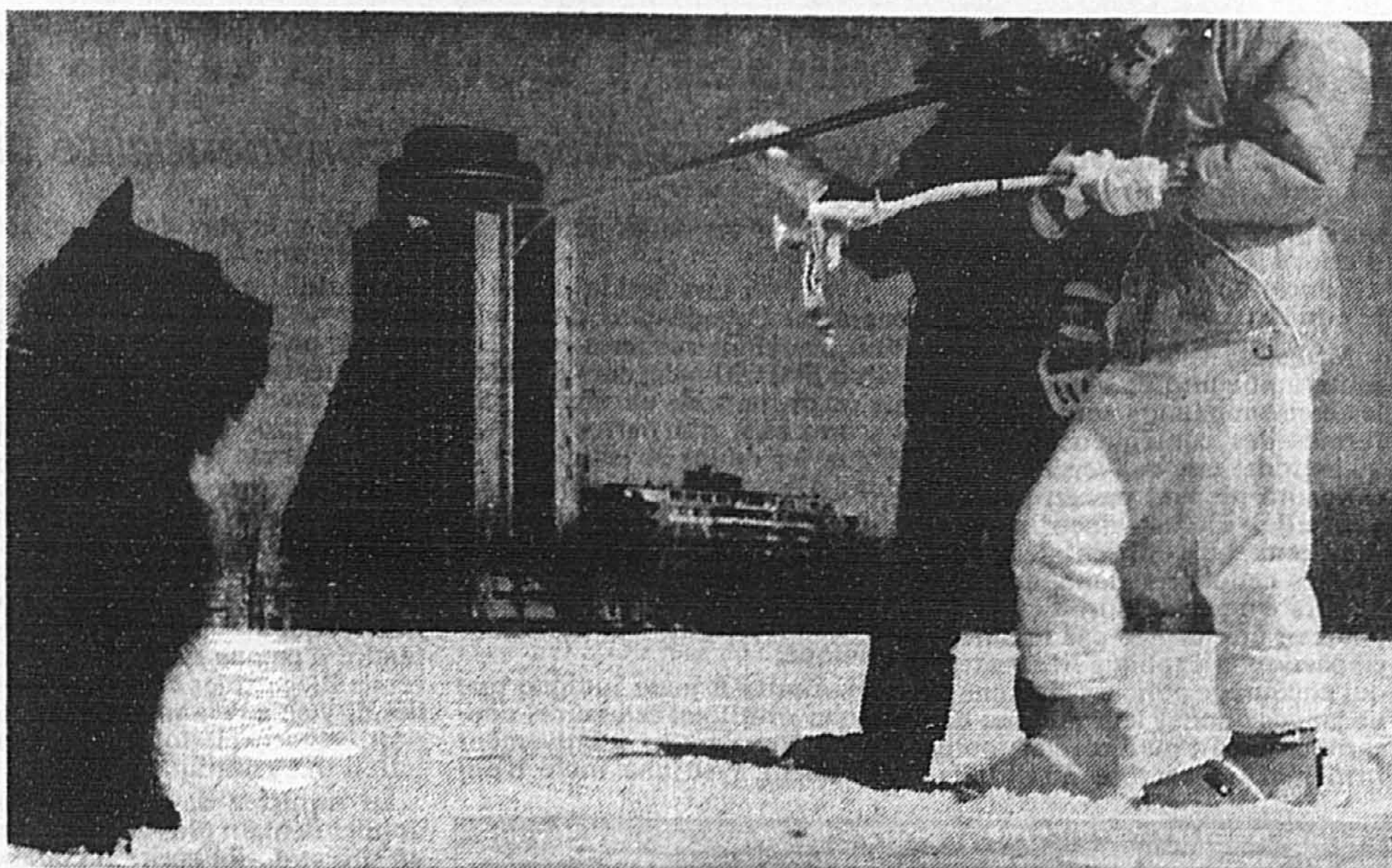
À la faculté des sciences humaines, rappelle le MIIC, 12 professeurs avaient, dès le 30 novembre, déclaré publiquement qu'ils étaient «détachés de la lutte avec l'ensemble de la communauté universitaire et tous les démocrates» haïtiens «pour faire échec à la mesure irresponsable et arbitraire» du gouvernement de facto.

Ces mesures contre les universités ressemblent, selon les observateurs, à une chasse aux sorcières dont les buts seraient d'assainir ou d'épurer les milieux universitaires en Haïti des élé-

ments favorables au président constitutionnellement élu Jean-Bertrand Aristide. Elles sont d'autant plus surprenantes que le chef de cabinet du premier ministre Marc Bazin, M. Cary Hector, est un universitaire bien connu à Montréal qui enseigne au département des sciences politiques de l'UQAM et qui est présentement en congé sans solde.

Le ministère de l'Information demande donc la libération immédiate des étudiants arrêtés et dénonce, en même temps, la violation de l'enceinte universitaire par la police, «ce qui est contraire aux prescriptions de notre Charte fondamentale qui consacre l'autonomie de fonction et d'espace de l'Université d'État d'Haïti».

«La solution définitive et durable à la crise haïtienne, conclut le ministre, passe par la restauration de la démocratie en Haïti et le retour dans ses fonctions légitimes du président de la république Jean-Bertrand Aristide.»



75\$ Du 11 décembre 1992 au 25 février 1993.
85\$ Du 5 mars au 12 avril 1993.

*À l'exception du 28 au 31 décembre 1992, tarif 85\$. Du 5 au 13 février 1993 tarif sur demande.

Juste à côté sur les plaines d'Abraham. Juste un peu plus loin, sur les pentes du Mont Sainte-Anne ou de Stoneham. Le ski vous attire? Nous vous proposons des prix d'ami. L'hôtel Loews Le Concorde. L'hôtel sur les Champs-Élysées de Québec. Pour le ski, l'après-ski et la compagnie à l'heure de la fondue le soir.

Pour réserver, composez dès aujourd'hui notre numéro sans frais: 1 800 463-5256.

Transport disponible par autobus vers les stations du Mont Sainte-Anne et de Stoneham.

Aucuns frais pour les enfants de 17 ans ou moins partageant la chambre d'un adulte. Tous les tarifs sont par chambre, par nuit, en occupation simple ou double et en classe Hospitality. Les groupes et les congrès ne peuvent se prévaloir de ce tarif.

Visite de l'Un! Visite de la Compagnie!



LOEWS

LE CONCORDE

L'HÔTEL SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES DE QUÉBEC
1225, Place Montcalm, Québec, (Québec) G1R 4W6

EN AVANT, SKIEZ!

SOLDE DE FOURRURES

SURPLUS D'INVENTAIRE JUSQU'À 70% DE RABAIS

NOUS PAYONS LES TAXES

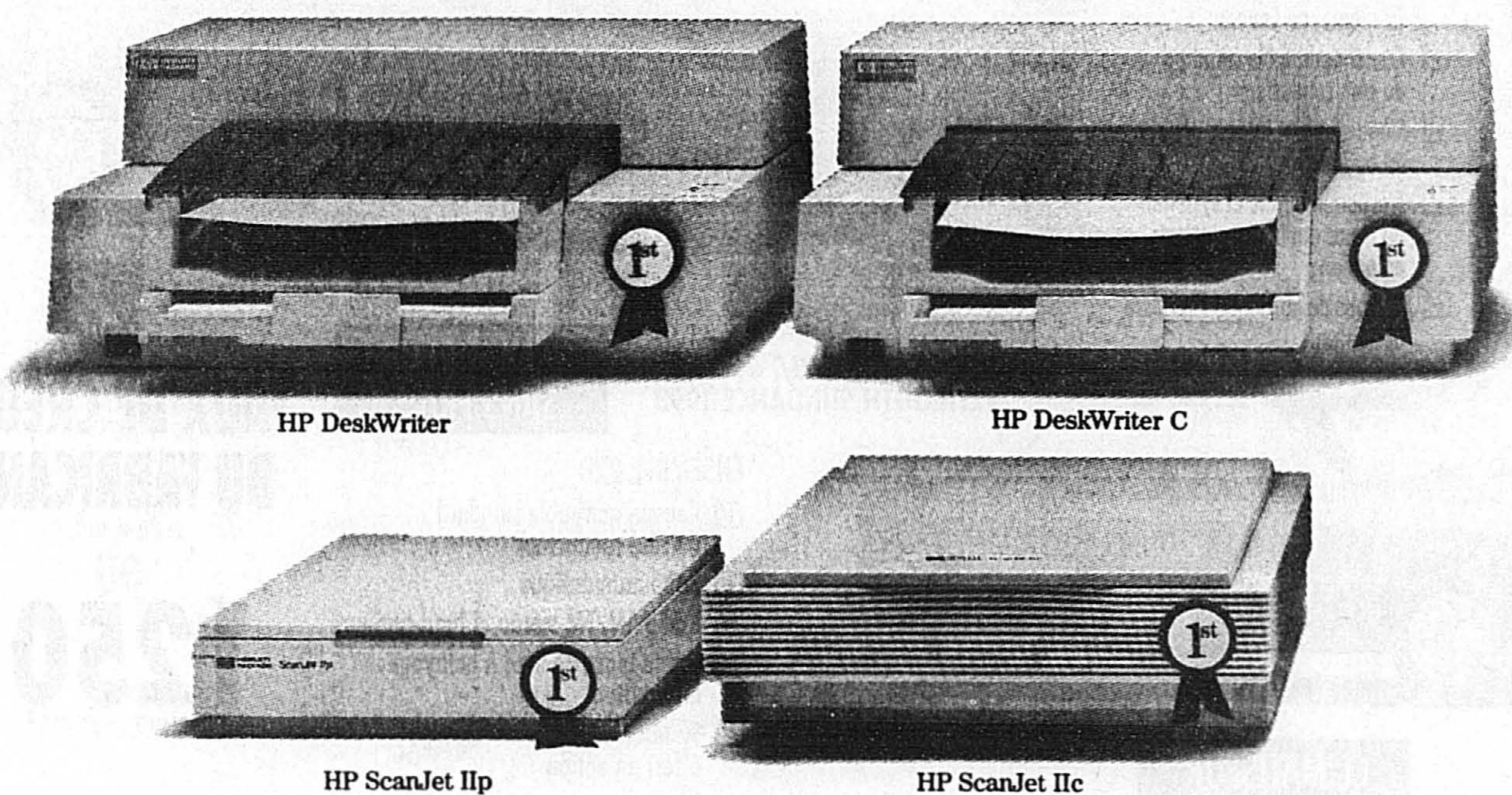
Lun., mar., mer., vend., 9 h à 17 h 30
Jeu., 9 h à 20 h 30 Sam., 9 h à 17 h

1473, RUE AMHERST MONTRÉAL, STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE



522-3181

Vous avez élu HP au premier rang.



Pour vous remercier, HP vous fait une offre payante.

Désormais, c'est encore plus facile d'acheter les imprimantes et les analyseurs qui ont remporté la palme lors du sondage World-Class Awards du magazine Macworld.*

À compter de maintenant et jusqu'au 31 janvier 1993, nous vous offrons des rabais comptants à l'achat de nos analyseurs et de nos imprimantes pour Macintosh.

Par exemple, obtenez 50 \$ sur la populaire imprimante HP DeskWriter, celle qui

50\$

offre la qualité d'une impression laser au prix d'une imprimante matricielle.

Également 50 \$ sur la HP DeskWriter C qui ajoute une touche de couleur à vos impressions de tous les jours. Puis 50 \$ sur le prix déjà peu élevé de l'analyseur HP ScanJet Iip à échelle de gris. Et enfin 100 \$ sur l'analyseur couleur de qualité supérieure HP ScanJet Iic.

100\$

Demandez à votre concessionnaire HP

autorisé les détails de cette offre. Mais faites vite, car contrairement aux imprimantes et aux analyseurs HP, cette offre ne durera pas.

Pour connaître le nom du concessionnaire HP autorisé le plus près, composez sans frais le 1-800-387-3867, poste 160.



*Macworld, août 1992.

DÉPÊCHES

MAJOR Visite à Ottawa

Le premier ministre britannique, John Major, se rendra les 17 et 18 décembre à Ottawa et Washington pour des entretiens, au nom de la CEE, avec les dirigeants canadien et américain. Il sera accompagné de Jacques Delors, président de la Commission européenne. Ils seront le 17 à Ottawa pour des entretiens avec le premier ministre canadien, Brian Mulroney, et le 18 à Washington pour y rencontrer George Bush à la Maison-Blanche. Le président élu Bill Clinton a fait savoir que, trop occupé à préparer son investiture le 20 janvier et son programme de gouvernement, il ne pourrait recevoir les deux Européens, mais qu'il souhaitait la poursuite des «relations spéciales» entre Washington et Londres.

ÉTATS-UNIS Bentsen au Trésor

L'équipe économique du président élu Bill Clinton semble être choisie, selon la presse américaine, avec en premier lieu Lloyd Bentsen, actuel président de la Commission des finances du Sénat, qui serait retenu au poste de secrétaire au Trésor. En outre, toujours selon la presse qui cite des responsables de l'équipe de transition ayant requis l'anonymat, le président de la Commission budgétaire de la Chambre, Leon Panetta, serait nommé directeur du Budget à la Maison-Blanche. M. Clinton aurait également retenu Robert Rubin, co-président de Goldman Sachs, pour prendre le poste, nouvellement créé, de principal conseiller pour l'économie.

CAMBODGE Khmers rouges

Le chef des Khmers rouges, Khieu Samphan, a affirmé hier dans une lettre adressée au chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), Yasushi Akashi, que les Casques bleus présents au Cambodge aident les «Vietnamiens et leurs fanatiques» à attaquer les positions khmères rouges. Cette accusation fait suite à l'enlèvement la semaine dernière de six Casques bleus par les Khmers rouges qui leur ont reproché d'avoir espionné pour le compte des forces armées de Phnom Penh. Les casques bleus avaient été détenus pendant quatre jours au centre du Cambodge avant d'être relâchés. Ils avaient été pris en otage alors qu'ils observaient des formations de troupes dans une zone contrôlée par les Khmers rouges.

Ottawa pourrait criminaliser l'écoute d'un cellulaire par « scanner »

Beatty annoncera dès demain sa politique sur la protection de la confidentialité des conversations par cellulaire

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le ministre des Communications, Perrin Beatty, affirme que la conversation Wilhelmy-Tremblay n'a rien à voir avec la diligence soudaine de son gouvernement mais c'est dès demain qu'Ottawa doit rendre publique une toute nouvelle politique visant à protéger la confidentialité des conversations sur téléphone cellulaire.

Selon certains, le ministre pourrait aller jusqu'à rendre criminelle l'interception par un tiers de conversations téléphoniques

privées sur cellulaires, mais d'abord et avant tout, c'est à « l'éducation » des utilisateurs que le ministre compte s'attaquer.

M. Beatty veut en effet effacer toute ambiguïté et s'assurer que les consommateurs sont bien informés des conséquences de ce qu'ils font: une conversation sur cellulaire ne peut pas être confidentielle. « Il est essentiel que tous ceux qui utilisent les téléphones cellulaires tiennent pour acquis que leur conversation pourrait être captée par une tierce partie », a expliqué M. Beatty, qui encourage donc les citoyens à ne jamais donner leur numéro de carte de crédit ou à révéler toute information secrète quand ils

parlent sur les ondes de cellulaires.

Il y a en circulation actuellement au Canada plus d'un million de cellulaires mais aussi environ 900 000 balayeurs d'ondes, ce qu'on appelle en anglais des « scanners », qui permettent de capter les ondes de cellulaires et donc d'écouter les conversations. D'aucuns croient que c'est ce qui est arrivé à Diane Wilhelmy et à André Tremblay, dont la discussion téléphonique sur l'entente de Charlottetown a été rendue publique.

M. Beatty a aussi indiqué que les conversations cellulaires pouvaient être captées relativement facilement avec une foule d'en-

gins, dont le plus simple appareil de télévision UHF.

Le ministre a longuement insisté sur « l'éducation des utilisateurs », précisant que quelles que soient les mesures législatives qui seront éventuellement mises en place, le problème ne sera jamais complètement réglé.

« Il est important que les gens sachent que ce qui n'est pas privé aujourd'hui ne peut pas devenir privé demain, juste en faisant claquer ses doigts », a déclaré M. Beatty, qui dit qu'on ne peut s'attendre à ce que le gouvernement rende illégaux les balayeurs d'ondes. Il y a en déjà trop en circulation, ce ne serait donc pas une solution très « pratique ».

Le ministre devrait en outre donner demain plus de détails sur un projet de loi écrit en collaboration avec le ministre de la Justice, Kim Campbell, qui pourrait aller jusqu'à criminaliser l'interception de conversations privées sur cellulaires. C'est du moins ce qu'a glissé un avocat du ministère de la Justice travaillant au dossier de la surveillance électronique, Fred Bobiasz, au moment d'une entrevue accordée à un quotidien torontois le mois dernier.

Les fonctionnaires du ministère de la Justice travaillent depuis plus d'un an à un projet global d'amendements au code criminel touchant la surveillance électronique par les policiers. Trois jugements de la Cour Suprême resserrant le droit à la confidentialité des citoyens forcent le gouvernement à moderniser le code criminel à cet égard.

Hier M. Beatty est demeuré très discret sur les intentions législatives du gouvernement. Il n'a

même pas voulu dire si ce sont bien des amendements au code criminel qu'il étudie avec Mme Campbell. Le ministre n'a donc pas précisé si les mesures concernant les cellulaires privés et celles touchant la surveillance électronique feraient partie d'un seul projet de loi.

Un document de discussion rendu public en août dans le dossier de la surveillance électronique par le ministère de la Justice précise cependant que le volet « téléphone cellulaire » fait bel et bien partie de ce même dossier.

Il est plus que probable que cet ensemble de nouveaux projets d'amendements au code soit déposé au début de l'année prochaine, dès que le Parlement entamera une toute nouvelle session. Mme Campbell a déjà déclaré qu'elle voulait agir promptement dans ce dossier, en tout cas avant les prochaines élections.

Le ministre Beatty a aussi parlé hier du volet « technologique » du dossier, dont il entend traiter dans sa politique globale. Il existe effectivement des technologies pour brouiller les ondes de cellulaires mais ils sont extrêmement coûteux. L'avènement des systèmes de diffusions numériques pourraient faciliter ce débrouillage mais donnera probablement aussi naissance à des décodeurs. M. Beatty a précisé que les systèmes numériques pourraient faire partie de la solution mais qu'ils ne constituent pas une solution.

Actuellement, la loi ne dit à peu près rien sur la confidentialité des conversations sur cellulaires et la jurisprudence est ambivalente à cet égard, c'est pourquoi le gouvernement se doit d'agir

pour clarifier tout cela, a précisé M. Beatty.

Agence de protection de la vie privée

Le ministre des Communications a en outre profité du Sommet canadien sur les politiques d'information, qui se tient actuellement à Ottawa, pour annoncer la mise sur pied d'une nouvelle Agence de la protection de la vie privée dans les télécommunications dont le mandat sera de recevoir les plaintes du public, de faire enquête et de prendre des mesures disciplinaires.

L'Agence sera formée de membres de l'industrie des télécommunications, d'experts et de membres du public et sera financée par l'industrie.

Le gouvernement espère qu'on pourra ainsi traiter les plaintes de plus en plus fréquentes de citoyens importunés par l'utilisation abusive des nouvelles technologies de communication, comme les ordinateurs qui font du télémarketing ou les fax parfois carrément envahissants.

Mme Wilhelmy retire sa requête d'outrage contre le Globe

du bureau de La Presse
QUÉBEC

L'ancienne sous-ministre au dossier constitutionnel Diane Wilhelmy a laissé tomber hier la requête pour outrage au tribunal qu'elle avait déposée contre le quotidien torontois The Globe and Mail et son journaliste Rhéal Séguin.

En septembre, le Globe avait été le premier à publier la conversation téléphonique entre Mme Wilhelmy et le conseiller constitutionnel du premier ministre Bourassa, Me André Tremblay, un échange qui montrait que les deux hauts fonctionnaires désapprouvaient le résultat des négociations constitutionnelles.

Dans ses éditions distribuées à l'extérieur du Québec, le Globe avait publié la conversation qui faisait l'objet d'une injonction au Québec. Demandant à la Cour supérieure de se prononcer sur qui était, selon elle, un outrage au tribunal, Mme Wilhelmy réclamait des dommages de 55 000 \$ du quotidien et de son correspondant parlementaire à l'Assemblée nationale.

Hier matin, le juge Jacques Vien de la Cour supérieure a rapidement accepté les arguments de Mme Wilhelmy qui désirait retirer sa poursuite.

Par la voix de son avocat, Me Louis Masson, Mme Wilhelmy a fait valoir qu'une entente était intervenue le 29 septembre avec plusieurs médias québécois pour autoriser la publication de la transcription de la conversation — en expurgant des commentaires strictement personnels.

Compte-tenu de cette publication, Mme Wilhelmy n'entend plus soutenir que la confidentialité de la conversation était dans l'intérêt public. Finalement, l'avocat de Mme Wilhelmy a rappelé que sa cliente avait, depuis, quitté son poste de sous-ministre — elle a repris son ancienne carrière à l'École nationale d'administration publique — et souhaitait mettre un terme à toute cette polémique.

Le matériel de l'État aurait servi pour des photos pornos

d'après CP
QUÉBEC

Un employé du ministère des Communications du Québec a été congédié pour avoir utilisé du matériel photographique appartenant au gouvernement dans le but de prendre des photos pornographiques.

Il s'agit de Jules Rochon, directeur des services audiovisuels et des expositions du ministère, qui a été accusé par ailleurs de vol, fraude et abus de confiance. Son enquête préliminaire a été fixée au mois de janvier.

On précise que les photographies en question étaient destinées à l'usage exclusif de Rochon et n'ont pas été distribuées au sein du personnel.

Les accusations ont été portées à la suite d'une plainte enregistrée par un fonctionnaire.

NOTRE OBJECTIF: FAIRE LES MEILLEURS VÊTEMENTS QUI SOIENT POUR LE VOYAGE ET L'AVEVENTURE



UN CADEAU QUI N'A PEUR DE RIEN

Il va là où les jeans ont du mal à suivre, ce soit dans les vastes steppes de Mongolie ou pour un déjeuner dans un grand restaurant. Le pantalon classique Tilley est reconnu comme « le pantalon le plus pratique et le plus reconstruit qui soit ».

Il se lave facilement (instructions de lavage « Give 'em hell! »), se passe de repassage, a belle allure et est confortable là où il faut. Il vous durera probablement des années.

Il est doté de quatre poches de sécurité à fermeture Velcro et d'une poche intérieure secrète pour vos objets de valeur, à l'abri des mains indiscretes. Et vous pouvez le pendre par l'anneau en D, en acier inoxydable, quand vous vous sentez paresseux.

Beaucoup de gens le portent pour sortir, chez eux après le travail et, évidemment, toute la fin de semaine.

Ah! quel cadeau mémorable il fait. Et nous l'emballerons, avec une carte-cadeau, GRATUITEMENT!

P.S. Il est fabriqué au Canada, pour que je puisse tout surveiller!

Il est offert dans un plus grand choix de tailles que n'importe quel autre pantalon! Tailles femmes 4 à 24 et hommes (ordinaires ou non) 28 à 40, plus 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

Mon frère John Tilley, de Tilley Western à Vancouver, demande toujours: « Pouvez-vous trouver ailleurs un beau pantalon habillé lavable? » Naturellement, il fait référence au pantalon Tilley à plis. Tailles et couleurs pour hommes comme ci-dessus. Prix: 115\$, 125\$. (Grandes tailles, ajoutez 7\$).

Le modèle pour femmes (95\$) est partiellement élastique à la taille, confortable, et offert en six couleurs: les mêmes que ci-dessus plus rouge etivoire. Avec une poche secrète. Evidemment.

Alex Tilley

158, rue Laurier ouest
272-7791
lundi-mercredi: 9 h - 18 h
jeudi-vendredi: 9 h - 21 h
samedi: 9 h - 17 h

Emballage-cadeau gratuit avec carte
Café et biscuits offerts pendant votre magasinage

MERPHISTO
Merveilleux souliers de marche

Téléphone pour obtenir GRATUITEMENT un catalogue de commande postale SANS FRAIS
1-800-387-0110
En anglais
1-309-465-4249

Tilley Endurables

CHEZ CHRYSLER, VOUS OBTENEZ DES RÉSULTATS.

NOUS EN FAISONS LA PREUVE AVEC DES OFFRES IMBATTABLES SUR CES MODÈLES 1993.

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT
POUR 48 MOIS[†]
OU
1 000 \$
DE REMISE EN ARGENT[†]
+ CLIMATISEUR SANS FRAIS

- ENSEMBLE 24D et 28D**
- ✓ La mini-fourgonnette la plus vendue au monde et construite ici-même, au Canada
 - ✓ Coussin gonflable standard du côté conducteur
 - ✓ Siège d'enfant intégré offert en option
 - ✓ Traction intégrale et système de freins antiblocage offerts en option
 - ✓ Verrous de portière à l'épreuve des enfants



Prix Canada pour l'excellence en affaires 1991, catégorie qualité.

**DODGE CARAVAN/
PLYMOUTH VOYAGER SE 1993**



CLIMATISEUR SANS FRAIS

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT
POUR 48 MOIS[†]
OU
1 250 \$
DE REMISE EN ARGENT[†]

- ENSEMBLE 22D**
- ✓ Coussin gonflable standard du côté conducteur
 - ✓ Boîte automatique
 - ✓ Radio AM/FM stéréo, 4 haut-parleurs
 - ✓ Essuie-glace de luxe à balayage intermittent
 - ✓ Système de freins antiblocage offert en option

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT
POUR 48 MOIS[†]
OU
1 250 \$
DE REMISE EN ARGENT[†]

- ENSEMBLE 22E**
- ✓ Coussin gonflable standard du côté conducteur
 - ✓ Boîte automatique
 - ✓ Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes
 - ✓ Volant ajustable
 - ✓ Rétroviseurs extérieurs chauffants à commande électrique
 - ✓ Régulateur de vitesse électronique
 - ✓ Système de freins antiblocage offert en option

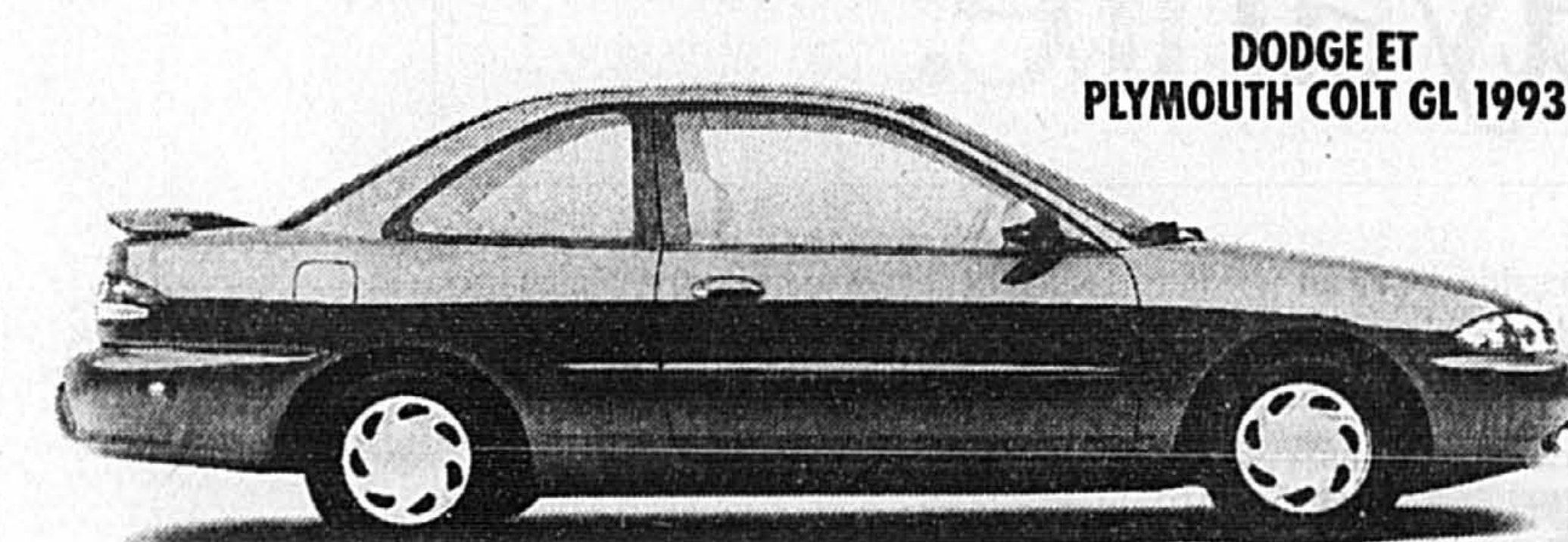
**DODGE SPIRIT/
PLYMOUTH ACCLAIM 1993**



OFFRE DE LANCEMENT SUR LA TOUTE NOUVELLE COLT

- ✓ Servofreins à disques à l'avant
- ✓ Économique moteur de 1,5 L à soupapes multiples
- ✓ Boîte manuelle à 5 rapports
- ✓ Dégivreur de glace arrière

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT
POUR 48 MOIS[†]
OU
750 \$
DE REMISE EN ARGENT[†]



DODGE ET PLYMOUTH COLT GL 1993

OBTENEZ AUSSI 500\$ DE REMISE[†] OU UN TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT POUR 48 MOIS[†] SUR LES WAGONNETTES COLT.

CHRYSLER

JUSTE UN ESSAI ET VOUS SEREZ CONVAINCU.
CHEZ LES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DU QUÉBEC.

† L'offre de remise en argent et l'offre de taux de crédit du fabricant sont mutuellement exclusives et ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Elles impliquent et remplacent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. L'offre de remise en argent inclut la TPS. Les demandes de crédit pour un terme maximal de 48 mois sont conditionnelles à l'approbation de Chrysler Credit Canada Inc. Les acheteurs sont responsables du transport, de l'immatriculation, des taxes et autres frais pouvant s'appliquer. Ces offres d'offre limitée sont en vigueur du 1^{er} novembre 1992 (sauf pour l'offre sur les modèles Shadow et Voyager depuis le 1^{er} décembre 1992) jusqu'à ce que Chrysler Canada Inc. décide d'y mettre fin. Dans les cas des véhicules loués à long terme par des particuliers, seule la remise s'applique. L'offre ne concerne que les véhicules en stock chez le concessionnaire. Le programme Location/Gie d'Or est offert pour certains modèles. Consultez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails. † Certaines restrictions s'appliquent. Un autre choix de garanties est offert pour les modèles importés. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

